Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 8 MARS 1930

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8 MARCH, 1930

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion : 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes : 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES.

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are

l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement. 1119—9-9

strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 1120—9-9

Lettres patentes

"A. Blondin, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1930, constituant en corporation: Adrien Blondin, négociant, Adrien Auger, gérant, Saint-Hyacinthe, Lucien Lemieux, comptable, Outremont, Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir le fonds de commerce, de matériaux de construction et de quincaillerie ainsi que l'atelier maintenant exploité à Saint-Hyacinthe, province de Québec, par Adrien Blondin, sous la raison sociale de A. Blondin & Cie, avec tout l'actif et le passif de cette exploitation, y compris l'achalandage, les immeubles et tous les droits et contrats détenus par le dit Adrien Blondin, sujets aux obligations qui les affectent et d'en payer le prix en actions acquittées de la compagnie;

Fabriquer, importer, exporter, acheter, vendre des marchandises de toutes sortes, entreprendre les travaux de construction générale, et sans restrictions à ces pouvoirs généraux, fabriquer, acheter, vendre toutes sortes de matériaux de construction, quincaillerie et de machines;

Agir comme agent à commission, représentant, importateurs ou fondé de pouvoirs de toutes personnes, compagnies ou sociétés manufacturant l'un quelconque des produits ci-dessus ou tout autre produit, de quelque nature qu'il soit;

Acheter, louer, posséder et exploiter tous brevets d'invention, octrois, baux, concessions, procédés, recettes et renseignements secrets applicables aux objets ci-dessus mentionnés ou à l'un d'eux et de les vendre, céder et louer;

Acheter ou autrement acquérir des parts, actions ou obligations dans toute industrie,

Letters patent

"A. Blondin, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1930, incorporating: Adrien Blondin, merchant, Adrien Auger, manager, Saint Hyacinthe, Lucien Lemieux, accountant, Outremont, Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire the stock-in-trade, building materials and hardware stock and also the work-shop now operated at Saint Hyacinthe, Province of Quebec, by Adrien Blondin, under the firm name of A. Blondin & Cie, with all the assets and liabilities of such business, including the good-will, immovables and all the rights and contracts held by the said Adrien Blondin, subject to the obligations affecting the same and to pay therefor with paid up shares of the company;

To manufacture, import, export, purchase, sell marchandise of any kind, undertake general construction work and, without restriction to its general powers, to manufacture, purchase, sell all kinds of building materials, hardware and machinery;

To act as commission agents, representatives, importers or attorneys for any person, company or firm manufacturing any whatever of the hereabove products or any other product of any nature whatever;

To purchase, lease, hold and exploit any patents of invention, grants, leases, concessions, processes, recipes and secret information applicable to the objects hereabove mentioned or any of same, and to sell, assign and lease same;

To purchase or otherwise acquire stock, shares or bonds in any industry, trade or business con-

manufacture ou commerce se rapportant à l'un quelconque des objets ci-dessus mentionnés et exercer les droits de vote et autres droits et privilèges attachés à ces valeurs;

Acheter, arrenter ou autrement acquérir en bloc ou partiellement le fonds de commerce et marchandises, comptes recevables, clientèle, franchises, droits et privilèges de toute société, corporation ou personne exploitant un commerce ou une industrie se rattachant à l'un quelconque des objets ci-dessus mentionnés;

Vendre ou autrement aliéner tout son avoir ou une partie quelconque d'icelui pour la compensation qu'elle jugera à propos d'accepter, sur l'avis de trois quarts des actionnaires, représentant deux-tiers du capital;

Se consolider ou se fusionner avec toute autre société ou corporation ayant des objets semblables;

Conclure des conventions avec toute autre société ou corporation au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs et les concessions réciproques;

Payer avec des parts ou actions libérées le prix d'achat de l'avoir de toute autre personne, société ou corporation et des droits, titres et intérêes qu'elle pourrait acquérir;

Faire des arrangements, contrats, ententes avec toutes autorités provinciales et autres, en vue d'obtenir de telles autorités des concessions, franchises, droits, privilèges qui pourraient être utiles aux opérations de la compagnie;

Etablir et aider à l'établissement et au maintien d'associations, fonds de pension et autres organisations propres au bien des employés actuels ou anciens et à leurs dépendants;

Faire des avances de fonds aux clients et agents de la compagnie ou autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir des contrats par eux entrepris;

Généralement faire toutes choses nécessaires ou utiles à l'accomplissement des fins ci-dessus, sous le nom de "A. Blondin, Limitée."

Le montant du capital social de la compagnie sera de $99,900.00, divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions de cent dollars chacune.

La partie du capital, actions qui sera émise comme actions privilégiées est de trente-neuf mille dollars divisée en actions de cent dollars chacune.

Emettre des actions privilégiées jusqu'à concurrence de trente-neuf mille dollars en actions de cent dollars chacune aux conditions suivantes:

Les détenteurs des actions privilégiées recevront annuellement, à même les profits accumulés de la compagnie excédant telle somme que les directeurs détermineront et réserveront comme capital nécessaire aux opérations, un dividende non cumulatif de six pour cent payable annuellement ou autrement, au gré des directeurs, avant qu'aucun dividende ne soit déclaré ou payé sur les actions ordinaires de la compagnie.

Si les profits accumulés excédant la somme fixée et mise en réserve comme capital nécessaire aux opérations n'est pas suffisante pour payer un dividende de six pour cent en entier sur les actions privilégiées, un dividende égal à ce que cet excédent représentera, sera déclaré et payé; mais les dividendes sur les actions privilégiées ne seront pas cumulatifs, et ne seront payables chaque année qu'à même les profits de cette même année et non à même ceux d'une ou plusieurs années à venir.

Les actions privilégiées ne confèrent aucun

nected with whatever of the objects hereabove mentioned and to exercise the voting rights and other rights and privileges attached to such securities;

To purchase, lease or otherwise acquire wholly or partly the stock-in-trade and merchandise, accounts receivable, good-will, franchises, rights and privileges of any firm, corporation or person carrying on a business or trade connected with any whatever of the objects hereabove mentioned;

To sell or otherwise dispose of the assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit to accept, on the advice of three quarters of the shareholders representing two thirds of the capital;

To consolidate or amalgamate with any other firm or corporation having similar objects;

To enter into any arrangement with any other firm or corporation for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions;

To pay with stock or paid-up shares the purchase price of the property of any other person, firm or corporation, and of any rights, titles and interest which the company may acquire;

To enter into agreements, contracts, arrangements with any provincial or other authorities, for the purpose of obtaining from such authorities any concessions, franchises, rights, privileges capable of being useful for the operations of the company;

To establish and aid in the establishment and maintenance of associations, pension funds and other organi zations, suitable for the welfare of the actual or former employees or to the dependants thereof;

To make advances in money to the company's clients or agents or to other persons having business dealings with the company and to guarantee the contracts undertaken by the same;

Generally to do anything necessary or useful for the attainment of the above purposes, under the name of "A. Blondin, Limitée".

The amount of the company's capital stock shall be $99,900.00, divided into nine hundred and ninety nine shares of one hundred dollars each;

The part of the capital stock to be issued as preferred shares shall be thirty nine thousand dollars divided into shares of one hundred dollars each;

To issue preferred stock up to thirty nine thousand dollars in shares of one hundred dollars each, on the following conditions:

The holders of preferred shares shall receive annually, out of the accrued profits of the company exceeding such amount as the Directors may determine and reserve as necessary working capital, a non-cumulative dividend of six per cent, payable annually or otherwise at the option of the Directors, before any dividend may be declared or paid on the common stock of the company;

If the accrued profits exceeding the sum fixed upon and laid aside as necessary working capital should not be sufficient to pay a six per cent dividend in full on the preferred shares, a dividend equal to the sum such excess may represent shall be declared and paid; but the dividends on the preferred shares shall not be cumulative and shall be payable annually out of the profits of that same year only, and not out of those of any one or more years to come;

The preferred shares shall not confer any

droit de vote aux assemblées des actionnaires et leurs détenteurs comme tels ne pourront pas être élus directeurs, sauf le cas où les dividendes sur les actions privilégiées n'auront pas été déclarés et payés durant cinq années consécutives;

Les actions privilégiées ne participeront dans aucun autre profit ou revenu;

En cas de liquidation, de vente ou de dissolution de la compagnie, les détenteurs d'actions privilégiées auront droit au montant intégral de leurs actions au pair avant qu'aucun paiement ne soit fait sur les actions ordinaires, mais ne participeront pas dans les distributions qui pourront être faites subséquemment;

La compagnie pourra en tout temps, après cinq ans de l'émission des actions privilégiées, racheter toute l'émission ou telle partie qu'elle jugera utile, en payant le pair plus une prime de trois dollars pour chaque action privilégiée.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyaci the.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1205 ALEXANDRE DESMEULES.

voting right at the meetings of the shareholders, and the holders thereof, as such, cannot be elected Directors, save in a case where the dividends on the preferred shares shall not have been declared or paid for five consecutive years;

The preferred shares shall participate in any further profit or revenue;

In case of liquidation, sale or dissolution of the company, the holders of preferred shares shall be entitled to the whole par value of their shares before any payment can be made on the common shares, but they shall not participate in any distributions which may subsequently be made;

The company may, at any time, after a lapse of five years from the issue of preferred shares, redeem the whole of the issue, or such part thereof as may be deemed useful, on payment of the par value plus a premium of three dollars for each preferred share.

The head office of the company will be at Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the thirteenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1206 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Acme Exterminating, Fumigating & Manufacturing, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1930, constituant en corporation: Frederick Landseer, Samuel Leighton, capitalistes, Alfred-Edwin Cannon, manufacturier, et Emma Georgina Hawes, épouse séparée de biens par contrat de Alfred-Edwin Cannon, le dit Alfred-Edwin Cannon, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce qui consiste à exterminer tous les êtres nuisibles, domestiques et autres au moyen de gaz, insecticides et autres préparations chimiques, ainsi que par tous autres moyens légaux jugés convenables, en autant que tels êtres nuisibles existent dans des propriétés immobilières, propriétés mobilières, arbres, plantes et animaux;

Acheter, vendre, importer et exporter, manufacturer et négocier en gros et en détail toutes préparations, gaz, insecticides et tels produits chimiques ou composés employés pour la destruction de tous êtres nuisibles, et autrement manufacturer, faire le commerce et négocier toutes telles préparations, gaz, insecticides et produits chimiques faisant partie du commerce qui consiste à détruire les êtres nuisibles domestiques et autres, de toute nature quelconque;

Acheter et vendre, exporter et importer et autrement négocier et faire le commerce de tous matériaux bruts utilisés dans la fabrication et préparation de composés nécessaires à l'extermination des êtres nuisibles domestiques et autres;

Acheter et vendre aucun et tous brevets nécessaires au développement de la fabrication et de l'industrie, du commerce concernant l'extermination de ces insectes;

Acquérir, acheter ou louer toutes formules et brevets nécessaires à l'exploitation du dit commerce;

Acheter, vendre, louer et autrement négocier ou exploiter des marques de commerce, dessins industriels et droits d'auteur concernant ce commerce;

"Acme Exterminating, Fumigating & Manufacturing, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1930, incorporating: Frederick Landseer, Samuel Leighton, capitalists, Alfred Edwin Cannon, manufacturer, and Emma Georgina Hawes, wife separate as to property by contract of Alfred Edwin Cannon, the said Alfred Edwin Cannon present to authorize his said wife for these purposes, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of exterminating all household and domestic pests by means of gases, insecticides and other chemical preparations as well as by any other lawful means deemed advisable, whether such pests exist in immoveable property, moveable property, trees, plants or animals;

To buy and sell, import and export, manufacture and job, wholesale and retail, in all preparations, gases, insecticides and such chemicals or compounds employed in the destruction of any obnoxious pests, and otherwise manufacture, deal and trade in all such preparations, gases, insecticides and chemicals pertaining to the business of eradicating household and domestic pests of whatever nature;

To buy and sell, export and import or otherwise deal and trade in all raw materials used in the manufacture and preparation of compounds for the extermination of household and domestic pests;

To buy and sell any and all patents necessary for the furtherance of the manufacture and industry of the business of exterminating all these pests;

To acquire, purchase or lease any formulae and patents necessary for the exploitation of the said business;

To buy, sell, lease and otherwise deal in or exploit trademarks, industrial designs and copyrights in this regard;

Nommer et désigner et accorder des agences, concessionnaires et distributeurs pour les produits manufacturés, matériaux bruts ou droits de commerce dans la dite compagnie;

Agir comme agents, distributeurs, concessionnaires et principaux pour l'importation et l'exportation, fabrication et autrement, comme négociants de tous produits, matériaux bruts, brevets; droits d'auteur, marques de commerce et dessins industriels, droits, pour tous tels produits faits et distribués par aucune manufacture ou aucun négociant de ces produits au Canada, aux Etats-Unis d'Amérique ou tout autre endroit dans le monde;

Représenter les négociants, distributeurs, fabricants, importateurs, exportateurs pour toutes ou aucune des choses susdites à base de commission ou autrement;

Conclure tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts ou risque conjoint similaire avec toute personne, personnes, ou compagnies que cette compagnie jugera convenable;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions, des valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de la susdite compagnie, les détenir, vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, assumer toute ou aucune partie du commerce, des propriétés et droits de toutes personnes, personne, firmes ou corporations exerçant aucun commerce que la présente compagnie peut exercer ou a le droit d'exercer, et les exploiter et les payer en tout ou en partie avec des actions acquittées de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de son commerce et en particulier, toutes machineries, matériel, fonds de commerce, accessoires, fournitures, locations, contrats et effets de toute description;

Avoir, accepter, faire, endosser, exécuter, et émettre des chèques, billets à ordre, lettres de change, mandats et tous autres effets négociables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger en conformité des lois de ce dit pays étranger;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution de tous contrats par aucune de ces compagnies ou corporation ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la présente compagnie aurait des relations d'affaires;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les marchandises de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, échanger, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens de la présente compagnie;

Faire toutes les choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, sous-agents,

To appoint, name or grant agencies, concessionaries and distributories for the manufactured products, raw materials or business rights in the said Company;

To act as agents, distributors, concessionaries and principals for the import and export, manufacture and otherwise, as dealers of all products, raw materials, patent, copyright, trademark and industrial design, rights, for all such products made and distributed by any manufacturing or dealer in these products in Canada, United States of America or any other part of the world;

To represent jobbers, distributors, manufacturers, importers, exporters for all or any of the above things on commission basis or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any person, persons or company that this Company may think fit;

To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the above Company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

To acquire, take over the whole or any part of the business, property and rights of any persons, person, firm or corporation carrying on any business which this present Company carries on or is entitled to carry on, and to carry on and pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, moveable and immoveable, and any rights and privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade, fixtures, furniture, leases, contracts and effects of any description;

To have, accept, make, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, warrants and any other negotiable instruments;

To sell, or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country according to the laws of such foreign country;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations;

To adopt such means of making known the merchandise of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property of the company;

To deal with the above things as principals, agents, sub-agents, contractors, or otherwise, and

d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Acme Exterminating, Fumigating & Manufacturing, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1207 ALEXANDRE DESMEULES.

either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Acme Exterminating, Fumigating & Manufacturing, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1208 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Chez L'Habitant, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1930, constituant en corporation: Segfried Hinson-Read Bush, Clarence-Francis McCaffrey, Anthony-Peter Vanier, avocats, Marguerite-Celia Doherty, Eva Thelma Norman, filles majeures, sténographes, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer, soit en gros ou en détail, le commerce d'un magasin d'antiques, nouveautés, souvenir et objets d'art, acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer et généralement faire le commerce d'antiques, nouveautés, souvenirs et objets d'art (et plus particulièrement de choses canadiennes-françaises);

Exercer, soit en gros ou en détail, les affaires d'un restaurant, d'un parloir de bonbons et de rafraîchissements, et d'un vendeur de magazines, journaux, et acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer et faire le commerce généralement de biscuits, bonbons, friandises, fruits, légumes, cigares, cigarettes, tabac, liqueurs de toutes sortes bière et vin (la vente de bière et vin, seulement après avoir satisfait à toutes les lois et à tous les règlements provinciaux et municipaux en rapport avec icelle);

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie; et les payer en actions, obligations ou débentures de cette compagnie, totalement ou partiellement;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies;

Emettre des actions entièrement acquittées, des obligations ou débentures ou autres valeurs en paiement, soit en tout ou en partie, de toute propriété, réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis ou concessions que la compagnie peut légalement acquérir, et en paiement total ou partiel ou en échange d'actions, obligations, débentures ou autres va-

"Chez L'Habitant, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1930, incorporating: Segfried Hinson Read Rush, Clarence Francis McCaffrey, Anthony Peter Vanier, Advocates, Marguerite Celia Doherty, Eva Thelma Norman, spinsters of the full age of majority, stenographers, all of Montreal for the following purposes:

To carry on, either wholesale or retail, the business of an antique, novelty, souvenir and art store, to buy, sell, import, export, manufacture, and generally to deal in antiques, novelties, souvenirs and objects of art (and more specially French Canadian);

To carry on, either wholesale or retail, the business of a restaurant, candy and refreshment parlour, and of a dealer in magazines, newspapers and to buy, sell, import, export, manufacture and to deal generally in cakes, candies, sweets, fruit, vegetables, cigars, cigarettes, tobacco, soft drinks of all kinds, beer and wine (the sale of beer and wine only after having complied with all provincial or municipal laws and by-laws in connection therewith);

To acquire or undertake the whole or part of the business, property and liabilities of any company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company; and to pay therefor in shares, bonds or debentures of this company in whole or in part;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, moveable or immoveable, services, rights, leases, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a busi-

leurs de toute autre compagnie faisant un commerce semblable ou similaire au commerce de cette compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, ou autrement, aucun individu, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune personne, compagnie ou corporation;

Distribuer, entre les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par la Loi des Compagnies de Québec, toute propriété de la compagnie, comprenant des actions, obligations débentures ou autres valeurs que la compagnie peut acquérir ou avoir en sa possession, sous le nom de "Chez L'Habitant, Limitée", avec un capital total de cent quarante mille dollars ($140,000.00), divisé en quatorze mille (14,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1209 ALEXANDRE DESMEULES.

"Club Sportif de Joliette, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de février 1930, constituant en corporation: Dr. Antonio Bélanger, médecin-vétérinaire, Dr. J.-A. Barolet, médecin, et Joseph-A. Bélanger, avocat, tous trois des cité et district de Joliette, dans les buts suivants:

Promouvoir, encourager, maintenir et développer le sport de hockey, base-ball et en général tout autre sport;

Fonder, maintenir et gérer un club social pour l'accommodation des membres de ce club et pour leur procurer tous les privilèges, avantages et commodités usuels d'un club;

Protéger ses membres contre toutes impositions ou empiètements sur leurs droits et intérêts communs;

Pourvoir à l'éducation des membes du club et à l'amélioration de leur commerce en vue de la protection du public;

Pourvoir à la protection mutuelle des membres;

Promouvoir des relations amicales et sociales entre les membres;

Procurer à ces membres des moyens de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps;

Obtenir et exploiter une licence de club pour la vente du vin, de la bière et des liqueurs alcooliques, conformément à la loi;

Installer et maintenir des allées de quilles, des salles de billard ou de pool ou autres jeux que les directeurs pourront trouver appropriés;

Aménager une salle à manger et une cuisine afin de servir des repas aux membres du club et à leurs amis;

Emprunter de l'argent sur le crédit du club, émettre des bons ou obligations ou autres valeurs;

Acquérir et posséder des propriétés immobilières, les revendre ou les échanger, les hypothéquer et les aliéner;

Accepter comme membres honoraires du club toutes les personnes approuvées par le bureau de

ness similar or incidental to the business of this company;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, or otherwise, any person, company or corporation having business relations, and to guarantee, the performance of contracts by any person, company or corporation;

To distribute amongst the shareholders of the company, in specie or kind, by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by the Quebec Companies' Act, any property of the company including shares, bonds, debentures or other securities which this company may acquire or have in its possession, under the name of "Chez L'Habitant, Limitée", with a total capital stock of one hundred and forty thousand dollars ($140,000.00), divided into fourteen thousand ($14,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1210 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Club Sportif de Joliette, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1930, incorporating: Dr. Antonio Belanger, veterinary surgeon, Dr. J. A. Barolet, physician, and Joseph A. Belanger, advocate, all three of the city and district of Joliette, for the following purposes:

To promote, encourage, maintain and develop the games of hockey and baseball and any other sport generally;

To found, maintain and manage a social club for the accommodation of the members of such club and to procure for said members all the usual privileges, advantages and commodities of a club;

To protect its members against any impositions or encroachments on their common rights and interests;

To provide for the education of the members of the club and the improvement of their business for the purpose of protection for the public;

To provide for the mutual protection of the members;

To promote friendly and social relations among its members;

To procure for its members means of recreation and instruction for the mind and relaxation for the body;

To obtain and operate a club license for the sale of wine, beer and alcoholic liquor, in conformity with the law;

To install and maintain bowling alleys, billiard or pool rooms or other games which the directors may deem expedient;

To furnish a dining-room and kitchen in order to serve meals to members of the club and their friends;

To borrow money on the credit of the club, issue bonds, debentures or other securities;

To acquire and own immovable property, resell exchange, hypothecate or alienate the same;

To accept as honorary members of the club any persons approved of by the Board of Direc-

direction et accorder à ces membres honoraires, moyennant des conditions à être déterminées par le bureau de direction, tous les privilèges de membres du club;

Charger aux membres des honoraires d'entrée et des redevances annuelles et des cotisations générales ou spéciales pour l'entretien et l'amélioration du club;

Adopter des règlements, ordonnances et règles pour l'administration et la régie générale du club, pour la discipline, la suspension et l'expulsion des membres, pour l'élection et la nomination des directeurs et autres officiers, pour la règlementation, l'administration et la conservation de ses propriétés, intérêts et autres sujets de même nature, avec droit d'abroger ou modifier ces règlements, ordonnances et règles, suivant la loi;

Accomplir tous autres actes et faire toutes opérations se rattachant aux fins pour lesquelles le club est constitué en corporation;

Opérer des bazars, kermesses, carnavals d'été et d'hiver, et toutes sortes de fêtes, sous le nom de "Club Sportif de Joliette, Incorporé", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Joliette, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1211 ALEXANDRE DESMEULES.

tors and to grant to such honorary members, on certain conditions to be determined by the Board of Directors, all privileges as members of the club;

To charge entrance fees and annual payments and general or special assessments, for the maintenance and improvement of the club, to the members;

To adopt by-laws, rules and regulations for the management and general government of the club, for the discipline, suspension and expulsion of its members, for the election and appointment of the directors and other officers, for the ruling, management and upkeep of its property, interest and the like, with right to cancel or modify such by-laws, rules and regulations, according to law;

To accomplish any other acts and perform any operations connected with the purposes for which the club is incorporated;

To conduct bazars, kermesses, winter and summer carnivals, and all kinds of *fêtes*, under the name of "Club Sportif de Joliette", Incorporé", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of five dollars ($5.00) each.

The head office of the company will be at Joliette, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1212 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Colonial Advertising, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1930, constituant en corporation: William Manly Bourke, notaire, Stanley Stanger et Robert Stanger, tous deux agents financiers, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce général de publicité et agir comme agents de publicité; entreprendre et remplir des contrats avec des individus, firmes et corporations pour l'annonce et la publicité dans tous leurs genres; négocier et faire des contrats pour l'annonce et la publicité dans les journaux, périodiques, la poste, enseignes, affiches, panneaux-réclames de tous genres et dans tous endroits; imprimer, publier, et faire circuler tous genres de matériaux d'annonces et de publicité; imprimer, publier et négocier tous genres de papiers, publications ou articles ou choses utiles ou se rapportant à l'annonce et à la publicité;

Exercer tout autre commerce (soit manufacturier ou autrement) que la compagnie croira devoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptible d'augmenter, directement ou indirectement, ou rendre profitable aucune des propriétés ou droits de la compagnie;

Acheter, prendre à bail, échanger, louer ou autrement acquérir toutes propriétés ou droits mobiliers ou immobiliers que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de son commerce, et les payer soit en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange, cession, concession ou autre titre légal, et détenir, posséder et hypothéquer et disposer des terrains et immeubles de toute description, et y ériger des édifices et autres constructions pour les fins de la compagnie;

"Colonial Advertising, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1930, incorporating: William Manly Bourke, notary, Stanley Stanger, and Robert Stanger, both financial agents, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of advertising and to act as advertising agents; to undertake and carry into effect contracts with individuals, firms and corporations for advertising and publicity in all its varieties; to deal and contract for advertisements and advertising in papers, periodicals and by mail, signs, bill-boards and posters in all forms and in all places; to print, publish and circulate all forms of advertising and publicity material; to print, publish and deal in all kinds of papers, publications and articles or things useful to or in connection with advertising and publicity;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

To purchase, take on lease, exchange, hire or otherwise acquire any property or rights, moveable or immoveable, which the Company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and to pay for the same either in cash, shares, bonds or other securities of the Company;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold, own and hypothecate and dispose of lands and immoveables of every description, and to erect buildings and other constructions thereon for the purposes of the Company;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans telles valeurs et de telle manière qui seront de temps à autre déterminées;

Acheter, louer ou autrement acquérir, en tout ou en partie, la commerce de toute compagnie, firme, personne exerçant aucun commerce similaire à celui de la compagnie, avec ensemble tous édifices, machineries, fonds de commerce, clientèle et biens en général de tel commerce, et les payer totalement ou partiellement en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de la compagnie, ou en argent, obligations, débentures, mortgages ou autres valeurs;

S'unir ou assumer comme industrie en exploitation, ou autrement, toute compagnie ou commerce ayant des objets en tout ou en partie similaires à celui de la compagnie, à tels termes et conditions qui seront jugés convenables;

Vendre, louer ou autrement disposer toute ou aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie, pour de l'argent, ou des actions, obligations, débentures, valeurs ou titres de toute autre compagnie;

Acquérir, détenir, louer, vendre, échanger ou autrement disposer des titres, obligations, débentures, valeurs ou actions de ou dans toute compagnie exerçant un commerce ayant des objets en tout ou en partie semblables à celui de cette compagnie;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et faire tout commerce nécessaires à l'exécution des objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Faire toutes ou aucune des choses susdites, comme principaux, agents, procureurs, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Colonial Advertising, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1213 ALEXANDRE DESMEULES.

To invest and deal with the moneys of the Company, not immediately required, in such securities and in such manner as from time to time may be determined;

To purchase, lease or otherwise acquire in whole or in part the business of any company, firm or person carrying on any business similar to the business of the Company, together with all buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally of such business, and to pay for the same wholly or in part in fully paid-up and non-assessable stock of the Company, or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities;

To amalgamate with or take over as a going concern or otherwise any company or business having objects altogether or in part similar to those of the Company, on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the Company's business and undertaking for cash or for the stock, bonds, debentures, securities or shares of any other company;

To acquire, hold, lease, sell, exchange or otherwise dispose of the stock, bonds, debentures, securities or shares of or in any company carrying on business with objects in whole or in part similar to this Company;

To do all acts, exercise all powers and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the Company is incorporated;

To do all or any of the above things as principals, agents, attorneys, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Colonial Advertising, Incorporated", with a total capital stock of Twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into Two hundred (200) shares of One hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1214 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Duke of Wellington Lodge" No. 68 Royal Antediluvian Order of Buffaloes (Independent Banner), Incorporated.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1930, constituant en corporation, sans capital-actions: Edwin-T. Johnston, mécanicien, John Murray, valet, Henri Lacroix, artiste pour la compagnie Victor, de Rosemount, John Walmsley, plombier, de Rosemount, Montréal, Miles Ingham, commis, Frank Bond, employé du gouvernement, de Montréal, pour les fins suivantes:

Cette loge a été formée pour les fins de caractère national, philanthropique, charitable et social, sans gain pécuniaire, plus particulièrement énoncé dans la constitution et les règles comme suit:

Se réunir aux fins de relations mutuelles et pour promouvoir la philanthropie, l'harmonie et la sociabilité;

Faire toutes choses légales qui se rapportent ou sont incidentes à la réalisation de ces objets, sous le nom de "Duke of Wellington Lodge" No 68 Royal Antediluvian Order of Buffaloes (Independent Banner), Incorporated.

"Duke of Wellington Lodge" No. 68 Royal Antediluvian Order of Buffaloes (Independent Banner), Incorporated.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1930, to incorporate as a corporation without share capital: Edwin T. Johnston, Machinist, John Murray, Groom, Henri Lacroix, Victor Artist, of Rosemount, John Walmsley, Steamfitter, Rosemount, Montreal, Miles Ingham, Clerk, Frank Bond, Government Employee, of Montreal, for the following purposes:

This Lodge is being formed for objects of a national, philanthropic, charitable and social character, without pecuniary gain, as more fully set out in the Constitution and Rules as follows:

To come together for mutual intercourse and for Philanthropy, Harmony and Conviviality;

To do all things lawful which are conducive or incidental to the attainment of these objects, under the name of "Duke of Wellington Lodge" No. 68 Royal Antidiluvian Order of Buffaloes (Independent Banner), Incorporated.

La compagnie ne pourra posséder aucune propriété immobilière;

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1215 ALEXANDRE DESMEULES.

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immovable property which the company may possess, is to be limited, is nil.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1216 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Grand Hôtel, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1930, constituant en corporation: Alphonse Moussette, huissier, Elzéar Duguay, hôtelier, tous deux des cité et district de Hull, et Robert Sydney Foster, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers, restaurateurs, taverniers, conformément aux prescriptions de la Loi des liqueurs de Québec, et toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, telles que chaises pour le cirage des chaussures, boutiques de barbier, salles de billard et de pool, dépôts de journaux, revues, magasins de cirage et de tabac;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant, de taverne ou d'hôtel, et exploiter tel commerce avec ou sans les terrains et bâtisses enployés ou destinés à son exploitation, et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous et aucun de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement, hypothéquer ses immeubles, engager ses immeubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants, tavernes et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises;

L'interprétation de clauses ci-dessus dans le cas d'ambiguité devra être faite libéralement et de façon à ne pas restreindre les pouvoirs de la compagnie sous le nom de "Grand Hôtel, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Hull.

"Grand Hôtel, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1930, incorporating: Alphonse Moussette, bailiff, Elzear Duguay, hotelkeeper, both of the City and District of Hull, and Robert Sydney Foster, of the City of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on generally, and in all its branches, the business of hotel, restaurant and tavern keepers, in conformity with the provisions of the Quebec Liquor Act, or any business which may be carried on in connection with or accessory to the same; such as chairs for shoe-shining, barber-shops, billiard and pool-rooms, stalls for the sale of newspapers, reviews, shoe-shining and tobacco shops;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, firm or company, as a going concern or otherwise, the stock-in-trade of any restaurant, tavern or hotel, and to exploit such business, with or without the lands and buildings used for, or intended to be used for the said exploitation, and to pay for the same in cash or bonds or paid up shares of the company;

To purchase or otherwise acquire or own, by lease or other title, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisitions or possessions in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease and otherwise dispose of all and any of its movable and immovable property, hypothecate its immovables, mortgage the same, and borrow money on the guarantee thereof;

To build, maintain and exploit, on any lands acquired or owned by the company, hotels, restaurants, taverns and other buildings which may be deemed necessary for the exploitation of the aforesaid undertakings;

To purchase, acquire, own, sell, cede and transfer shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in any business which this company is authorized to carry on, or carrying on any business capable of being carried on for the benefit of the present company;

To do and perform any other acts and things capable of being useful to, or which may seem advantageous for the exploitation of the aforesaid undertakings;

In case of ambiguity, the interpretation of the above mentioned clauses must be made broadly, and in such manner as not to restrict the powers of the company, under the name of "Grand Hôtel, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1217 ALEXANDRE DESMEULES.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1218 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Hotte Gazoline and Oil Corporation—Corporation de Gasolene et Huile Hotte".

Avis est donné qu' n vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1930, constituant en corporation: Louis Gosselin, avocat et conseil en loi du roi, Paul Lefebvre, courtier en assurance, tous deux de la cité de Montréal, dans la province de Québec, et Henri Béique, marchand, de la cité d'Outremont, dans la dite province, pour les fins suivantes:

Exercer le commerde comme importateurs, exportateurs, producteurs, négociants, acheteurs, manufacturiers, raffineurs, emmagasineurs, transportateurs, vendeurs, fournisseurs et distributeurs de pétroles, huiles, graisses et produits et sous-produits du pétrole, de tous genres et descriptions, et de gaz naturel;

Négocier, prospecter, ouvrir, développer, travailler, améliorer, maintenir, et gérer, acquérir par achat, location ou autrement, et vendre, louer ou autrement disposer de terrains à pétrole, huile, graisse, produits chimiques ou droits ou intérêts en iceux, et acheter, acquérir, vendre et négocier de l'huile de pétrole brut et autres huiles, graisse et autres produits d'icelle;

Produire, voiturer et transporter de l'huile, du pétrole et du gaz;

Maintenir, exploiter, bâtir, construire, et pomper des puits d'huile et de gaz;

Manufacturer, acheter, vendre, négocier et autrement disposer, en gros et en détail, de la gazoline, du noir de carbone, chlorure de méthyle et toutes autres fabrications, produits et sous-produits et gaz naturel;

Bâtir, construire, acheter, maintenir et exploiter des entrepôts, postes de pompes, lignes de tuyaux, raffineries, usines, moulins, boutiques, laboratoires et habitations;

Poser, maintenir, réparer, et exploiter des lignes de tuyaux, lignes principales et lignes latérales, et embranchements pour le gaz dans les cités, villes ou municipalités pour lesquelles la compagnie détient ou peut détenir dans la suite une franchise, ou dont la compagnie peut avoir besoin pour aucun des pouvoirs contenus dans les présentes;

Acquérir, acheter, vendre et négocier du pétrole, des huiles, graisses et produits et sous-produits du pétrole, de tous genres et descriptions, et le gaz naturel;

Construire et exploiter des lignes de tuyaux pour le transport de l'huile;

Construire et maintenir des raffineries d'huile sur les propriétés de la compagnie;

Exercer le commerce d'entreposage et d'entrepôts de douane et courtiers de douane;

Acheter, vendre et négocier, en gros ou en détail, des huiles, graisses, gazoline, benzine, pétrole, dérivés du pétrole, toutes sortes de produits et sous-produits du pétrole et anti-congelants;

Eriger, maintenir et exploiter des postes de gazoline et d'huile;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, maintenir, gérer et exploiter des garages, postes de gazoline, huile et produits du pétrole, hangars, magasins, entrepôts, et autres en-

"Hotte Gasolene and Oil Corporation—Corporation de Gazoline et Huile Hotte".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the seventeenth day of February, 1930, incorporating: Louis Gosselin, advocate and King's Counsel, Paul Lefebvre, insurance broker, both of the City of Montreal, in the province of Quebec, and Henri Béique, merchant, of the City of Outremont, in said province, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters, producers, traders, buyers, manufacturers, refiners, storers, transporters, marketers, sellers, suppliers and distributors of petroleum, oils, greases and petroleum products and by-products of every kind and description and natural gas;

To deal in, prospect for, open, develop, work, improve, maintain and manage, acquire by purchase, lease or otherwise, and sell, lease or otherwise dispose of petroleum oil-lands, oil, grease, chemicals or rights or interests therein, and to purchase, buy, sell and deal in srude petroleum oil and other oils, grease and other products thereof;

To produce, convey and transport oil, petroleum and gas;

To maintain, operate, build, construct and pump oil and gas wells;

To manufacture, buy, sell, deal in and otherwise dispose of, both wholesale and retail, gasolene, carbon-black, methyl chloride and all other manufactures, products or by-products and natural gas;

To build, construct, purchase, maintain and operate warehouses, pumping plants, pipe lines, refineries, factories, mills, workshops, laboratories and dwellings;

To lay, maintain, repair and operate pipe lines, gas mains, feeders and laterals in cities, towns or municipalities, for which the Company holds, or may hereafter hold, a franchise, or which the Company may require for any of the powers contained herein;

To purchase, buy, sell and deal in petroleum, oils, greases and petroleum products and by-products of every kind and description and natural gas;

To construct and operate pipe lines for transportation of oil;

To construct and maintain oil works on the property of the Company;

To carry on the business of storage warehouses, bonded warehouses and customs brokers;

To buy, sell and deal in, both wholesale and retail, oils, greases, gasolene, benzine, petroleum, derivatives of petroleun, all kinds of petroleum products and by-products thereof and anti-freeze;

To erect, maintain and operate gasoline and oil service stations;

To purchase, lease, or otherwise acquire, hold, own, maintain, manage and operate garages, gasolene, oil and petroleum products, stations, store-houses, storerooms, warehouses and other

droits semblables pour la mise en sûreté, le nettoyage, la réparation et le soin en général d'automobiles, auto-cars, camions, véhicules,-moteurs, machineries de toures sortes et accessoires et appareils de moteurs et d'électricité, et accessoires d'automobiles;

Exploiter et louer des auto-cars, camions, autobus et automobiles de tous genres, y voiturer et transporter des passagers et du fret, moyennant rémunération, et exploiter et louer des remorqueuses, à tels termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous permis, brevets, ou concessions de la Commission des Services Publics ou de toute autre municipalité, autorisant la compagnie à établir des routes régulières pour services d'autobus ou autorisant la compagnie à conclure tels arrangements comme il semblera convenable, pour l'établissement de voyages de promenades ou pour tout autre commerce d'autobus quelconque;

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement faire le négoce et le trafic de camions-automobiles, autocars, tracteurs, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces employées dans leur construction, ainsi que des moteurs, engins, machineries de toutes sortes et les accessoires et fournitures électriques, et faire généralement l'exploitation d'ateliers de machines, de réparation et de garage;

Agir comme voituriers, camionneurs, agents-voituriers et expéditeurs, par terre et par eau, marchands, entreposeurs, et entreposer et emmagasiner des produits, matériaux, effets, articles et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporations;

Acquérir par achat, échange, location ou tout autre titre légal, comme industrie en exploitation, le commerce d'huile et de la gazoline, en gros et en détail et de postes d'huile et de gazoline, exploité à Montréal et ailleurs par Henri Hott ainsi que la clientèle du dit commerce et les payer en argent ou en actions et valeurs de la compagnie ou partiellement en argent ou partiellement en actions ou valeurs de la compagnie, ou pour toute autre considération;

Louer, vendre et autrement aliéner la totalité du commerce ou de l'entreprise de la compagnie à toute personne, firme et corporation, et accepter comme considération de telle vente, location ou aliénation, de l'argent et ou des actions, débentures, actions-débentures, obligations ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation, ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans le but de garantir toutes obligations, débentures et ou actions-débentures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

like places for the safe-keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles, motor cars, motor trucks, motor vehicles, machinery of all kinds and motor and electrical accessories and supplies and automobile supplies;

To operate and hire motor cars, motor trucks, autobusses and automobiles of all kinds, to carry and transport passengers and freight therein for remuneration and to operate and hire towing cars upon such terms and conditions as the Company may deem advisable;

To apply for, purchase or otherwise acquire any permits, licenses or concessions from the Public Service Commission, or from any municipality, authorizing the Company to establish regular routes for motorbus service or authorizing the Company to enter into such arrangements as may seem advisable for establishing sight-seeing tours or for any other autobus business whatsoever;

To import, export, buy, sell, lease, rent, and otherwise deal in motor cars, motor trucks, tractors, automobiles, conveyances of all kinds and all parts used in the construction thereof, as well as motors, engines, machinery of all kind and electrical accessories and supplies and to carry on a general machine shop, general repair and garage business;

To act as carriers, truckmen, cartage agents and forwarders by land and water, merchants, warehouse-men and to warehouse and store products, materials, goods, wares and merchandise for other persons, firms, companies and corporations;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, as a going concern, the wholesale and retail oil and gazolene business carried on and the oil and gazolene stations operated at Montreal and elsewhere by Henri Hotte, as well as the goodwill thereof, and to pay for the same in cash or in shares or securities of the company or partly in cash or partly in shares or securities of the company or any other consideration;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the Company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal, cash and—or shares, debentures, debenture stock, bonds or any other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the Company;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any company, corporation, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the Company;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, which the company may own, for the purpose of securing any bonds, debentures and—or debenture stock which it is by law entitled to issue;

To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the Company's property of whatsoever kind sold by the Company, or any money due to the Company from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

Emettre des actions libérées, des obligations, débentures, stocks et d'autres valeurs, en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, y compris les services professionnels, de l'ouvrage fait, émettre aussi ces actions entièrement libérées, des obligations, débentures, stocks, ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

Employer toute partie de ses fonds dans l'achat d'actions de toute autre compagnie et, durant la possession ou détention de ces actions, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour telles actions;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gages l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou d'entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée; accepter en garantie de ces prêts, et garantir aucune garantie offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, obligations, débentures, actions hypothécaires, hypothèques, gages, liens ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

Etablir des agences et succursales;

Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation s'occupant d'un commerce semblable en tout ou en partie à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

Procurer du capital, du crédit ou toute autre aide pour établir, agrandir ou réorganiser toute entreprise ou industrie qu'exercent ou qu'ont l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre par les directeurs de la compagnie;

Faire des contrats avec toute personne, compagnie ou corporation, soit publique ou privée, et avec tout gouvernement ou autorité, tous droits, franchises, privilèges, bonis, subsides, garanties et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer, et se conformer aux exigences de tous tels gouvernement ou autorité en ce qui les concerne;

Acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, des biens, clientèle, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, firme ou personne exerçant toute partie du commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, et les payer en argent ou en actions, ou en valeurs de cette compagnie, ou partie en argent ou partie en actions ou valeurs, ou pour toute autre considération, et exploiter l'industrie de toute telle compagnie, société, firme ou personne dont l'actif aura été ainsi acquis;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible, directement ou indirectement, d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and—or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises or other advantages which the Con.;any may lawfully acquire, and for the payment of services, inclusive of professional services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock and—or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock and—or other securities of any other company;

To use any of its funds in the purchase of stock in any other company and, while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To lend money to persons or companies having dealings with the Company, and to guarantee, with or without security, the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the Company is interested, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such companies, or of or upon the property of such persons or companies;

To establish agencies and branches;

To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the Company is authorized to carry on;

To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company with which the Company has business relations;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such manner as the directors of the company may from time to time determine;

To contract with any person, company or corporation, whether public or private, and with any government or authority, any rights, franchises, privileges, bonuses, subsidies, guarantees and concessions which the Company may consider it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with the requirements of any such government or authority in connection therewith;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, goodwill, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons carrying on any part of the business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this Company or of any company in which this Company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, and to pay for the same in cash or in shares or securities of this Company, or partly in cash or partly in shares or securities or any other consideration, and to carry on the business of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, les obligtions, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée dans le but d'assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Rémunérer, soit en argent ou actions entièrement libérées ou garanties de la compagnie, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour les dépenses encourues, et pour services rendus ou à rendre, y compris les services professionnels, à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes obligations, débentures, ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de l'organisation, la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents à commission ou autrement, entrepreneurs, et par l'entremise d'agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Et il est ordonné et déclaré par les présentes, que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ayant tel intérêt contraire qu'il aura déclaré ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par eux ou en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions; sous le nom de "Hotte Gasolene and Oil Corporation—Corporation de Gazoline et Huile Hotte", avec un capital total de cent vingt-cinq mille dollars ($125,000.00), divisé en douze mille cinq cents (12,500) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1219 ALEXANDRE DESMEULES.

To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the Company, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred, and for services rendered or to be rendered inclusive of professional services, to the Company in placing or assisting to place of guaranteeing the placing of any of the shares or the company's capital, or any bonds, debentures, or other securities of the company or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To construct, maintain or alter any building or works necessary or convenient for the purpose of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors and by or through agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firms of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction. No director or directors having such disclosed adverse interest shall be liable to the Company, or to any shareholders or creditor thereof, or to any other person for any loss incurred by or under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be account able for any gains or profits realized thereon, under the name of "Hotte Gasolene and Oil Corporation—Corporation de Gazoline et Huile Hotte", with a total capital stock of one hundred and twenty five thousand dollars ($125,000.00), divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1220 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Bande de la Cité de Montréal, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1930, constituant en corporation: Raoul-Albert Lecompte, musicien, Horace Denis, gérant, et Blanche-Alice Foisy, épouse séparée de biens de R.-A. Lecompte, tous de Montréal, dans les buts suivants:

S'occuper de l'art musical sous toutes ses formes, sous le nom de "La Bande de la Cité de Montréal, Inc.", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1221 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Bande de la Cité de Montréal, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1930, incorporating: Raoul Albert Lecompte, musician, Horace Denis, manager, and Blanche Alice Foisy, wife separate as to property of R. A. Lecompte, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To engage in the art of music, under all the forms thereof, under the name of "La Bande de la Cité de Montréal, Inc.", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1222 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Chauffage Dragon, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1930, constituant en corporation: Joseph-Lionel Dragon, et J.-Hidola Labbé, tous deux commerçants, et J.-Albert Leblanc, gérant, tous trois de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Entreprendre et faire le commerce de fournaises, grilles, bouilloires, poêles, chaufferettes et de tous appareils de chauffage en acier, fer, fonte, cuivre ou métal de toute sorte brûlant le bois, le charbon, l'huile ou l'électricité;

Fabriquer, assembler, installer, spécifier tout système de chauffage ou tous articles s'y rapportant, et plus particulièrement un ensemble de grilles de forme spéciale, brevetées ou non, pouvant servir à un ou à des appareils de chauffage, et plus particulièrement désigné comme un système économique et automatique pour utiliser le charbon des grosseurs minima ou de grosseurs diverses ou tout autre combustible convenable, dans le but d'en extraire le plus possible de calories utilisables;

Faire ou entreprendre le commerce ou la fabrication d'appareils, contrôle mécanique, électrique, thermostat ou tout ce qui s'y rapporte pour régler automatiquement le chauffage de l'eau, de l'huile ou des métaux d'une façon générale, de faire et entreprendre le commerce de tous les produits manufacturés ou non, propres à toute installation de chauffage et pouvant être utiles aux petits comme aux grands systèmes de chauffage et aux plombiers, électriciens, ferblantiers ou autres, ainsi qu'à tout manufacturier d'articles similaires;

Faire et entreprendre le commerce de charbon, d'huile ou de bois en tout ce qui s'y rapporte, soit comme marchands, agents ou représentants de mines ou de compagnies, en autant qu'il sera jugé à propos, et que ce sera à l'avantage de la Compagnie;

Agir comme agents généraux et représentants, commissionnaires, dépositaires ou importateurs pour tout objet, manufacturé ou non, nécessaire ou utile pour les fins de la dite Compagnie;

Faire le commerce de manufacturiers pour tout produit nécessaire ou utile pour les fins de la dite Compagnie;

Agir comme agents, seule ou avec d'autres, ou pour d'autres, qui confieront à la Compagnie

"La Compagnie de Chauffage Dragon, Ltée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1930, incorporating: Joseph Lionel Dragon and J. Hidola Labbe, both traders, and J. Albert Leblanc, manager, all three of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business and deal in furnaces, grates, boilers, stoves, heaters and any heating apparatus made of steel, iron, castiron, copper or metal of any kind for burning wood, coal, oil or electricity;

To manufacture, assemble, install, particularize in any heating system or any article connected therewith and more especially an ensemble of grating of special form, patented or otherwise, which may serve one or more heating apparatus and more particularly designed as an economic and automatic system to utilize small or various sized coal or any other suitable fuel, for the purpose of extracting therefrom the most possible utilizable calories;

To carry on or undertake the business or manufacture of apparatus, mechanical, electrical, thermostatical control or anything relating thereto for automatically regulating the heating of water, oil or metal in a general manner, to carry on business and deal in any manufactured products or otherwise, suitable for any heating installation and which may be useful to the small as well as large heating systems and to plumbers, electricians, tinsmiths or others as also to any manufacturer of similar articles;

To carry on business and deal in coal, oil or wood and everything relating thereto, either as merchants, agents or representatives of mines or companies, in so far as may be deemed fit, and to the advantage of the company;

To act as general agents and representatives, commissioners, warehousemen or importers for any object, manufactured or otherwise, necessary or useful for the purposes of the said company;

To carry on the business of manufacturers of any product necessary or useful for the purposes of the said company;

To act as agents alone or with others or for others who place with the company similar mer-

des marchandises semblables à celles que la Compagnie manufacturera pour être vendues;

Faire et exercer sous toutes ses formes et pour toute fin quelconque le commerce de vendeurs d'appareils, machines et accessoires électriques d'entrepreneurs et ingénieurs électriciens;

Payer les droits, privilèges, choses, biens meubles et immeubles acquis ou loués par la Compagnie ou les services à elle rendus, en numéraire ou par actions libérées, ou par obligations de la Compagnie;

Acquérir par voie d'achat ou autrement, le commerce, l'industrie, l'achalandage, les franchises, droits et privilèges de toute industrie ou corporation faisant un négoce similaire ou connexe à celui de la présente Compagnie ou pouvant lui bénéficier, et en payer le prix par actions libérées de la Compagnie ou autrement, sous le nom de "La Compagnie de Chauffage Dragon, Ltée", avec un capital total de qu.tre-vingt-dix-neuf mille cinq cents dollars ($99,500.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-quinze (995) actions de cent dollars ($100.00), dont la répartition sera déterminée dans le temps et de la manière que les directeurs l'ordonneront par règlement, conformément aux dispositions de la loi.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le septième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1223 ALEXANDRE DESMEULES.

chandise to that which the company shall manufacture to be sold;

To carry on and exercise under all forms and for any purpose whatever the business of sellers of apparatus, machines and electric accessories for contractors and electrical engineers;

To pay for the rights, privileges, goods, movable and immovable property acquired or leased by the company or for services rendered to it in cash, or with paid up shares or bonds of the company;

To acquire by way of purchase or otherwise the business, industry, goodwill, franchises, rights and privileges of any industry or corporation carrying on a similar or like business to that of the present company or which may benefit it, and to pay therefor with paid up shares of the company or otherwise, under the name of "La Compagnie de Chauffage Dragon, Ltée", with a total capital stock of ninety nine thousand five hundred dollars ($99,500.00), divided into nine hundred and ninety five (995) shares of one hundred dollars ($100.00), the allotment of which shall be determined in the time and manner which the directors shall declare by by-law, pursuant to the provisions of the law.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1224 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Lafaille & Frère, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1930, constituant en corporation: Henri Lafaille, maître-charretier, Philias-Adolphe Lafaille, contre-maître, Léopold Daignault, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter et vendre, en gros et en détail, foin et grain, bois et charbon et toute autre marchandise se rattachant au même commerce;

Acheter et vendre tous matériaux de construction en général;

Acheter, vendre et posséder tous meubles et immeubles et les louer;

Entreprendre tout contrat de charroyage, emballage, emmagasinage et généralement faire le transport de matériaux ou marchandises quelconques à courte ou longue distance;

Entreprendre tous travaux de construction, d'excavation et de démolition; accepter et donner tous contrats ou sous-contrats relatifs aux objets ci-haut mentionnés, sous le nom de "Lafaille & Frère, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars ($99,000.00), divisé en neuf mille neuf cents (9,900) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, au No 4776 rue Saint-Jacques ouest.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1225 ALEXANDRE DESMEULES.

"Lafaille & Frère, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S.Q., 1925, bearing date the seventeenth day of February, 1930, incorporating: Henri Lafaille, master carter, Philias Adolphe Lafaille, foreman, Leopold Daignault, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase and sell, wholesale and retail, hay and grain, wood and coal and any other merchandise connected with a similar business;

To purchase and sell any building material in general;

To purchase, sell and own any movable and immovable property and to lease same;

To undertake any contract for cartage, packing, storage and generally to transport any material or merchandise whatever over a short or long distance;

To undertake any construction, excavation and demolition work; to accept and give any contracts or sub-contracts relating to the hereabove mentioned objects, under the name of "Lafaille & Frère, Limitée", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars ($99,000.-00), divided into nine thousand nine hundred (9,900) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, No. 4776, St. James Street, West.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1226 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Laurier Garage, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1930, constituant en corporation: Michael Garber, et Jacob-Harold Blumenstein, avocats, et Rose Rosen, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre et faire le trafic et le commerce, soit en gros ou en détail, d'huiles, graisse, gazoline, benzine, pétrole, dérivés du pétrole et toutes sortes de produits pétrolifères et sous-produits d'iceux, et acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, maintenir, administrer et opérer des garages, stations de gazoline, d'huile et de pétrole, magasins, dépôts, entrepôts et autres endroits pour la mise en sûreté, le nettoyage, la réparation et le soin généralement des automobiles, auto-cars, de toutes et d'aucune sorte et description et classe, et de tous accessoires d'iceux et s'y rapportant de chacune et toute sorte de description, et louer et prendre à louage des autocars, camions et automobiles de toutes sortes, véhiculer et transporter des passagers et du fret, à la fois, aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Manufacturer, acheter, et de toute manière acquérir, posséder, détenir, ou autrement mettre en valeur et vendre et de toute manière disposer et faire le commerce et le trafic d'articles, effets, marchandises et biens personnels de toute nature et description;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société faisant des affaires dans toute ligne se rapportant directement ou indirectement au commerce qui sera exercé par "Laurier Garage, Limited", et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans toutes lignes se rapportant à aucun des objets de la présente compagnie;

Se fusionner à toute compagnie, corporation, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débentures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute

"Laurier Garage, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1930, incorporating: Michael Garber, and Jacob-Harold Blumenstein, advocates, and Rose Rosen, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal in or with, whether by wholesale or retail, oils, grease, gasolene, benzine, petroleum, derivatives of petroleum, and all kinds of petroleum products and by-products thereof, and to purchase, lease or otherwise acquire, hold, own, maintain, manage and operate garages, gasolene, oil and petroleum stations, storehouses, storerooms, warehouses and other like places for the sake-keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor cars of all and every kind and description and class, and of all accessories thereof and thereto of every and any kind and description, and to lease and hire motor cars, trucks and automobiles of all kinds, to carry and transport passengers and freight in same upon such terms and conditions as the Company may consider advisable;

To manufacture, purchase, and in any manner acquire, to own, hold, and otherwise turn to account, and to sell and in any manner dispose of, and to trade in and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every class and description;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds, and other obligations of any other company carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company and to vote all shares so held through such agent as the Directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by "Laurier Garage, Limited", and to pay for same the price agreed upon, either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores, and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present company's objects;

To amalgamate with any company, corporation, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immovable

propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Faire des prêts d'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de contrats par aucune de ces personnes, sous le nom de "Laurier Garage, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1227 ALEXANDRE DESMEULES.

property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts to any such person, under the name of "Laurier Garage, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1228 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Oxford Headwear, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de février 1930, constituant en corporation: Isidore Bobrove, Harold-S. Freeman et Max Liverman, tous trois avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie comme marchands en gros et en détail, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et négocier des chapeaux, casquettes, coiffures, vêtements, sous-vêtements pour hommes et femmes, robes, habillements de toute description pour femmes, hommes et enfants, merceries, marchandises, gants et mitaines, chaussures, caoutchouc et articles en cuir, garnitures, draps, soies et autres tissus manufacturés, nouveautés, ornements, bijouterie, montres, horloges, papeterie et quincaillerie, verrerie, faience, coutellerie, jouets et autres produits, commodités et accessoires de nature semblable, nécessaires ou convenables aux fins de l'industrie, et agir comme agents, marchands à commission ou leurs représentants;

Exercer toute autre industrie semblable, manufacturière ou non, qui est connexe à l'industrie susdite et qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acquérir ou entreprendre la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens ou obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

Demander, acheter, ou autrement acquérir tout brevet d'invention, permis, concessions, et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser une invention, ou quelque renseignement secret ou autre au sujet d'une invention qui peut paraître susceptible d'être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, mettre en valeur ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ou de mettre en valeur ou accorder des permis à leur sujet;

"Oxford Headwear, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1930, incorporating: Isidore Bobrove, Harold S. Freeman and Max Liverman, all three advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business as wholesale and retail merchants, and to manufacture, buy, sell, import, export, and deal in men's and ladies' hats and caps and headgear, clothing, underwear, dresses, ladies', men's and children's wearing apparel of every description, haberdashery, furnishings, gloves and mittens, shoes, rubber and leather goods, trimmings, cloths, silks and other fabric textures, novelties, ornaments, jewelry, watches, clocks, stationery and hardware, glass, crockery, cutlery, toys and other products, commodities and accessories of the same nature necessary or convenient for the purpose of the business, and to act as agents, commission merchants or their representatives;

To carry on any similar business, whether manufacturing or otherwise, which is germane to the foregoing and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, or liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or any other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens personnels ou réels et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier toute machinerie, ou fonds de commerce;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de cette entreprise pour la considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les produits de la compagnie et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art et généralement toute sorte de publicité;

Vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir autrement la totalité ou partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses énumérées plus haut, ou l'un d'elles en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou de concert avec d'autres;

Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:—

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de a compagnie, pour assurer et garantir pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12, S. R. Q., 1925, ch. 227, ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer, ou nantir les biens mobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliquent pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets à ordre faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie, sous le nom de "Oxford Headwear, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

To take or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being so conducted as directly or indirectly to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal or real property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery or stock-in-trade;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To adopt means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art and generally all kinds of advertising;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or any securities of the company and pledge or sell the same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purposes and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12, Ch. 227, R. S. Q., 1925, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the moveable property of the company or pledge or otherwise affect the moveable property to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

The limitations contained in this clause and the restrictions therein shall not apply to the borrowing of money, by the company, on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Company, under the name of "Oxford Headwear, Limited", with a total capital stock of Twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into Two hundred (200) shares of One hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1231 ALEXANDRE DESMEULES.

"Property Holdings, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1930, constituant en corporation: Carl-Everett Paul, courtier, Mary Hanley, gérante de bureau, fille majeure, George-S. Pierce, gérant des ventes, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, location, échange ou autrement des lots de ville, terrains à ferme, sites de ville, terrains à pâturage, terrains à bois, pouvoirs hydrauliques et autres, toutes sortes d'édifices et aucune description d'immeubles et propriétés réelles, et tous intérêts ou droits en iceux, légaux ou équitables ou autres quelconques;

Prendre, construire, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement négocier et disposer de tels lots, terrains, sites, immeubles et autres propriétés réelles et tout intérêt en iceux, et faire le commerce de toute portion des terrains et propriétés ainsi acquis, les subdivisant en lots à bâtir et généralement en les disposant en lots, rues, et emplacements pour fins résidentielles ou autres, et avec pouvoir de construire des rues sur iceux, des systèmes d'égout et de drainage, nécessaires;

Les bâtir pour fins résidentielles ou autrement;

Pourvoir les édifices ainsi érigés d'appareils de lumière électrique, chaleur, gaz, eau ou autres nécessités;

Agir comme agents d'assurance, courtiers et agents généraux pour la vente et l'achat d'immeubles et tous intérêts sur iceux, et pour rémunération; et comme agents généraux pour emploi;

Procurer des placements d'immeubles pour toute personne, agir comme agents de vente pour les propriétaires de tous immeubles, subdivisions, lots à bâtir, sites de ville ou terrains de toutes sortes, ou tout intérêt en iceux, et assumer et acquérir de toute personne, corporation, toute agence exclusive ou autre, pour la vente de tous terrains, sites ou intérêts en iceux, et accepter comme cession, et réaliser tous contrats faits par toute telle personne ou corporation, pour la vente de tous tels emplacements ou intérêts en iceux, comme agents ou principaux ou les deux, et généralement agir comme agents d'immeubles, agents de propriétés mobilières, et agents pour la perception de rentes, et exercer le commerce d'agents d'assurance en général;

Exercer le commerce comme agents et courtiers, financiers et de placements, et acheter, vendre et négocier, soit comme principaux ou agents, toutes sortes de mortgages ou hypothèques, sur des immeubles, valeurs, balances de prix de vente, billets et obligations de toutes sortes et de toute description;

Prendre et détenir des hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute partie impayée ou balance de l'achat de toute partie des propriétés de la compagnie, de toutes sortes quelconques, vendues par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie, provenant des achats, et vendre ou autrement disposer les dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges, et généralement faire des emprunts et prêts de deniers sur toutes sortes de mortgages,

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1232 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Property Holdings, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1930, incorporating: Carl Everett Paul, broker, Mary Hanley, office Manager spinster, George S. Pierce, Sales Manager, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, city lots, farm lands, town sites, grazing lands and timber lands, water and other powers, all kinds of buildings, and any description of real estate and real property or any interest or rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever;

To take, build upon, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and other real property, or any interest therein, and to deal with any portion of the lands and properties so acquired, subdividing the same into building lots and generally laying the same out into lots, streets, and building sites, for residential purposes or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system;

To build upon same for residential purposes or otherwise;

To supply buildings so erected with electric light, heat, gas, water or other requisites;

To act as Insurance Agents and brokers, and general agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein, and for remuneration; and as general agents for employment;

To procure real estate investments for any person, to act as selling agents for the owners of any real estate subdivisions, building sites, town sites or land of any kind, or any interest therein, and to take over and acquire from any person, corporation, any agency exclusive or otherwise, for the sale of any lands, sites or interests therein and to accept an assignment of, and perform any contracts made by any such person or corporation for the sale of any such land, sites or interests therein, as agents or principals or both, and generally to act as real estate, house and rental agents, and to carry on the business of general insurance agents;

To carry on business as financial agents and investment agents and brokers, and to buy, sell and deal in, either as principals or agents, every type of mortgages and hypothecs on real estate, securities, balances of price of sale, notes and other obligations of all kinds and every description;

To take and to hold hypothecs, liens, and charges to secure payment of the purchase price of any part unpaid, or balance of the purchase of any part of the Company's property of whatever kind sold by the Company, or any money due to the Company from purchases, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges, and generally to engage in the borrowing and lending of moneys on all kinds of mortgages, securities and every other type of

valeurs et tout autre genre d'autres biens, et négocier toutes sortes de garanties financières secondaires ou junior;

Construire, posséder, louer, maintenir et exploiter toutes sortes d'édifices et structures à être utilisés pour toute fin avec ensemble toutes formes de commodités, usuelles ou nécessaires ou qui peuvent être avantageusement fournies ou utilisées en rapport avec iceux;

Agir comme agents ou procureurs pour la gestion d'immeubles, la vente ou la gestion de propriétés, le placement, la manutention, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers, rentes, intérêts, dividendes, mortgages, obligations, débentures et autres valeurs et l'entreprise de recherches, évaluations de toutes sortes, ventes, échanges, locations, subdivisions et leurs semblables;

Hypothéquer, nantir ou autrement affecter les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, garantir le paiement des prêts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, par l'émission d'obligations, débentures ou autrement;

Faire des prêts et des opérations de placements de toutes sortes, excepté le commerce de banques;

Exercer tout autre commerce ou entreprise que la compagnie croira devoir être convenablement ou avantageusement exercé en rapport avec le commerce et les objets de la compagnie, et acquérir, acheter, louer et exploiter le commerce, les propriétés ou entreprises, en tout ou en partie, de toute compagnie, firme ou individu exerçant aucun commerce similaire ou se rapportant au commerce de cette compagnie, ou pouvant être exploité en rapport avec icelui, et qui peut être propre à bénéficier ou profiter à la compagnie;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder toute propriété mobilière et immobilière, que la compagnie jugera nécessaire ou utile pour son commerce et ses opérations, y compris les marques de commerce, dessins d'industrie, brevets, droits brevetés, permis, franchises et droits et privilèges de toutes sortes quelconques;

Se fusionner ou conclure toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce ou transaction susceptible de bénéficier à cette compagnie;

Souscrire, recevoir ou de toute manière acheter ou acquérir des actions et valeurs de toute compagnie ou les accepter, en paiement total ou partiel du prix d'achat ou considération d'une vente, location, concession, ou autre disposition de toute propriété, droits ou obligations qui peuvent être détenus ou possédés par ou dûs à cette compagnie, et telles actions et valeurs, détenir, voter, nantir, vendre, revendre ou autrement négocier comme cette compagnie le jugera convenable;

Emettre, livrer et répartir comme entièrement acquittées toutes actions, débentures, actions-débentures, ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement total ou partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu d'iceux, ou autrement;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes

other assets, and to deal in all kinds of secondary or junior mortgage finance;

To build, own, lease, maintain, and operate all kinds of buildings and structures to be used for any purpose, together with all forms of conveniences usual or necessary, or which can be advantageously furnished or supplied in connection therewith;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale or management of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of monies, rents, interest, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities, and the undertaking of investigations, valuations of any kind, sale, exchange, leases, subdivisions and the like;

To hypothecate, pledge, or otherwise affect the moveable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, or obligation of the company;

To borrow money on the credit of the company, by the issue of bonds, debentures or otherwise;

To carry on loan and investment operations of every kind, excepting the business of Banking;

To carry on any other business or enterprise which may seem to the company capable of being conveniently or advantageously carried on in connection with the business and objects of the company, and to acquire, purchase, lease and operate the business, property or undertaking in whole or in part of any company, firm or individual carrying on any business similar or incidental to the business of this company, or being capable of being operated in connection therewith, or which may be deemed beneficial or profitable to the company;

To purchase, lease, exchange, or otherwise acquire and possess all moveable and immoveable properties which the company may deem necessary or useful for its business or operations, including trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, franchises, and rights and privileges of any kind whatsoever;

To amalgamate or enter into any agreement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to carry on, or any business capable of being conducted so as to benefit this company;

To subscribe for, receive, or in any other way to purchase or acquire the shares and securities of any company or to accept the same in whole or in part payment of the price or consideration of a sale, lease, concession, or other disposal of any property, rights or obligations which may be held or enjoyed by, or due to this company, and such shares and securities, to hold, vote upon, pledge, sell, re-sell, or otherwise deal with as this company may see fit;

To issue, hand over, and allot as fully paid-up, any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof, or otherwise;

To hypothecate, mortgage, or pledge any property moveable or immoveable, present or future,

ou futures, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que la compagnie est par la Loi autorisée à émettre;

Vendre, nantir, donner en gage, hypothéquer, aliéner, transférer, louer ou autrement disposer à toute compagnie, société ou personne aucune ou toutes les propriétés mobilières ou immobilières présentes ou futures, et droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, et accepter en considération d'iceux, des actions, débentures, bons ou valeurs de toutes sortes, et à tels termes et conditions que cette compagnie croira profitable d'accepter en aucun temps;

Prêter ou avancer des deniers ou garantir les contrats ou indemniser ou se porter garants ou autrement aider toute compagnie, firme ou individu, et placer aucun des deniers de cette compagnie dans ou sur toutes propriétés mobilières ou immobilières et telles autres entreprises ou valeurs comme cette compagnie le jugera, de temps à autre, convenable;

Rémunérer toute personne ou compagnie, pour services rendus ou à être rendus, soit professionnels ou autrement, pour ou concernant la formation ou promotion de cette compagnie, la conduite de son commerce;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, sur telles valeurs et de telle manière qui seront de temps à autre déterminées;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, de temps à autre, au moyen de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toutes espèces, actions, obligations, débentures, valeurs et autres propriétés appartenant à la compagnie;

Faire toutes les choses susdites et toutes autres choses qui seront avantageuses ou connexes aux objets susdits, soit comme principaux ou agents;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20), à l'exception des employés actuels et anciens employés, qui sont actionnaires de la compagnie, et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi, et de plus, aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Property Holdings, Limited";

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en trois mille (3,000) actions sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce est de quinze mille dollars ($15,000.00) et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que, si autorisés par règlement sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour considérer le dit règlement, les directeurs peuvent de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débentures ou autres valeurs de la compagnie, et les nantir ou les vendre pour telles sommes et à tels prix, de la manière qui sera jugée convenable;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, donner en gage ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie, pour garantir toutes telles débentures ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de telle garantie pour telles fins et constituer l'hypothèque, le mortgage, ou gage mentionnés dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des Pouvoirs spéciaux de certaines cor-

for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, dispose of, to any company, partnership, or persons, any or all of the property moveable or immoveable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, and to accept in consideration thereof, shares, debentures, bonds, or securities of any kind, or upon such terms and conditions as this company may see fit at any time to accept;

To lend or to advance monies to, or guarantee the contracts of, or indemnity, or become security for, or otherwise assist any company, firm or individual, and to invest any of the monies of this company in or upon any property, moveable or immoveable, and such other undertakings or securities as this company may, from time to time, deem expedient;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, either professional or otherwise, in or about the formation of this company, or its promotion, or the conduct of its business;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities, and in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company, from time to time, by way of dividends, legally declared, and of the net profits of the company, or in the manner described by section 81 of the Quebec Companies' Act, any specie, shares, bonds, debentures, securities, and other properties belonging to the company;

To do all the above things, and all other things as are incidental or conducive to the above objects, whetheras principals or agents;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20), exclusive of any present or past employees who may be shareholders of the company, and who may continue so to be after leaving its employ, and moreover, no appeal shall be made to the public to subscribe to its shares, under the name of "Property Holdings, Limited."

The capital of the company will be divided into three thousand shares (3,000) having no par value, and the amount with which the company will carry on its business is fifteen thousand dollars ($15,000) and it is hereby ordained and declared that if authorized by By-law, sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company represented at a general meeting duly called for considering the By-law, the Directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this subparagraph by Trust Deed, in accordance with articles 11 and 12 "of the Special Corporate Powers Act", Chap. 227 R.S.Q. 1925, or in any

porations (ch. 227, S. R. Q., 1925), ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou donner en gage les propriétés immobilières de la compagnie, ou nantir ou autrement affecter les propriétés immobilières, ou donner toute telle garantie pour garantir le paiement des prêts faits autrement que par l'émission de débentures, ainsi que le paiement ou la réalisation de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Rien de ce qui est contenu dans cette clause ne pourra limiter ou restreindre l'emprunt de deniers par la compagnie, sur lettres de change ou billets à ordre, faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie.

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1233 ALEXANDRE DESMEULES.

"Realty & Construction, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1930, constituant en corporation: Léopold Durand, contremaître, Jacques Kramer, agent, et Joseph-Edouard Marier, journaliste, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire des transactions immobilières dans toutes leurs spécialités, comme principaux ou agents;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui

other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge, or otherwise affect the immoveable properties, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract, or obligation of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on Bills of Exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company.

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1234 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Realty & Construction, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1930, incorporating: Leopold Durand, foreman, Jacques Kramer, agent, and Joseph Edouard Marier, journalist, all of the City of Montreal, for the following purposes:

The handling of real estate in all its branches as principals or agents;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privilege which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such considerations as the company may see fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the com-

pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octrois de prix, récompenses et dons;

Etablir, maintenir et conduire une agence générale pour la perception de comptes, billets, traites et autres titres de créance et exercer le commerce d'une agence générale de finance, de commerce, de perception, de renseignement, d'ajustement et d'audition, et agir comme agents généralement pour des personnes, firmes ou corporations dans le but ci-dessus énoncé. Demander et rechercher et recueillir des informations concernant l'état financier, réputation, responsabilité et commerce et conditions commerciales de firmes, associations, et fournir telles informations aux clients et patrons pour fins mercantiles, financières et commerciales. Préparer, posséder, utiliser, publier et distribuer des journaux, circulaires, livres, pamphlets, almanachs des adresses, catalogues, classifications, sommaires, statistiques, listes et toutes autres matières écrites ou imprimées concernant l'état commercial et financier d'hommes d'affaires, firmes, associations ou corporations et d'intérêt ou d'utilité pour l'information des marchands, négociants, avocats, banquiers, ou autres classes d'hommes de commerce ou de finance. Acheter, acquérir, régler ou autrement disposer de réclamations litigieuses et non payées, comptes, jugements et dettes de livres, et négocier et compléter les règlements de toutes sortes de comptes, réclamations, contrats, obligations et polices d'assurance entre les parties intéressées pour honoraires, commissions, pourcentages et récompenses à être payés à iceux, sujets aux règlements provinciaux et locaux. Conduire une agence d'audition et de comptabilité en général pour l'audition, l'inspection et l'examen des livres, comptes de personnes, firmes et corporations, la préparation de rapports, bilans et autres bordereaux d'affaires s'y rapportant;

Acquérir par achat, location, échange, concession ou autrement, des lots de ville, édifices, fermes, terrains miniers ou fruitiers, emplacements de ville, terres à pâturage, terres à bois et toutes sortes d'héritages et de propriétés immobilières ou tous intérêts ou droits y afférents, légaux ou équitables ou d'autre nature quelconque; prendre, bâtir, détenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer et autrement troquer et aliéner tels lopins, terres, emplacements, héritages et propriétés immobilières ou tout intérêt y afférent, disposer de toute portion des propriétés ainsi acquises, les subdiviser en lots à bâtir et généralement y tracer des lots, des rues, lots à bâtir, pour fins résidentielles ou autres et avec pouvoir de construire des rues sur iceux, des systèmes d'égout et de drainage nécessaires; les bâtir pour fins résidentielles ou autrement, pourvoir les édifi-

pany; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise acquire shares, and securities of any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To establish, maintain and conduct a general agency for the collection of accounts, notes, drafts or any other evidences of indebtedness, and to carry on business of a general financial, commercial, collecting, reporting, adjusting and auditing agency, and to act as agent generally for persons, firms and corporations for the purpose above set out. To inquire into and investigate, and collect information concerning the financial standing, reputation, responsibility and business and commercial condition of firms, associations, and to furnish such information to clients and patrons for mercantile, financial and business purposes. To prepare, own, use, publish and distribute newspaper, circulars, books, pamphlets, directories, catalogues, ratings, digests, statistics, lists and any other written or printed matters in use concerning the commercial and financial standing of business men, firms, associations or corporations, and of interest or of use for the information of merchants, traders, lawyers, bankers or other classes of business or financial men. To purchase, acquire, settle or otherwise dispose of unpaid or disputed claims, accounts, judgments and book debts, and to negotiate and complete settlements of all kinds of accounts, claims, contracts, bonds and insurance policies between the parties thereto for fees, commissions, percentage and rewards to be paid thereto, subject to provincial and local regulations. To conduct a general auditing and accounting agency for the audit, inspection and examination of books and accounts of persons, firms and corporations and the making of reports, balance sheets and other statements of affairs in connection therewith;

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property or any interest and rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever, to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and personal property or any interest therein, to deal with any portion of the property so acquired, subdividing the same out into building lots, and generally laying the same out into lots, streets, and building sites for residential purposes or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential purposes or otherwise, to supply buildings so erected in the Montreal, Terrebonne and Mont-

ces ainsi érigés dans les districts de Montréal, Terrebonne et Montcalm, d'appareils de lumière électrique, chaleur, gaz, eau ou autres nécessités;

Agir comme agents pour la vente et l'achat d'immeubles et tous intérêts sur iceux, et pour rémunération, procurer des placements d'immeubles pour toute personne; agir comme agents de vente pour les propriétaires de tous immeubles, subdivisions, lots à bâtir, sites de ville ou terrains de toutes sortes, ou tout intérêt en iceux et assumer et acquérir de toute personne, corporation, toute agence inclusive ou autre, pour la vente de tous terrains, sites ou intérêts en iceux, et accepter comme cession, et réaliser tous contrats faits par toute telle personne avec toute personne ou corporation, pour la vente de tous tels terrains, emplacements ou intérêts en iceux, comme agents ou autrement, et généralement agir comme agents d'immeubles, agents de propriétés mobilières, et agents pour la perception de rentes, et exercer le commerce d'agents d'assurance contre le feu en général;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en iceux, avec ensemble tous édifices ou structures qui peuvent être sur les dits terrains ou aucun d'eux et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer toute ou aucune partie des terrains et tous ou aucun des édifices ou structures qui sont actuellement ou pourront être dans la suite érigés sur iceux, et prendre telle garantie, comme il sera jugé nécessaire; ériger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction; prendre et détenir des hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat sur aucun des terrains, édifices ou établissements ainsi vendus, et vendre, hypothéquer ou autrement disposer des dits mortgages; améliorer, modifier et gérer les dits terrains et constructions, et: Garantir et autrement aider à la réalisation des contrats ou mortgages de personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie fait affaires, et assumer ou entreprendre tels mortgages ou contrats en défaut, pourvu cependant que, excepté en ce qui concerne l'acceptation et la détention d'hypothèques, comme il est dit plus haut, rien de contenu dans les présentes ne sera interprété comme autorisant la compagnie à faire des prêts, soit pour des fins de construction ou non, sur des terrains qui n'appartiennent pas à la compagnie ou sur des terrains possédés autrefois par la compagnie qui sont devenus, par tout acte, conséquence, transport ou aliénation, la propriété d'autres personnes;

Agir comme agents financiers et faire les opérations d'une agence financière, de promotion et de courtage;

Acheter, vendre et placer des débentures, obligations, titres et autres valeurs du gouvernement, corporation municipale, corporation scolaire, banque à charte et compagnie non incorporée. Procurer des fonds, du crédit ou autre aide pour l'établissement, l'extension, la réorganisation d'entreprises ou industries devant être exercées par toute personne ou corporation;

Agir comme agents de finance, d'assurance et de placements, et exercer une agence financière en général;

La compagnie aura le pouvoir d'émettre des obligations et les négocier soit en argent ou paiement partiel et émettre des certificats d'actions au porteur;

Acheter, assumer ou autrement acquérir de tout individu ou tous individus, corporation ou corporations, le commerce actuellement exercé par eux, avec tous les biens, fonds de commerce

calm districts with electric light, heat, gas, water or other requisites therefor. To act as agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein and for reward to procure real estate investments for any person; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites, or land of any kind or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency, inclusive or otherwise, for the sale of any such lands, sites or interest therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any person with any other person or corporation for the sale of any such lands, sites or interest therein, as agents or otherwise, and generally to act as real estate, house and rental agents, and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary. To erect buildings and deal in building material. To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage or otherwise dispose of said mortgages. To improve, alter and manage the said lands and buildings and: To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom the Company may have dealings, and to assume and take over such mortgages or contracts on default, provided however that, except as to taking and holding mortgages as aforesaid, nothing herein contained shall be deemed to empower the Company to make loans, whether for building purposes or not, upon lands not the property of the Company or upon lands which, though once the property of the Company, have by any deed, consequence, transfer or alienation, become the property of another;

To act as financial agents and to carry on a general financial agency, promotion or brokerage business;

To purchase, sell or invest in debentures, bonds, stocks and other securities of the Government, municipal corporation, school corporation, chartered bank or unincorporated company. To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing enterprise or industry intended to be carried on by any person or corporation;

To act as financial, insurance and investment agents, and to carry on a general financial agency;

The Company will have the power to issue bonds and to negotiate same either in cash or part payments and to issue stock certificates to the bearer;

To purchase, take over or otherwise acquire from any individual or individuals, corporation or corporations, the business now carried on by them, with all the assets, stock-in-trade and real

et propriétés réelles et personnelles possédées ou utilisées en rapport avec iceux, et leur clientèle et tous les droits ou contrats actuellement détenus par eux, sujet aux obligations, s'il y en a, les affectant, et les payer en actions acquittées de cette compagnie;

Acquérir ou assumer l'entreprise de tout individu ou tous individus, corporation ou corporations, en vue d'acquérir toutes ou aucune des actions, dettes et responsabilités de cette compagnie ou compagnies, et pour cette fin, adopter un arrangement daté et fait entre les parties intéressées;

Les opérations de la compagnie seront exercées dans toute la province de Québec, sous le nom de "Realty & Construction, Incorporated";

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars ($299,000.00), divisé en dix-neuf mille huit cents (19,800) actions ordinaires de cinq dollars ($5.00) chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de deux cent mille dollars ($200,000.00), divisé en huit mille (8,000) actions de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune;

Les dites huit mille (8,000) actions de capital privilégié à 8% d'une valeur au pair de $25.00 sont rachetables à $27.50 l'action, après trois mois d'avis aux porteurs d'icelles;

Les dites actions privilégiées ayant nul droit de vote, mais constituant une première charge sur tous les biens de la compagnie, et les 19,800 actions du capital ordinaire seront émises et réparties au prix de $5.00 l'action.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1235 ALEXANDRE DESMEULES.

"Seale & Son, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1930, constituant en corporation: Francis-Curzon Dobell, avocat, Francis-George Bush, gérant, Herbert-William Jackson, et John-Lawrence McCrory, clercs avocats, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire les affaires d'entrepreneurs, embaumeurs et directeurs de funérailles et le louage de chevaux, voitures, automobiles et autres moyens de transport;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société, compagnie ou corporation exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter

and personal property owned or used in connection therewith, and the goodwill thereof, and all the rights and contracts now held by them, subject to the obligations, if any, affecting the same, and to pay for the same in paid-up shares of this Company;

To acquire and take over the undertaking of any individual or individuals, corporation or corporations with a view thereto to acquire all or any of the shares, debts and liabilities of that Company or companies, and for that purpose to adopt an agreement dated and made between the interested parties;

The operations of the Company to be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Realty & Construction, Incorporated";

The amount of the capital stock of the Company will be Two hundred and ninety-nine thousand dollars ($299,000.00), divided into Nineteen thousand eight hundred (19,800) Common shares of Five dollars ($5.00) each.

The part of the capital stock which shall be issued as Preference shares is Two hundred thousand dollars ($200,000.00), divided into Eight thousand (8,000) shares of Twenty-five dollars ($25.00) each.

The said Eight thousand (8,000) shares of 8% Preferred stock at ($25.00) a share, redeemable at ($27.50) a share, upon three months' notice to the holders.

Said Preferred shares having no voting rights but constituting a first lien on all the assets of the Company and the 19,800 shares of the Common stock are to be issued and allotted at the price of ($5.00) a share.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1236 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Seale & Son, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fourteenth day of February, 1930, incorporating: Francis Curzon Dobell, Advocate, Francis George Bush, Manager, Herbert William Jackson, and John Lawrence McCrory, Law Clerks, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of undertaking, embalming and funeral directing, and the hiring of horses, carriages, automobiles and other conveyances;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership, company or corporation carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company, and to issue paid up shares or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which

une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds-de commerce;

Louer, vendre ou autrement disposer de l'industrie, des propriétés ou des entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Distribuer tout actif de la compagnie entre ses actionnaires, par voie de dividende déclaré légalement à même le surplus de la compagnie;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures, ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables; et hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures, ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire, exécuter ou entreprendre, commencer, exploiter, poursuivre et défendre tous contrats, marchés, négociations, et procédures légales et autres, compromis, arrangements et projets, et faire tous autres actes, affaires et choses qui pourront, en aucun temps, sembler incidents ou nécessaires aux avantages et à la protection de la compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur

the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or any securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company' shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To distribute any assets of the Company among its members by way of dividend legally declared out of the surplus of the company;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient, and to hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to or any money borrowed for the purposes of the company;

To make, execute or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes, and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the advantage or protection of the company;

To consolidate or amalgamate with any other Company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value

d'aucun des biens, droits ou profits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents, entrepreneurs ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Et il est ordonné et déclaré que:

1. Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés;

2. Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions.

3. Les actions de la compagnie ne seront pas transférables sans le consentement unanime des directeurs exprimé par une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie, sous le nom de "Seale & Son, Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1237 ALEXANDRE DESMEULES.

of or render profitable any of the company's property, rights or profits;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

It is ordained and declared:

1. The number of shareholders of the company shall be limited to twenty, exclusive of employees and past employees of the company;

2. Any invitation to the public to subscribe for shares of the company shall be prohibited;

3. The shares of the company shall not be transferable without the unanimous consent of the Directors, evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company, under the name of "Seale & Son, Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1238 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Siegrist Superior Cast Aluminum of Canada, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1930, constituant en corporation: Mario-Emile Lattoni, Harry Batshaw, Philip Meyerovitch, avocats, Solomon Vineberg, Jack Klineberg, notaires, Liborio Lattoni, étudiant en droit, Sam Aloia, agent d'immeubles, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer dans toutes les spécialités les affaires de manufacturiers, producteurs, marchands, en gros et en détail, importateurs et exportateurs, généralement sans limitation quant à la classe des produits et marchandises, et manufacturer, produire, adapter, préparer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de tous matériaux, articles ou choses requis en rapport avec ou incidents à telles affaires, spécialement tous ustensiles en aluminum pour la cuisson sans eau;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente

"Siegrist Superior Cast Aluminum of Canada, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1930, incorporating: Mario Emile Lattoni, Harry Batshaw, Philip Meyerovitch, advocates, Solomon Vineberg, Jack Klineberg, notaries, Liborio Lattoni, student-at-law, Sam Aloia, real estate agent, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on any or all lines of business as manufacturers, producers, merchants, wholesale and retail, importers and exporters generally, without limitation as to class of products and merchandise, and to manufacture, produce, adapt, prepare, buy, sell and otherwise deal in any materials, articles or things required in connection with or incidental to such business, especially that of aluminum waterless cooking equipments;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to, directly or indirectly, benefit the company, and to use, exercise, deve-

compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Faire toute ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

lop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interest, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To invest the money of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Siegrist Superior Cast Aluminum of Canada, Limited", avec un capital total de cinq cent mille dollars ($500,000.00), divisé en vingt-cinq mille (25,000) actions privilégiées de dix dollars ($10.00) chacune et en vingt-cinq mille (25,000) actions ordinaires de dix dollars ($10.00) chacune;

1. Les dites actions privilégiées auront droit à un dividende fixe, non-cumulatif, au taux de huit pour cent (8%) par année sur le capital versé sur icelles, tel dividende devant être payé trimestriellement, semi-annuellement ou annuellement;

2. Les dites actions privilégiées prendront rang, quant au dividende et au remboursement de capital, de priorité sur toutes les autres actions de la compagnie, mais ne confèreront aucun autre droit de participation dans les profits ou actif;

3. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront nul droit de voter à toute assemblée des actionnaires de la compagnie, et les porteurs des actions privilégiées ne pourront non plus qualifier aucune personne pour être directeur de la compagnie;

4. La compagnie peut, à son gré, de temps à autre, à son choix, racheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées créées par les présentes, en payant aux porteurs d'icelles les montants versés sur icelles et une prime de cinq pour cent (5%) sur tels montants, avec ensemble tous les dividendes accrus et impayés, pourvu que, dans le cas où la compagnie rachèterait en tout temps moins que la totalité des actions privilégiées alors en cours, les actions à être ainsi rachetées seront déterminées par tirage au sort, tel tirage devant être fait par une personne ou des personnes nommées par le bureau de direction de la compagnie, de la manière qui sera déterminée par le bureau, et un avis de quatre-vingt-dix jours sera donné au porteur ou aux porteurs des actions à être ainsi rachetées.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1239 ALEXANDRE DESMEULES.

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Siegrist Superior Cast Aluminum of Canada, Limited", with a total capital stock of Five hundred thousand dollars ($500,000.00), divided into twenty-five thousand (25,000) Preferred shares of Ten dollars ($10.00) each and Twenty-five thousand (25,000) Common shares of Ten dollars ($10.00) each.

1. The said Preferred shares shall carry the right to a fixed non-cumulative dividend at the rate of eight per cent (8%) per annum on the capital paid-up thereon, such dividend to be paid quarterly, semi-annually or yearly;

2. The said Preferred shares shall rank both as regards dividend and return of capital in priority to all other shares of the Company, but shall not confer any further right to participate in profits or assets.

3. The holders of the said Preferred shares shall not have any right of voting at any meeting of the shareholders of the Company, nor shall such Preferred shares qualify any person to be a director of the Company;

4. The Company is at liberty, from time to time, at its option, to redeem the whole or any part of the Preferred shares hereby created, by paying the holders thereof the amounts paid-up thereon and a premium of five per cent (5%) on such amounts, together with all accrued and unpaid dividends, provided that, in the event of the Company redeeming at any time less than the whole of the then outstanding Preferred shares, the shares to be so redeemed shall be determined by drawing lots, such drawing to be made by a person or persons appointed by the Board of Directors of the Company, in such manner as may be determined by the Board, and that ninety days' notice be given to the holder or holders of the shares to be so redeemed.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1240 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Standard Auto-Body & Painting Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de février 1930, constituant en corporation: Samuel-Léon Mendelsohn et Joseph-Harold Blumenstein, tous deux avocats, et Aaron Hyman Mettarlin, notaire public, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, distribuer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'objets électriques et moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces d'automobiles et toutes sortes de machineries, accessoires, appareils, lubrifiants, ciment, solutions, et appareils nécessaires à la construction d'auto-cars ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec iceux ou pour la fabrication, la réparation, le maintien et les opérations d'iceux;

Tenir, maintenir, mettre en opération et administrer des garages, magasins, dépôts, entrepôts et autres endroits semblables pour la mise en sûreté, le nettoyage, la réparation et le soin généralement d'automobiles et auto-cars de toute

"Standard Auto-Body & Painting Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1930, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn and Joseph Harold Blumenstein, both advocates, and Aaron Hyman Mettarlin, notary public, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, distribute, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of electrical equipment and automobile motors, engines, machines, carburators, accessories, parts and all kinds of machinery, implements, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith or the manufacture, repair, maintenance and working thereof;

To keep, maintain, operate and manage garages, storehouses, store rooms, warehouses and other like places for safe-keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor cars of all and every description and of all

sorte et description et de tous accessoires d'iceux et prendre à bail, louer et prendre à louage des auto-cars, camions, automobiles de toutes sortes, pour faire le transport et voiturer des passagers et du fret et faire les affaires d'une compagnie générale de transport, de livraison et de transfert;

Représenter d'autres manufacturiers, distributeurs, exportateurs et importateurs pour toutes ou aucune des marchandises susdites, ou toutes autres marchandises à commission ou autrement;

Conclure tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, ou tout risque conjoint similaire avec toute personne, personnes, firme ou compagnie que cette compagnie croira convenable;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la susdite compagnie, et les détenir, vendre ou autrement en disposer;

Exercer tout autre commerce, soit manufacturier, négociant, vendeur ou autrement, qui semble devoir être convenablement exercé ou nécessaire à la compagnie;

Acquérir, assumer toute ou aucune partie du commerce, propriété et droits de toute personne, personnes, firme ou corporation exerçant aucun commerce que cette présente compagnie exerce ou peut exercer, et les payer entièrement ou partiellement avec les actions acquittées de la présente compagnie;

Acheter, vendre, louer, arrenter, échanger, acquérir ou disposer d'aucune manière toute propriété immobilière que la présente compagnie considèrera nécessaire ou utile pour exercer son commerce;

Faire tous autres actes que la compagnie jugera nécessaires ou convenables aux objets susdits ou susceptibles de les rendre profitables, sous le nom de "Standard Auto-Body & Painting Co., Ltd", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de février, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1241 ALEXANDRE DESMEULES.

"Sterling Sales Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1930, constituant en corporation: Michael Fink, vendeur, David Pinsky, teneur de livres, et Moses Feigenbaum, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires de manufacturiers, négociants en gros et en détail, commerçants, acheteurs, vendeurs, importateurs et exportateurs de marchandises sèches, vêtements de dames, lingeries, lainages, soies, bonneterie, toiles, garnitures, habits et choses semblables;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre des marchandises comprises dans le commerce susdit, ouvrir et exploiter des succursales et établir des fabriques pour les fins susdites;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir toute autre industrie semblable, découlant des

accessories thereof and to rent and lease and hire motor cars, trucks, automobiles of all kinds, to carry and transport passengers and freight in same and to carry on business of transport, delivery and transfer company generally;

To represent other manufacturers, distributors, exporters and importers for all or any of the above merchandise or any other merchandise on commission basis or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any person, persons, firm or company which this company may think fit;

To subscribe for, take or otherwise acquire, shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the above company and to hold, sell or otherwise dispose of same;

To carry on any other business, whether as manufacturers, jobbers or otherwise, which may seem to the company convenient or capable of being carried on;

To acquire, take over the whole or any part of the business, property and rights of any person, persons, firm or corporation carrying on any business which this present company carries on or may carry on, and to pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

To buy, sell, lease, rent, exchange, acquire or dispose of in any way any immoveable property which the present company may consider necessary or useful to carry on its business;

To do any other acts which the company may deem necessary or incidental to the foregoing objects or calculated to render them profitable, under the name of "Standard Auto-Body & Painting Co., Ltd", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of One hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1242 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Sterling Sales, Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the fifteenth day of February, 1930, incorporating: Michael Fink, salesman, David Pinsky, book-keeper, and Moses Feigenbaum, advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, wholesale and retail dealers, jobbers, buyers, sellers, importers of dry goods, ladies' wear, lingerie, woollens, silks, hosiery, linens, linings, cloths and similar articles;

To manufacture, import, export, buy and sell goods included in the aforesaid business, to open and operate branches and to establish factories for the above purposes;

To apply for, purchase or otherwise acquire any other similar industry, relating to the above

pouvoirs ci-dessus, que la compagnie jugerait susceptible d'être exercée avec avantage conjointement avec aucune des industries ci-dessus;

Acquérir ou se charger de la totalité ou de toute partie de la propriété et des obligations de toutes personnes ou compagnies engagées dans une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou possédant de la propriété convenable pour le bénéfice de la présente compagnie, et émettre des actions de cette compagnie en paiement de toute propriété ainsi acquise;

D'une manière générale, acheter, prendre à bail en ou échange, arrenter ou acquérir autrement toute propriété mobilière ou immobilière et tous droits et privilèges que la compagnie jugerait être nécessaires à son industrie et, en particulier, tous terrains, édifices, obligations, machineries, outillage et fonds de commerce;

Acquérir et détenir des parts dans toute autre compagnie dont les objets sont similaires à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer, avec l'approbation des actionnaires, toute personne ou compagnie, pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'un nombre quelconque des actions et valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures et tous autres instruments négociables et transférables;

Faire toutes les affaires, exercer tous les pouvoirs et exploiter toute industrie connexes à l'exercice des objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Sterling Sales Company", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1243 ALEXANDRE DESMEULES.

powers, which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or in part property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake, or in possession of suitable property for the benefit of the present company, and to issue shares of this company in payment for any property thus acquired;

To buy in general, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any moveable or immoveable property and all rights and privileges which the present company may deem necessary for its industry and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stock-in-trade;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate, with the sanction of the shareholders, any person or company for services rendered or to be rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other values of the company, or in regard to the formation or promotion of the company, or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To do all business, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on of the objects wherefor the company is incorporated, under the name of "Sterling Sales Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1244 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Strachmore Greenhouses, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1930, constituant en corporation: Benjamin Décary, bourgeois, Colombe Décary, fille majeure, A.-Nazaire Carrière, fleuriste, et Dame Laura Décary, épouse contractuellement séparée de biens du dit A.-Nazaire Carrière et de ce dernier spécialement autorisée, tous de la ville de Dorval, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de fleuristes, cultiver les fleurs, les fruits et les légumes et faire le commerce de fleurs, de fruits et de légumes; acheter, vendre et faire le commerce d'effets, denrées ou marchandises de toutes sortes et espèces, et agir comme agents, commissionnaires, marchands ou représentants, dans la province de Québec, de fleuristes, maisons commerciales ou autres personnes, firmes ou corporations canadiens ou étrangers;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la Compagnie est autorisée à exer-

"Strachmore Greenhouses, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1930, incorporating: Benjamin Decary, gentleman, Colombe Decary, spinster, A. Nazaire Carriere, florist, and Dame Laura Decary, wife separate as to property by marriage contract of the said A. Nazaire Carriere and by the said latter specially authorized, all of the Town of Dorval, for the following purposes:

To carry on the business of florist, to cultivate flowers, fruit and vegetables and deal in flowers, fruit and vegetables; to purchase, sell and deal in goods, wares and merchandise of every kind and specie, and to act as commission agents, merchants or representatives, in the Province of Quebec, of florists, business houses or other persons, Canadian or foreign firms or corporations;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or

cer ou en possession de biens convenant aux objets de la présente Compagnie;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions en paiement ou en paiement partiel de tous biens réels ou personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes, brevets, réclamations, contrats et de tous droits et concessions et autres avantages achetés ou acquis par la Compagnie;

Acquérir l'achalandage, les biens, les droits et l'actif et assumer le passif de toute personne, firme ou compagnie endettées envers la Compagnie ou transigées par la Compagnie, et les payer en argent ou en actions, débentures, obligations ou autres valeurs de la Compagnie ou partiellement en argent et partiellement en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la Compagnie ou autrement;

Acheter, louer, détenir, prendre en échange ou autrement acquérir des immeubles dont la Compagnie pourra avoir besoin pour les fins de son commerce, les vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement aliéner;

Prendre et garder des hypothèques pour garantir le paiement du prix d'achat des terrains, bâtiments et constructions ainsi vendus, et vendre, transporter ou autrement disposer des dites hypothèques; améliorer, modifier et administrer les dits terrains et édifices;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la Compagnie moyennant le prix que la Compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre Compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente Compagnie;

Détenir, placer ou approprier les deniers de la Compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera jugée de temps à autre;

Accepter en paiement de toutes dettes dues à la Compagnie des actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de toute Compagnie;

Faire toutes les choses nécessaires, utiles, convenables ou appropriées pour l'accomplissement ou la réalisation de l'un quelconque ou de plusieurs des objets de la Compagnie ou qui, en aucun temps, paraîtra ou semblera nécessaire pour la protection ou le profit de la Compagnie ou de ses biens; et exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, alliée aux fins et objets ci-dessus mentionnés et que la Corporation jugera capable d'être profitablement exercée par la Compagnie ou susceptible, directement ou indirectement, d'accroître la valeur des biens ou droits de la Compagnie ou de les rendre profitables, sous le nom de "Strachmore Greenhouses, Ltd", avec un capital total de Trente-cinq mille dollars ($35,000.00), divisé en trois cents cinquante (350) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Dorval, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le quatrième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1245 ALEXANDRE DESMEULES.

possessed of property suitable for the purposes of the present corporation;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in part or full payment for any personal or real, moveable, immoveable or mixed property, patent, claim, contract, right or privilege which the company have purchased or acquired;

To acquire the good-will, property, rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company, or transacting any business similar to that conducted by the company, and to pay for the same in cash, or in shares, debentures, bonds or other securities of the company or partly in cash and partly in shares, bonds or debentures or other securities of the company or otherwise;

To purchase, lease, hold, take in exchange or otherwise acquire immoveables which the company may need for the purposes of its business, sell, lease, exchange, hypothecate or otherwise alienate same;

To take and keep hypothecs to guarantee the payment of the purchase price of lands, buildings and constructions thus sold, and to sell, transfer or otherwise dispose of the said hypothecs; to improve, modify and manage the said lands and buildings;

To sell or alienate the undertaking of the company for such price as the company may deem advisable and particularly for shares, debentures or securities of any other company whose objects are wholly or partly similar to those of the present company;

To hold, invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To accept in payment for any debt due to the company goods, shares, bonds, debentures, or other securities of any company;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the company, or which shall or may at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or its properties, and to carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights, under the name of "Strachmore Greenhouses, Ltd", with a total capital stock of thirty five thousand dollars ($35,000.00), divided into three hundred and fifty (350) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Dorval, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1246 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Téléphone de Cap-des-Rosiers, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du

"Téléphone de Cap-des-Rosiers, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the seventeenth day

dix-septième jour de février 1930, constituant en corporation: J.-Edmond Gagnon, avocat, de Gaspé, Edwin Gleaton, charretier, George Packwood, cultivateur, et Napoléon Côté, navigateur, ces trois derniers de Cap-des-Rosiers, et tous des comté et district de Gaspé, dans les buts suivants:

Construire, organiser et exploiter des services de télégraphe ou de téléphone, électriques ou autrement, avec ou sans fils; faire tous les travaux nécessaires à cette fin. Obtenir des autorités municipales, provinciales ou autres les droits, permissions ou licences nécessaires; manufacturer ou acquérir, à quelque titre que ce soit, les matériaux ou objets et articles nécessaires pour l'exploitation de cette industrie;

Organiser des services de radiophonie et de communication par radio; acheter, louer, vendre ou autrement acquérir ou aliéner tous articles, objets, machines à ces sujets et en faire le commerce;

Etablir un système de renseignements pour la navigation côtière, le commerce en général, le trafic des autobus, chars de touristes; établir des services de téléphone sur la route et organiser des moyens de communication téléphonique ou autrement pour l'utilité de toutes personnes et des automobilistes; établir des services de remorquage pour automobile avec communication téléphonique entre chacun; posséder des chars remorqueurs et autre outillage pouvant être d'utilité et pouvant rapporter des bénéfices à la compagnie; faire des arrangements avec les autobus, taxis, vapeurs et garages pour donner un service téléphonique spécial et efficace; faire des arrangements avec le Gouvernement Fédéral ou Provincial, les municipalités, les corps publics ou toute autre personne pour services spéciaux de téléphone; posséder des immeubles ou édifices pour bureaux ou stations de chambres, ou louer les dits bureaux; posséder tout outillage ou boutiques pour réparation des matériaux de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir des biens, privilèges, contrats ou droits d'une personne, société ou compagnie et les payer, en tout ou en partie, comptant ou autrement, en argent ou en actions libérées, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour toutes autres fins similaires, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent à aucune telle personne ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou autrement acquérir, détenir, vendre, transporter et revendre des actions, parts, débentures, obligations et autres valeurs de toute compagnie ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent ou en actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie; et gérer et exploiter et conduire comme gérants les biens, franchises, entreprises et industries de toute compagnie dont aucunes des actions, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie; pour

of February, 1930, incorporating: J. Edmond Gagnon, advocate, of Gaspe, Edwin Gleaton, carter, George Packwood, farmer, and Napoleon Cote, navigator, the three latter of Cap des Rosiers, and all of the county and district of Gaspe, for the following purposes:

To build, organize and exploit telegraph or telephone services, electrical or otherwise, with wires or wireless; to execute the necessary works for such purposes; to obtain from municipal, provincial or other authorities the necessary rights, permits or licenses; to manufacture or acquire under any title whatever the necessary material or objects and articles necessary for the exploitation of such business;

To organize radiophony services and communication by radio; to purchase, lease, sell or otherwise acquire or alienate therefor any articles, objects, machines and to deal therein;

To establish a service of information for coastal navigation, business in general, autobus traffic, tourists' cars; to establish telephone services along the roads and to organize means of communication by telephone or otherwise for the use of all persons and motorists; to establish services for the towing of automobiles with telephone communication between each; to own towing cars and any other equipment capable of being useful or profitable to the company; to enter into agreements with autobuses, taxis, steamers and garages for the giving of a special and efficient telephone service; to enter into agreements with the Federal or Provincial Government, municipalities, public bodies or any other persons for special telephone service; to own immovables or buildings for offices or room-stations or to lease the said offices; to own any equipment or workshops for the repairing of the company's material;

To purchase, lease or otherwise acquire the property, privileges, contracts or rights of any person, firm or company, and to pay therefor, in whole or in part, cash or otherwise, with money or paid up shares, debentures, bonds, or other securities of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or for any other similar purposes with any person or company carrying on or engaged in, or about to engage in or carry on any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any industry, trade or other business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to any such person or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire, hold, sell, transfer and resell the shares, stocks, debentures, bonds, and other securities of any company or corporation and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds, debentures, or other securities of the company, and to manage and to operate and to carry on as manager the property, franchises, undertaking, business of any company any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable

telle rémunération qui sera jugée convenable et raisonnable, et garantir le paiement du capital et des dividendes et intérêts sur les actions, obligations, débentures et autres valeurs, et l'exécution de contrats pour aucune telle compagnie;

Promouvoir, financer et aider une ou plusieurs compagnies formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie; et garantir l'exécution des contrats pour ces dites personnes et accepter en paiement de toutes les dettes dues à la compagnie, des actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Payer, à même les fonds de la compagnie, toutes les dépenses de formation et d'organisation de la dite compagnie;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer, patenter, moyennant un droit régalien ou acquérir autrement, détenir, utiliser, posséder, exploiter, introduire, et vendre, céder ou aliéner autrement des marques ou noms de commerce, brevets d'invention, améliorations et procédés enregistrés ou non, utiles à l'industrie de la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement aucune de ces marques ou noms de commerce, inventions, permis, procédés et choses similaires ou aucun de ces biens ou droits et accorder des permis pour leur exploitation;

Distribuer en espèces ou autrement, à titre de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière déterminée par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, les biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie qui pourrait acquérir la totalité ou une partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement les biens, franchises, entreprises et industries de toute telle compagnie, et en assumer les obligations et payer pour telles acquisitions, totalement ou partiellement en argent ou en actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Faire toutes les choses nécessaires, utiles, convenables ou appropriées pour l'accomplissement ou la réalisation de l'un quelconque ou de plusieurs des objets de la compagnie, ou qui en aucun temps paraîtra ou semblera nécessaire pour la protection ou le profit de la compagnie ou de ses biens; et exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, alliée aux fins et objets ci-dessus mentionnés, et que la corporation jugera capable d'être profitablement exercée par la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Obtenir des autorités paroissiales, municipales, scolaires, provinciales ou fédérales, des privilèges, faveurs ou arrangements spéciaux, de façon à

and proper, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, bonds, debentures and other securities and the performance of contracts by any such company;

To promote, finance and assist any other company or companies for the purpose of its or their acquiring all or any of the property, rights and liabilities of this company, or of any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts for any such persons and to accept in payment of any debt due to the company, stock, shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay out of the funds of the company for the cost of the formation and organization of the company;

To apply for, obtain, register, purchase, lease, or license on royalty or otherwise acquire, hold, use, own, operate and introduce and to sell, assign or to otherwise dispose of any trade marks and names, patents of invention, improvements and processes, under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, or otherwise turn to account any such trade marks or trade names, patents of invention, licenses, processes and the like or any such other property or rights, and grant permits for the exploitation thereof;

To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the net profits of the company, or in the manner set out in section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities of any other company which may acquire the whole or part of the assets or liabilities of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchise, undertaking and business of any such company and to assume the liabilities and to pay for such acquisitions wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the company, or which shall or may at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or its properties' and to carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights;

To obtain from parochial, municipal, school, provincial or federal authorities privileges, favors or special arrangements, in such manner

aider au développement de la compagnie et à promouvoir ses intérêts, le tout suivant la loi;

Détenir, placer ou approprier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera arrêtée de temps à autre;

Prendre les moyens jugés convenables pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'ouvrages artistiques ou d'intérêt, par la publicité de livres et de périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Exercer aucune autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation et par aucune telle personne ou personnes;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions en paiement ou complet ou partiel de tous les biens réels ou personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes, brevets, réclamations, contrats, et de tous droits et concessions et autres avantages achetés ou acquis par la compagnie;

Accepter en paiement de toutes dettes dues à la compagnie des actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie;

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, hypothéquer ou donner en garantie les biens meubles ou immeubles de la compagnie pour assurer le paiement de ses bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Téléphone de Cap-des-Rosiers, Limitée".

Le capital de la compagnie sera divisé en 957 actions communes sans valeur au pair, lesquelles actions seront émises pour la considération qui sera déterminée par le conseil d'administration, et en 1040 actions privilégiées de la valeur au pair de $25.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $12,000.00;

Les dites actions privilégiées auront et posséderont tous les droits, privilèges et propriétés ci-après énumérés et seront sujettes aux restrictions suivantes, savoir:

a. Les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir comme tels, avant la déclaration ou le paiement d'aucun dividende sur actions ordinaires ou communes, à même les bénéfices

as to aid in the development of the company and promote the interests thereof, the whole according to law;

To hold, invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the above as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To carry on any business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts of any such company, corporation or by any such person or persons;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock in either full or part payment for any property, real or personal, movable or immovable, or mixed, patents, claims, contracts and for any rights and concessions or other advantages purchased or acquired by the company;

To accept in payment of any debt due to the company stock, shares, bonds, debentures or other securities of any company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and give as security or sell same for the prices and amounts deemed fit, to hypothecate or give as security the moveable or immoveable property of the company to assure the payment of said bonds, debentures or other securities and of any loans of money made for the purposes of the company, under the name of "Téléphone de Cap-des-Rosiers, Limitée".

The capital stock of the company shall be divided into 957 common shares without par value, such shares being issued for such consideration as may be determined by the Board of Directors, and into 1040 preferred shares of a par value of $25.00 each, and the amount with which the company will begin its operations shall be $12,000.00;

The said preferred shares shall have and enjoy all the following properties, rights and privileges hereunder enumerated and shall be subject to the following restrictions:

a. The holders of said preferred shares shall be entitled to receive as such, before payment of any dividend on the ordinary or common shares, out of the net or surplus profits of the company,

nets de la compagnie, des dividendes privilégiés cumulatifs, à compter de la date de l'émission, au taux de 7% l'an, sur la valeur globale au pair des dites actions détenues par eux respectivement et payables le premier mars, juin, septembre et décembre de chaque année;

b. Chaque action privilégiée sera émise sujette aux droits de la compagnie de la racheter en tout temps, après le premier janvier 1935, sur le vote de la majorité du Bureau de direction à une assemblée des Directeurs; toute action privilégiée pourra ainsi être rachetée à sa valeur au pair avec en plus les dividendes courus et non payés, et une prime de $1.50 par action, et les actions ainsi rachetées ne seront pas réémises; et si une partie seulement du nombre des actions privilégiées en cours sont rachetées, la majorité des directeurs déterminera quelles actions seront rachetées et le mode de rachat, leur décision à cet effet devant être finale; avis de tel rachat d'actions privilégiées sera envoyé au détenteur enregistré des actions à racheter, au moins quinze jours avant la date fixée pour tel rachat, et après cette date, pourvu que les fonds nécessaires soient disponibles pour cette fin, les dites actions privilégiées n'auront plus droit à aucun autre dividende subséquent;

c. Survenant la liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, les actions privilégiées en cours devront être payées en entier et au pair, avec en plus les dividendes courus, avant qu'aucun paiement soit fait sur les actions ordinaires;

d. Tout porteur d'actions privilégiées pourra transférer ses actions en faisant enregistrer dans les livres de la compagnie un transfert en la forme approuvée par les Directeurs;

e. Les porteurs d'actions privilégiées n'auront pas droit d'assister aux délibérations du bureau de direction ou aux assemblées des actionnaires, ni de voter à telles assemblées;

f. Les actions sans valeur au pair seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les administrateurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Cap-des-Rosiers, dans les comté et district de Gaspé.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1247 ALEXANDRE DESMEULES.

"The Attwood Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1930, constituant en corporation: James-Arthur Mathewson, conseil en loi du roi, Kenneth-Albert Wilson et Arthur-Ives Smith, tous deux avocats, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Entreprendre comme industrie en exploitation et exercer l'entreprise exercée jusqu'ici par M. K. Hashim, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, sous les nom et raison sociale de "The Attwood Co.";

Exercer généralement, soit comme principaux ou agents, les affaires de marchands, exportateurs, importateurs, courtiers et—ou agents manufacturiers;

Manufacturer, exporter, importer, acheter, vendre et—ou faire le commerce d'effets, articles et marchandises de toute sorte, classe et description;

cumulative preferred dividends, from their date of issue, at the rate of 7% per annum, on the total par value of said shares held by them respectively, and payable on the first of March, June, September and December of each year;

b. Each preferred share shall be issued subject to the right of the company to redeem same at any time after the first of January 1935, upon a vote of the majority of the board of directors at a meeting of the directors; any preferred share may thus be redeemed at its par value together with all accrued and unpaid dividends and a premium of $1.50 per share, and the shares thus redeemed shall not be re-issued', and if a part only of the amount of preferred shares outstanding are redeemed, the majority of the directors shall determine the shares to be redeemed and the mode of redemption and their decision to that effect shall be final; notice of such redemption of such preferred shares shall be sent to the holders of record of the shares to be redeemed, at least fifteen days before the date fixed for such redemption, and after such date, provided the necessary funds are available for such purpose, the said preferred shares shall not be entitled to any further dividend;

c. In case of the liquidation, dissolution or winding up of the company, the preferred shares outstanding shall be paid in full and at par, with at the accrued dividends, before any payment be made on the common shares;

d. Any holder of preferred shares may transfer said shares by having the transfer registered in the books of the company in a form approved of by the Directors;

e. The holders of preferred shares shall not be entitled to be present at the deliberations of the Board of Directors, nor at the meetings of the shareholders, nor shall they have a right to vote at such meetings;

f. The shares without par value shall be issued and allotted at a price to be fixed upon by the Directors.

The head office of the company will be at Cap des Rosiers, county and district of Gaspe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1248 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Attwood Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1930, incorporating: James Arthur Mathewson, King's Counsel, Kenneth Albert Wilson and Arthur Ives Smith, both advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To take over as a going concern and carry on the business heretofore carried on by M. K. Hashim, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, under the firm name and style of "The Attwood Co.";

To carry on generally, either as principals or agents, the business of merchants, exporters, importers, brokers and—or manufacturers' agents;

To manufacture, export, import, buy, sell and—or deal in goods, wares and merchandise of every kind, class and description;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired:

Acquérir par achat ou autrement, et utiliser, exploiter, mettre en opération ou disposer de la totalité ou de toute partie des affaires, clientèle, droits, actif et propriétés, et assumer le passif de toute firme, personne ou compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et les payer en argent, actions, obligations ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement, et sur aliénation d'iceux accepter de l'argent, des actions, obligations ou autres valeurs en échange d'iceux;

To acquire by purchase or otherwise, and to use, carry on, operate or dispose of the whole or any part of the business, goodwill, rights, assets and property, and assume the liabilities of any firm, person or company having objects altogether or in part similar to those of this Company, and to pay for the same in cash, stock, bonds or other securities of this Company or otherwise, and upon the disposal thereof to accept cash, stock, bonds or other securities in exchange therefor;

Pour les fins susdites, acheter, vendre, faire le commerce, louer, posséder ou améliorer des immeubles et les meubles à demeure fixe, et les propriétés personnelles incidentes ou se rapportant à iceux, et à cette fin, acquérir par achat, bail, location ou autrement des terrains, appartements, héritages ou tous intérêts en iceux, et les améliorer, et généralement posséder, exploiter et améliorer les propriétés de la compagnie, et vendre, louer ou autrement disposer des terrains, appartements et héritages ou autre propriété de la compagnie;

For the purposes aforesaid, to buy, sell, deal in, lease, hold or improve real estate and the fixtures and personal property incidental thereto or connected therewith, and, with that end in view, to acquire by purchase, lease, hire or otherwise, lands, tenements, hereditaments or any interest therein, and to improve the same, and generally to hold, deal with and improve the property of the Company, and to sell, lease or otherwise dispose of the lands, tenements and hereditaments or other property of the Company;

Conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts ou tout risque conjoint avec toutes personnes, firmes ou corporations exploitant toute entreprise semblable en tout ou en partie à celle de cette compagnie, comme la compagnie le jugera à propos ou convenable;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests or any such joint adventure with any persons, firms or corporations carrying on any business similar in whole or in part to those of this Company, as the Company may deem convenient or expedient;

Promouvoir ou aider à la promotion ou devenir actionnaire dans toute compagnie subsidiaire ou autre ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou se joindre ou se fusionner avec elle aux termes et conditions qui seront jugés convenables;

To promote or assist in promoting or become a shareholder in any subsidiary or other company having objects altogether or in part similar to those of this Company, or to consolidate or amalgamate therewith, on such terms and conditions as may be deemed expedient;

Accepter en paiement total ou partiel de toute dette due à la compagnie, des actions, obligations, ou valeurs de toute compagnie;

To accept in payment or part payment of any debt due to this company, the shares, bonds, or securities of any other company;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif de la présente compagnie;

To distribute, in specie or otherwise, dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner set out in Sec. 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets of this company;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, du commerce ou entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part

objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures, ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits et faire la totalité ou aucune des choses susdites, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Placer et approprier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans telles valeurs et de la manière que la compagnie pourra déterminer de temps à autre;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, reçus d'entrepôt, connaissements et autres effets négociables ou transférables. sous le nom de "The Attwood Co., Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1249 ALEXANDRE DESMEULES.

similar to those of the company;

To borrow money upon the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to, or any money borrowed for the purpose of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such securities and in such manner as from time to time may be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warehouse receipts, bills of lading and other negotiable or transferable instruments, under the name of "The Attwood Co., Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into Two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1250 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Ozalid Print Shop, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1930, constituant en corporation: Ernest Ludwig Herzberg, agent d'assurance, de la cité de Westmount, Herbert-Frederick Sudheim, agent, et Otto-Karl Strunz, comptable, tous deux de la cité de Montréal, tous de la province de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie d'imprimeurs de tracés sur papier ozalide et tous autres papiers et de développeurs d'imprimés photographiques;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et exploiter toute industrie qui peuvent être similaires aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Payer pour toute propriété, mobilière ou immobilière, droits, privilèges, baux ou franchises que la compagnie peut légalement acquérir, ou, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus ou à être rendus à la compagnie, en actions entièrement acquittées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange, permis, concession ou tout autre titre légal, et détenir et posséder des terrains et immeubles, de toute description, nécessaires ou utiles pour les fins de l'industrie de la compagnie, et vendre, louer, transporter, échanger et disposer ou autrement faire le commerce de tels terrains et immeubles, aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exploitant ou étant engagé dans toute entreprise

"The Ozalid Print Shop, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1930, incorporating: Ernest Ludwig Herzberg, insurance agent, of the City of Westmount, Herbert Frederick Sudheim, agent, and Otto Karl Strunz, accountant, both of the City of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business as printers on ozalid paper and all other paper from tracings, and developers of photo prints;

To do all acts, and exercise all powers and carry on any business which may be similar to the objects for which this Company is incorporated;

To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, leases, or franchises, which the Company may lawfully acquire, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the Company in fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the Company;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or any other legal title, and to hold and own lands and immoveables of every description necessary or useful for the purposes of the Company's business, and to sell, rent, convey, exchange and dispose of, or otherwise deal with such lands and immoveables, on such terms and conditions as the Company may think fit;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other Company, corporation or individual carrying on or engaged in any business which this Company

que la compagnie se propose d'exploiter ou d'entreprendre, et garantir ou autrement disposer de telles actions, obligations ou autres valeurs;

Demander, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, patentes, concession, ou l'équivalent, conférant tous droits exclusifs ou non exclusifs ou limités de faire usage de toute information ou secret concernant toute invention, qui seraient jugés utiles aux fins de la compagnie, ou dont l'acquisition serait calculée directement ou indirectement être au bénéfice de la compagnie, et de faire usage, exercer, développer, accorder des licences en conséquence, ou autrement se servir de la propriété, des droits, ou informations ainsi acquis;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée dans une industrie ou transaction que la compagnie est autorisée d'exercer, ou dans une industrie capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toutes compagnies et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie pour la considération qui sera convenue, sous le nom de "The Ozalid Print Shop, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1251 ALEXANDRE DESMEULES.

is prepared to carry on, or engaged in, and to pledge or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, license, concessions and the like, conferring an exclusive, non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which the company is authorized to carry on or trade in, or any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of in whole or in part the property, rights, or undertakings of the Company for such consideration as may be agreed upon, under the name of "The Ozalid Print Shop, Limited", with a total capital stock of Twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of One hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1252 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Paramount Restaurant, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1930, constituant en corporation: Paul-Emile Lanctot, conseil en loi du roi, Jules Bernard et Gilbert-H. Wong, tous deux marchands, tous trois de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir, construire, conduire, mettre en opération et exploiter les commerces et affaires de restaurateurs et hôteliers;

Exercer toute entreprise auxiliaire ou pouvant être exploitée en rapport avec les affaires susdites et tout autre commerce s'y rapportant;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder ou vendre, louer ou autrement disposer de toute propriété réelle et personnelle, mobilière et immobilière, et tous droits dans ou se rapportant à icelle;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira convenable à l'exploitation des objets de la compagnie;

Conclure des arrangements avec toutes autorités ou gouvernement, municipaux, locaux ou autres, qui sembleront convenables aux objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous droits, privilèges, permis ou licences et concessions que la compagnie croira

"The Paramount Restaurant, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1930, incorporating: Paul Emile Lanctot, King's Counsel, Jules Bernard and Gilbert H. Wong, both merchants, all three of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To acquire, construct, conduct, operate and carry on the trades or businesses of restaurant-keeper and hotel-keeper;

To carry on any business auxiliary to or which can be carried on in connection with the aforesaid business and any other business incidental thereto;

To purchase, lease or otherwise acquire and hold or sell, lease or otherwise dispose of any property, real and personal, movable and immovable, and any rights in or to the same;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which the Company thinks conducive to the carrying on of the objects of the Company;

To enter into any arrangements with any authorities or government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, permits or licenses and concessions which the

convenable d'obtenir et exploiter, exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

S'unir à toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, sous le nom de "The Paramount Restaurant, Limited", avec un capital total de trente mille dollars ($30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1253 ALEXANDRE DESMEULES.

Company may think it desirable to obtain and to carry on, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this Company, under the name of "The Paramount Restaurant, Limited", with a total capital stock of Thirty thousand dollars ($30,000.00), divided into three hundred (300) shares of One hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1254 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Public Investment and Loan Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1930, constituant en corporation: Gérard-Joseph Martineau, agent, Joseph-Antoine Labbé, courtier, Antonio Benoit, notaire, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

1. Louer, posséder, acquérir tous genres d'immeubles quelconques avec ou sans bâtisses et nécessaires aux fins de la Compagnie;

2. Vendre, aliéner, échanger ou autrement négocier ce que mentionné à l'item un des présents pouvoirs;

3. Louer, posséder, acquérir tous droits, intérêts, prétentions, privilèges exclusifs, droits d'auteurs, franchises, chartes, avantages, permis, licences, autorisations, brevets d'invention, concessions, achalandages, relations d'affaires de toutes espèces, en jouir et les exploiter;

4. Vendre, aliéner, céder, échanger ou autrement négocier ce que mentionné à l'item trois des présents pouvoirs;

5. Entreprendre, exploiter et gérer toutes entreprises, industries ou commerces nécessaires ou simplement utiles aux fins de la compagnie;

6. Avoir des bureaux, succursales, filiales, agences, représentations, posséder des sources d'information au profit du public, des services ou organisations de renseignements, des correspondants, tous services d'intermédiaires entre la compagnie et le public et nécessaires aux fins de la compagnie;

7. Etre et servir d'agents, représentants, correspondants, intermédiaires, préposés d'autres personnes ou compagnies en tous rapports intéressant ou touchant aux fins de la présente entreprise ou celle d'autrui;

8. Retenir les services de courtiers, banquiers, agents, solliciteurs et vendeurs pour l'écoulement et la liquidation du capital social autorisé de la compagnie, dans le public et sur le marché, leur consentir des commissions, escompte, rétribution et rémunération en retour de leur travail;

9. Fusionner la compagnie, son actif et son passif, en bloc, avec ceux d'autres compagnies ou entreprises similaires et, à ces fins, conclure tous marchés, contrats, actes et conventions de partages de profits, recettes et dépenses "joint adventure agreement";

10. Faire et exercer le commerce et la finance particulière aux courtiers, banquiers de valeurs mobilières et immobilières, faire et consentir des prêts aux clients de la compagnie ou autres personnes, faire des escomptes, acheter et revendre

"The Public Investment and Loan Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1930, incorporating: Gérard Joseph Martineau, agent, Joseph Antoine Labbe, broker, Antonio Benoit, notary, all of the City of Quebec, for the following purposes:

1. To lease, own, acquire any immovables whatever with or without buildings, necessary for the purposes of the company;

2. To sell, alienate, exchange or otherwise negotiate that which is mentioned in item one of the present powers;

3. To lease, own, acquire any rights, interests, pretensions, exclusive privileges, copyrights, franchises, charters, advantages, permits, licenses, authorizations, patents of invention, concessions, good-will, business connections of any kind, to enjoy and exploit the same;

4. To sell, alienate, assign, exchange or otherwise negotiate that which is mentioned in item three of the present powers;

5. To undertake, exploit and manage any undertakings, industry or business necessary or merely useful for the purposes of the company;

6. To have offices, branches, subsidiaries, agencies, representatives, to have sources of information for public benefit, information services or organizations, correspondents and any form of intermediary between the company and the public and necessary for the purposes of the company;

7. To be and act as agents, representatives, correspondents, intermediaries, proxies for other persons or companies in any connection interesting or relating to the purposes of the present undertaking or that of others;

8. To retain the services of brokers, bankers, agents, canvassers and sellers for the placing, among the public and on the market, and liquidation of the authorized capital stock of the company, to give them commission, discount, payment and remuneration in return for their services;

9. To amalgamate the company, its assets and liabilities, in block, with those of other similar companies or undertakings and, for such purposes, to enter into arrangements, contracts, deeds and agreements for the sharing of profits, receipts and expenses, joint adventure agreements, etc.;

10. To carry on and exercise the special business and financial dealings of brokers and movable and immovable security bankers, to make and give loans to the clients of the company or other persons, give discount, purchase and re-

des créances hypothécaires ou non, garanties ou non, négocier des billets, traites ou chèques;

11. Créer, monter, administrer des institutions au service, au profit et à l'avantage des employés de la compagnie;

12. Investir et placer les revenus nets et capitaux disponibles de la compagnie dans des placements, achats d'actions dans le stock d'autres compagnies sur hypothèques, débentures et autres sûretés;

13. Avoir, posséder, administrer un service de publicité et de littérature et d'annonces aux fins de faire connaître la présente entreprise, ses opérations, son fonctionnement;

14. Faire la finance d'agents et Courtiers d'Immeubles, se faire consentir des commissions pour la vente, l'échange et l'achat de tous immeubles quelconques; se faire consentir des options ou promesses de ventes et, la Compagnie, en consentir elle-même; être entremetteurs et intermédiaires entre acheteurs, échangeurs et vendeurs; vendre, liquider, écouler pour le compte d'autrui et celui de la Compagnie tous genres d'immeubles quelconques; acheter, acquérir, posséder, louer pour le Compte d'autrui et celui de la Compagnie les mêmes dits immeubles; faire des expertises, évaluations, contrôler celles des autres, faire des rapports et généralement faire tout ce que comprend la dite finance d'agents et Courtiers d'immeubles;

15. Construire, édifier, élever, réparer, aménager, améliorer tous genres de bâtisses quelconques;

16. S'associer des Membres qui jouiront des avantages et se conformeront aux règlements que le Bureau de Direction déterminera;

17. Emprunter, se faire consentir des avances de capitaux, escomptes par billets, obligations, hypothèques et autres garanties;

18. Généralement faire tout ce que nécessaire à l'exécution complète et parfaite des présents pouvoirs, aux fins de la compagnie, soit comme dérivant des pouvoirs particuliers ci-haut exprimés ou comme découlant d'iceux par voie naturelle de conséquence, d'induction ou de déduction, sous le nom de "The Public Investment and Loan Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quarante (40) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune, avec droit de vote.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de dix-huit mille dollars ($18,000.00), divisée en 360 actions de $50.00 chacune, sans droit de vote, sauf si deux dividendes consécutifs échus n'ont pas été, pour quelque raison que ce soit, déclarés ni payés, alors que le stock privilégié prendra ou reprendra le droit de vote tout comme le stock commun.

Le stock privilégié portant 6½% de dividende annuel.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1255 ALEXANDRE DESMEULES.

sell hypothecary claims or otherwise, guaranteed or otherwies, negotiate notes, drafts or cheques etc.;

11. To create, furnish and manage institutions for the service, benefit and advantage of the employees of the company;

12. To invest and place the revenues and available capital stock of the company in investments, purchase of shares in the stock of other companies, in hypothecs, debentures and other securities;

13. To have, own, manage a publicity, literature and advertisement service for the purpose of making known the present undertaking, its operations and working;

14. To act as financial agents and real estate brokers, to secure commissions for the sale, exchange and purchase of any immovables whatsoever; to secure options and promises of sale and that the company itself grant same; to act as middlemen and intermediaries between purchasers, barterers and sellers; to sell, liquidate, dispose of for others and for the company any kind of immovables whatsoever; to purchase, acquire, own, lease for others and for the company the same said immovables; to make examinations, valuations, control those of others, make reports and generally do anything connected with the said financial agency and real estate brokerage;

15. To build, erect, raise, repair, equip, improve all kinds of buildings whatever;

16. To obtain members as associates who shall enjoy the advantages and comply with the by-laws determined by the Board of Directors;

17. To borrow, to obtain advances of capital, discount on notes, bonds, hypothecs or other securities;

18. Generally to do anything necessary for the full and complete execution of the present powers for the purposes of the company, either derivating from the special powers hereabove mentioned or resulting therefrom by natural means of consequence, induction and deduction, under the name of "The Public Investment and Loan Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into forty (40) shares of fifty dollars ($50.00) each, with right to vote.

The part of the capital stock that will be issued as preferred shares shall be eighteen thousand dollars ($18,000.00), divided into 360 shares of $50.00 each, without right to vote, except if two consecutive dividends due, have not been, for some reason whatever, declared or paid, then the preferred stock shall take or retake the right to vote in the same manner as the common stock.

The preferred stock shall bear an annual dividend of 6½%.

The head office of the company shall be in the City of Quebec, District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1256 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Quebec Pioneer Gas and Oil Syndicate, Limited".—(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier 1930, constituant en corpora-

"The Quebec Pioneer Gas and Oil Syndicate, Limited".—(No personal liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of January, 1930, incorporating: Charles

tion: Charles Hervey Patry, agent, Joseph Pennoyer Bignell, bourgeois, Wallace Ross Henry, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie et les opérations d'une compagnie minière avec les pouvoirs émis dans la section 4 de la Loi des Compagnies Minières de Québec;

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "The Quebec Pioneer Gas and Oil Syndicate, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars ($99,000.00), divisé en trois mille neuf cent soixante (3,960) actions de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de janvier 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1257 ALEXANDRE DESMEULES.

Hervey Patry, Agent, Joseph Pennoyer Bignell, Gentleman, Wallace Ross Henry, Advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company with the powers set forth in section 4 of the Quebec Mining Companies' Act;

The shareholders of the company will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "The Quebec Pioneer Gas and Oil Syndicate, Limited" (No personal liability), with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars ($99,000.00), divided into three thousand nine hundred and sixty (3,960) shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of January, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1258 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Royal Trust Company".

Avis est donné qu'en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 136 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes, en date du quinzième jour de février 1930, à la compagnie "The Royal Trust Company", confirmant le règlement No 35 de la compagnie, comme suit, à savoir:

1. Que chacune desdites vingt mille (20,000) actions d'une valeur au pair de $100.00 chacune du capital-actions de la compagnie soit, et elle est, par les présentes, subdivisée en cinq (5) actions d'une valeur au pair de $20.00 chacune, portant le capital-actions total alors en cours de la compagnie à cent mille (100,000) actions entièrement acquittées d'une valeur au pair de $20.00 chacune;

2. Qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie soit dûment convoquée aux fins de considérer, et s'il est jugé à propos, d'approuver ce règlement;

3. Que sur l'approbation de ce règlement, par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à telle assemblée générale spéciale de la compagnie, les directeurs soient, et ils sont, par les présentes, autorisés de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir la confirmation de ce règlement, et que le président ou le gérant-général et le secrétaire ou un assistant-secrétaire de la compagnie soient, et ils sont, par les présentes, autorisés de présenter, au nom de la compagnie, une requête au Lieutenant-Gouverneur à cette fin et de signer tous tels documents et de faire toutes telles choses qui seront nécessaires dans les prémisses;

4. Qu'à compter et après la date des lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur confirmant ce règlement, chaque porteur enregistré d'une ou plusieurs actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie, d'une valeur au pair de $100.00 chacune, sera et est *ipso facto* censé être le porteur de et seul aura droit, par son certificat d'icelle, à cinq (5) actions entièrement acquittées d'une valeur au pair de $20.00 pour chaque action entièrement acquittée de cent dollars ($100.00) chacune, pour laquelle il est enregistré, et les directeurs pourront émettre ou faire émettre à chaque porteur enregistré un cer-

"The Royal Trust Company".

Notice is hereby given that under Part II of the Quebec Companies' Act, articles 136 and following, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q.R.S., 1925, bearing date the fifteenth day of February, 1930, to the Company "The Royal Trust Company", confirming By-law No. 35 of the Company as follows, to wit:

1. That each of the said twenty thousand (20,000) shares of the par value of $100. each of the capital stock of the Company be, and it is hereby subdivided into Five (5) shares of the par value of $20. each, making the total outstanding capital stock of the Company one hundred thousand (100,000) fully paid shares of the par value of $20. each;

2. That a special general meeting of the shareholders of the company be duly called for the purpose of considering and if, deemed advisable, approving this By-law;

3. That upon the approval of this By-law by the vote of at least two thirds in value of the shares represented by the shareholders present at such Special General meeting of the Company, the Directors be and they are hereby authorized to make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for confirmation of this By-law, and the President or General Manager and the Secretary or an Assistant-Secretary of the Company be, and they are hereby authorized to execute in the name of the company a petition to the Lieutenant-Governor for that purpose and to sign all such documents and do all such things as may be necessary in the premises;

4. That from and after the date of the Letters Patent granted by the Lieutenant-Governor confirming this By-law, each registered holder of a fully paid share or shares of the capital stock of the Company, of the par value of $100. each, shall *ipso facto* be and be deemed to be the holder of and alone entitled by his certificate therefor to five (5) fully paid shares of the par value of $20. each for each fully paid share of one hundred dollars ($100.) each in respect of which he is so registered, and the Directors may issue or cause to be issued to each such registered holder a certificate or certificates for the num-

tificat ou des certificats pour le nombre d'actions entièrement acquittées d'une valeur au pair de $20.00 chacune auquelles il a ainsi droit et que, s'il est jugé à propos, il pourra réclamer des certificats en cours représentant les actions de cent dollars ($100.00) chacune à être livrés pour cancellation en échange pour des certificats représentant les actions d'une valeur au pair de vingt dollars ($20.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1259 ALEXANDRE DESMEULES.

"Vandry, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1930, constituant en corporation: Georges-Alfred Vandry, négociant, Ernest-N. Vandry, gérant, de Québec, Georges Vandry, gérant, de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de gros et de détail en général, spécialement le commerce de gaz oxyacétylène, appareils et accessoires d'automobiles, appareils et accessoires de radiophonie, de réfrigérateurs électriques, système de chauffage électrique, au charbon et à l'huile, ou autres articles faisant l'effet d'un commerce analogue; acheter, aliéner et hypothéquer des biens meubles et immeubles, acquérir des actions de compagnies incorporées par lettres patentes, émettre et vendre des débentures suivant les réquisitions statutaires affectées à ces transactions, sous le nom de "Vandry, Incorporé", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune, ordinaires.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1261 ALEXANDRE DESMEULES.

"William Blanchette, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1930, constituant en corporation: William Blanchette, industriel, Jean-Joseph Blanchette, agent, et Joseph-René Rioux, comptable, tous trois de la ville de Chicoutimi, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois en général et de tout ce qui s'y rattache subsidiairement;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des meubles et des immeubles, des limites à bois, droits de coupe de bois, moulins à scie et autres moulins, magasins, dépôts, entrepôts, les exploiter et opérer;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction, bois, bardeau, articles en bois de toute nature et description, bois de pulpe et produits de pulpe et de papier;

Faire la coupe et le flottage du bois pour elle-même ou pour d'autres et toutes les opérations s'y rapportant ou s'y rattachant;

Faire le commerce de bois, de brique, de ciment et autres matériaux de construction, fabriquer et manufacturer ces matériaux;

Entreprendre par contrat, estimés ou autre-

ber of fully paid shares of the par value of $20. each to which he is so entitled and if, deemed advisable, may require outstanding certificates representing shares of one hundred dollars ($100.) each to be surrendered for cancellation in exchange for certificates representing shares of the par value of twenty dollars (20.) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1260 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Vandry, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1930, incorporating: Georges Alfred Vandry, trader, Ernest N. Vandry, manager, of Quebec, Georges Vandry, manager, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general wholesale and retail business, particularly to deal in oxyacetylene gas, automobile accessories and equipment, radio accessories and equipment, electric refrigerators, electric heating systems, or coal or oil, or other articles connected with a similar business; to purchase, alienate and hypothecate movable and immovable property, to acquire shares in companies incorporated by Letters Patent, to issue and sell debentures according to the statutory requirements relating to such transactions, under the name of "Vandry, Incorporé", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1262 Acting Assistant Provincial Secretary.

"William Blanchette, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1930, incrporating: William Blanchette, manufacturer, Jean Joseph Blanchette, agent, and Joseph René Rioux, accountant, all three of the town of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the lumber business generally and everything connected therewith subsidiarily;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, movables and immovables, timber limits, rights to cut timber, saw and other mills, stores, depots, warehouses, exploit and operate same;

To manufacture, purchase, sell and deal in lumber, wood, shingles, wooden articles of every nature and description, pulpwood and pulp and paper products;

To carry on the cutting and floating of timber for itself or for others and any operations connected therewith or relating thereto;

To deal in lumber, brick, cement and other building materials and make and manufacture such materials;

To undertake by contract, estimate or other-

ment la construction de moulins, entrepôts, magasins, maisons et autres bâtisses et constructions, travaux publics et privés, la coupe et le flottage du bois, en surveiller l'exécution et en fournir les matériaux;

Acquérir en tout ou en partie l'actif et la clientèle de toutes personnes et sociétés exerçant un négoce quelconque, de payer le prix de ces achats en argent ou en actions acquittées ou partie en argent et partie en actions acquittées de la Compagnie;

Vendre, louer ou échanger en tout ou en partie son actif et sa clientèle, à toutes personnes ou sociétés, et en retirer le prix en argent ou en actions acquittées, ou partie en argent et partie en actions acquittées ou autres valeurs;

Emprunter de l'argent, émettre des obligations, billets promissoires ou autres preuves de dettes et les garantir par hypothèques, gages ou autres garanties des biens meubles et immeubles appartenant à la Compagnie;

Employer ses fonds en tout ou en partie pour l'achat d'actions d'autres compagnies et corporations, les placer sur toutes espèces de valeurs personnelles ou réelles, obligations, bons, débentures, actions, hypothèques et autres garanties, de la manière et aux conditions qui seront déterminées par le bureau de direction;

Nommer un procureur ou des représentants pour assister et voter pour et au nom de la Compagnie aux assemblées de ces compagnies dont elle pourra détenir ou acquérir les actions, bons ou autres valeurs, pourvu que tel procureur ou représentant soit lui-même un actionnaire de ces compagnies, le tout conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec;

Vendre, céder et aliéner ses franchises ou quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la Compagnie, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelles, à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, pour tels prix et considérations, et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables et particulièrement pour les actions, soit privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Faire toutes choses nécessaires, avantageuses ou propres à l'accomplissement des objets ci-dessus énumérés, sous le nom de "William Blanchette, Limitée", avec un capital total de quarante-huit mille dollars ($48,000.00), divisé en neuf cent soixante (960) actions ordinaires de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le premier jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1263 ALEXANDRE DESMEULES.

wise the construction of mills, warehouses, stores, houses and other buildings and structures, public and private works, the cutting and floating of timber, to superintend the execution thereof, and supply the materials therefor;

To acquire in whole or in part the assets and goodwill of any persons and firms carrying on a similar business, to pay for such purchases in cash or wih paid up shares or partly in cash and partly paid up shares of the company;

To sell, lease or exchange, in whole or in part, its assets and goodwill to any persons or firms and obtain payment therefor in cash or paid up shares or partly in cash and partly in paid up shares or other securities;

To borrow money, issue bonds, promissory notes or other proofs of indebtedness and secure same by hypothecs, pledges or other securities on the movable and immovable property belonging to the company;

To employ its funds in whole or in part for the purchase of shares of other companies and corporations, invest same in all kinds of personal or real securities, bonds, obligations, debentures, shares, hypothecs and other guarantees, in the manner and under such conditions as may be determined by the board of directors;

To name an attorney or representative to assist and vote for and in the name of the company at the meetings of such company of which it may hold or acquire the shares, bonds or other securities, provided that such attorney or representative be himself a shareholder of such companies, the whole in conformity with the provisions of the Quebec Companies' Act;

To sell, assign and alienate its franchises or any one or the whole of the rights, privileges and powers held by the company and also its undertaking or any part thereof to any person or persons, company or companies, for such prices and considerations and on such terms and conditions as may be deemed fit and particularly for the shares, either preferred or common, bonds, debentures, or other securities of such companies;

To do all things necessary, advantageous or suitable for the accomplishment of the objects hereabove enumerated, under the name of "William Blanchette, Limitée", with a total capital stock of forty eight thousand dollars ($48,000.00), divided into nine hundred and sixty (960) common shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, in the county of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the first day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

1264 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Laval Products, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-septième jour de février 1930, à la Compagnie "Laval Products,

Supplementary Letters Patent

"Laval Products, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the seventeenth day of February, 1930, to the company "Laval Products,

Limited", ratifiant le règlement No X de la Compagnie comme suit, savoir:

Le montant total du capital de la Compagnie sera, à l'avenir, de $100,000.00 divisé en 1,000 actions de $100.00 chacune.

Le dit capital sera émis et réparti de la façon que décideront les directeurs.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1229 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Ferme de Fourrures de Québec, Limitée.—Quebec Fur Farm, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-septième jour de février 1930, à la compagnie "La Ferme de Fourrures de Québec, Limitée—Quebec Fur Farm, Limited", ratifiant le règlement No 4 de la Compagnie comme suit, savoir:

Que le capital-actions de la Compagnie soit augmenté de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions ordinaires d'une valeur de cent dollars ($100.00) chacune, portant la capitalisation de la Compagnie, après telle augmentation, à mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf (1,899) actions ordinaires d'une valeur de cent dollars ($100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1265 ALEXANDRE DESMEULES.

"Shapray, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huitième jour de février 1930, changeant le nom de la compagnie "Fashion Shoppe, Limited", en celui de "Shapray, Inc.".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1267 ALEXANDRE DESMEULES.

Limited", ratifying by-law No. X of the company as follows, to wit:

The total amount of the capital stock of the company shall, hereafter, be $100,000.00, divided into 1,000 shares of $100.00 each.

The said capital shall be issued and allotted in the manner to be decided by the directors.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1230 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Ferme de Fourrures de Québec, Limitée.—Quebec Fur Farm, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the seventeenth day of February, 1930, to the company "La Ferme de Fourrures de Québec, Limitée—Quebec Fur Farm, Limited" ratifying by-law No. 4 of the company, as follows, to wit:

That the capital stock of the company be increased by nine hundred and ninety nine (999) common shares of a value of one hundred dollars ($100.00) each, carrying the capitalization of the company, after such increase, to eighteen hundred and ninety nine (1899) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the seventeenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1266 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Shapray, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bering date the eighteenth day of February, 1930, changing the name of the company "Fashion Shoppe, Limited", to that of "Shapray, Inc."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1268 Acting Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que Messieurs J.-H. Desrochers et autres s'adressent à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour demander la passation d'une loi incorporant la Ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de Beauceville.

Beauceville, ce 22 février 1930.

Le procureur des pétitionnaires,
1279—10-2 GUY HUDON.

Avis est par les présentes donné qu'une application sera faite à la présente session de la Législature de la province de Québec pour amender la charte de la "Quebec Labrador Railway Company" de manière à étendre à cinq ans le délai pour commencer la construction.

Québec, 20 janvier 1930.

Le secrétaire,
873—7-4 ROBERT PEEBLES KERNAN.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Messrs J. H. Desrochers and others are applying at the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act incorporating the Town of Beauceville Est and modifying the charter of Beauceville.

Beauceville, this 22nd. of February, 1930.

GUY HUDON,
1280—10-2 Attorney for Applicants.

Notice is hereby given that application will be made at the present Session of the Legislature of the Province of Quebec to amend the charter of the "Quebec Labrador Railway Company" so as to extend to five years the delay in commencing construction.

Quebec, January 20, 1930.

ROBERT PEEBLES KERNAN,
874—7-4 Secretary Treasurer.

Avis est par les présentes donné que E. B. Eddy Company, Limited, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 280 de la cité de Hull, une résolution des Commissaires d'école de la cité de Hull, en date du 18 janvier 1930, et une résolution des Syndics de la minorité dissidente de la dite cité, en date du 5 février 1930, fixant l'évaluation des propriétés de la dite compagnie.

Hull, 18 février 1930.

Le secrétaire,
1099—8-4 JOHN F. TAYLOR.

Notice is hereby given that the E. B. Eddy Company, Limited, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present session, to obtain an Act ratifying by-law No. 280 of the city of Hull and a resolution of the School Commissioners of the city of Hull, dated January 18th, 1930, and another resolution of the trustees for the dissentient minority of the said city, dated February 5th, 1930, fixing a certain valuation of the said company's properties.

Hull, February 18th, 1930.

JOHN F. TAYLOR,
1100—8-4 Secretary.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter de toute taxe municipale, à Montréal, les propriétés de "The Masonic Memorial Temple Corporation", et pour toutes autres fins.

"MASONIC MEMORIAL TEMPLE CORPORATION"

Le président,
963A—7-4 W.-L. CHIPCHASE.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the session now pending, for the passage of an Act to allow the City of Montreal to exempt the property of the "Masonic Memorial Temple Corporation", from all municipal taxes in Montreal, and for other purposes.

"MASONIC MEMORIAL TEMPLE CORPORATION"

W. L. CHIPCHASE,
964A—7-4 President.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No B-61454. Dame Eulodie Charland, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Perreault, des mêmes lieux, et dûment autorisée par jugement de cette Cour à ester en justice en séparation de biens, demanderesse; vs Joseph Perreault, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 24 février 1930.

Montréal, le 24 février 1930.

Le procureur de la demanderesse,
1297—10-4 J.-WILFRID PILON.

Province de Québec, District de Montréall, Cour Supérieure, No E-64522. Dame Annie Marcovitch, de la cité de Montréal, épouse de George Etcovitch, manufacturier, du même lieu, a institué, le troisième jour de mars 1930, une action en séparation de biens contre son mari.

Le procureur de la demanderesse,
1319—10-4 MILAN OXORN.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No F-65533. Dame Ida Troyansky, épouse commune en biens de Zelig Robinovitch, de la cité et du district de Montréal. dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Zelig Rabinovitch, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, le 4 mars 1930.

Le procureur de la demanderesse,
1321—10-4 I.-M. BOBROVE.

Province de Québec, District de Montréal, Canada, Cour Supérieure, No E-64407. Dame Bella Bentman, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Israel Solomovitch, des mêmes lieux, demanderesse; vs Israel Solomovitch, marchand, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. B-61454. Dame Eulodie Charland, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Joseph Perreault, of the same place, and duly authorized by judgment of this Court to *ester en justice* for separation as to property, Plaintiff; vs Joseph Perreault, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the Plaintiff against the Defendant, on the 24th. of February, 1930.

Montreal, February 24th., 1930.

J. WILFRID PILON,
1298—10-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. E-64522. Dame Annie Marcovitch, of the City of Montreal, wife of George Etcovitch, manufacturer, of the same place, has on March 3rd., 1930, instituted an action in separation as to property from her husband.

MILAN OXORN,
1320—10-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-65533. Dame Ida Troyansky, wife common as to property with Zelig Rabinovitch, of the City and District of Montreal, duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff; vs Zelig Rabinovitch, of the City and District of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, March 4th., 1930.

I. M. BOBROVE,
1322—10-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec District of Montreal, Canada, Superior Court, No. E-64407. Dame Bella Bentman, of the City and District of Montreal, wife common as to property with Israel Solomovitch, of the same place, plaintiff; vs Israel Solomovitch, Merchant, of the City and District of Montreal, Defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour dans cette cause.

Montréal, ce 19 février 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
1137—9-4 MEYEROVITCH & BATSHAW.

Province de Québec, district de Montréal. Dans la Cour Supérieure, No D-63269. Dame Marie Louise Gariépy, des cité et district de Montréal, épouse de Domenico Antonio Gagliardi, marchand, de la dite cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Domenico-Antonio Gagliardi, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le onzième jour de février 1930.

Montréal, le 11 février 1930.

Le procureur de la demanderesse,
1027—8-4 JEROME INTERNOSCIA.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No F-59724. Dame Sarah Weinstein, épouse commune en biens de Sam Goldstein, fabricant de gilets, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Sam Goldstein, fabricant de gilets, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation en biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de décembre 1929.

Montréal, le 13ième jour de février 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
1029—8-4 BERNSTEIN & ROHRLICK.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, Cour Supérieure, No 83. (1930). Melinda Béliveau, épouse commune en biens de Wilfrid Lizotte, de la paroisse de Saint-Wenceslas, district des Trois-Rivières, demanderesse; vs Wilfrid Lizotte, aviculteur, de la paroisse de Saint-Wenceslas, district des Trois-Rivières, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 31 janvier 1930.

Trois-Rivières, 14 février 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
1033—8-4 ROBICHON & METHOT.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No C-62349. Dame Anna Ghitla Itzic, épouse commune en biens de Moische Leib Etcovitch, manufacturier, des Cité et District de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Moische-Leib Etcovitch, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 13 février, 1930.

Montréal, le 18 février, 1930.

Le procureur de la demanderesse,
1087—8-4 MILAN OXORN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No F-65322. Dame Leah Elizabeth Levitsky, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Boris Naturman, des mêmes lieux, demanderesse; vs Boris Naturman, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, le 5 février 1930.

Le procureur de la demanderesse,
869—7-4 I. M. BOBROVE.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montreal, February 19th, 1930.

MEYEROVITCH & BATSHAW,
1138—9-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal. In the Superior Court, No. D-63269. Dame Marie Louise Gariepy, of the City and District of Montreal, wife of Domenico Antonio Gagliardi, of the said City of Montreal, merchant, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs The said Domenico Antonio Gagliardi, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause on the eleventh day of February, 1930.

Montreal, February 11th., 1930.

JEROME INTERNOSCIA,
1028—8-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-59724. Dame Sarah Weinstein, wife common as to property of Sam Goldstein, vestmaker, of the City and District of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Sam Goldstein, vest-maker, of the City and District of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 6th of December, 1929.

Montreal, February 13th., 1930.

BERNSTEIN & ROHRLICK,
1030—8-4 Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivieres, Superior Court, No. 83. (1930). Melinda Beliveau, wife common as to property of Wilfrid Lizotte, of the parish of Saint Wenceslas, District of Trois Rivieres, Plaintiff; vs Wilfrid Lizotte, poultryman, of the parish of Saint Wenceslas, District of Trois Rivieres, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 31st. of January, 1930.

Trois Rivières, February 14th., 1930.

ROBICHON & METHOT,
1034—8-4 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-62349. Dame Anna Ghitla Itzic, wife common as to property of Moische Leib Etcovitch, manufacturer, of the City and District of Montreal, duly authorized to institute this action, plaintiff; vs the said Moische Leib Etcovitch, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 13th day of February 1930.

Montreal, February 18th, 1930.

MILAN OXORN,
1088—8-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-65322. Dame Leah Elisabeth Levitsky, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Boris Naturman, of the same place, plaintiff; vs Boris Naturman, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, February 5th, 1930.

I. M. BOBROVE,
870—7-4 Attorney for Plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure No A-60427. Dame Hélène Taillon, de Montréal, épouse de Omer Gagné, a formé demande en séparation de biens contre son mari, le 19 février, 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
1103—8-5 ST-JACQUES, FILION & MORIN.

District de Montréal, Cour Supérieure, No C-62247. Rosa Crevier, de la ville Saint-Laurent, épouse de Henri Gohier, laitier, a formé demande en séparation de biens contre son mari le 29 janvier 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
875—7-4 MASSON & MASSON.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No D-63368. Dame Rose Kussner, de la cité et du district de Montréal, épouse d'Isidore Dashefsky, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué, le douzième jour de février 1930, une action en séparation de biens contre ledit Isidore Dashefsky.

Montréal, le 12ème jour de février 1930.

Les procureurs de la requérante,
947—7-4 FELS & FELS.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No A-60329. Dame Nettie Kolker, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Rother, des mêmes lieux, marchand, dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour Supérieure, en date du 7 février 1930, demanderesse; vs Joseph Rother, de la cité et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, le 7 février 1930.

Le procureur de la demanderesse,
857—7-4 A.-W. MUHLSTOCK.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-60427. Dame Hélène Taillon, of the City of Montreal, wife of Omer Gagné, has applied for separation as to property against her husband, on the 19th of February 1930.

ST-JACQUES, FILION & MORIN,
1104—8-5 Attorneys for plaintiff.

District of Montreal, Superior Court, No. C-62247. Rosa Crevier, of the town of Saint Laurent, wife of Henri Gohier, milkman, has applied for separation as to property against her husband, on the 29th of January, 1930.

MASSON & MASSON,
876—7-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. D-63368. Dame Rose Kussner, of the City and District of Montreal, wife of Isidore Dashefsky, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has on February 12th, 1930, instituted an action in separation as to property from the said Isidore Dashefsky.

Montreal, February 12th, 1930.

FELS & FELS,
948—7-4 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-60329. Dame Nettie Kolker, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Joseph Rother, of the same place, Merchant, duly Authorized to *ester en justice* by Judgment of the Superior Court on February 7th., 1930, Plaintiff; vs Joseph Rother, of the City and District of Montreal, Merchant, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted by Plaintiff against the Defendant herein.

Montreal, February 7th., 1930.

A. W. MUHLSTOCK,
858—7-4 Attorney for Plaintiff.

Assemblées

"MILLIONNAIRES CLUB, INCORPORATED".

Avis est, par les présentes, donné qu'une assemblée générale de tous les membres du "Millionnaires Club, Incorporated", aura lieu à la place d'affaires du dit Club, au No 1720 de la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal, lundi le 24 mars 1930, à huit heures du soir.

Convocation faite en vertu de l'article 73 de la Loi des Compagnies.

Montréal, le 4 mars 1930.

Les directeurs provisoires,
1271 ADRIEN ET ROMEO DOUCET.

"THE CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY."

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "The Canada and Gulf Terminal Railway Company", sera tenue à la Chambre No 50, Edifice Canada Life, 275 rue Saint-Jacques, Montréal, Qué., Mardi, le vingt-cinquième jour de mars 1930, à 3.30 P.M., aux fins de recevoir le rapport annuel de la compagnie, pour l'élection du

Meetings

"MILLIONNAIRES CLUB, INCORPORATED".

Public notice is hereby given that a General Meeting of all the Members of the "Millionnaires Club, Incorporated", will be held at the place of business of the said Club, at No. 1720 Saint Denis Street, Montreal, on Monday, the 24th. day of March, 1930, at eight o'clock, p. m.

This meeting is called in virtue of article 73 of the Companies' Act.

Montreal, March 4th., 1930.

ADRIEN AND ROMEO DOUCET,
1272 Provisional Directors.

"THE CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY".

Notice is hereby given of the Annual General Meeting of Shareholders of "The Canada and Gulf Terminal Railway Company", to be held at Room No. 50, Canada Life Building, 275 Saint James Street, Montreal, Que., on Tuesday, the twenty fifth day of March, 1930, at 3.30 P.M., for the purpose of receiving the Annual Report of the Company, the election of the Board of

bureau de direction et la transction de toutes autres affaires qui pourront être dûment soumises à l'assemblée.

Ottawa, le 26 février 1930.

Le secrétaire-trésorier,
H. A. GREEN.

1291

Directors and the transaction of any other business which may properly be brought before the Meeting.

Ottawa, 26th February, 1930.

H. A. GREEN,
Secretary-Treasurer.

1292

Avis divers

Miscellaneous Notices

"CANADIAN CORPORATIONS, LIMITED"

Extrait du Règlement No 11B

Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, augmenté de quatre à cinq.

Daté à Montréal, ce vingt-quatrième jour de février 1930.

Le secrétaire,
A.-H. LANG.

1273

"CANADIAN CORPORATIONS, LIMITED"

Extract from By-Law No. 11B

The number of Directors of this Company is hereby increased from four to five.

Dated at Montreal, this 24th day of February, 1930.

A. H. LANG,
Secretary.

1274

"RENARDIERE CAP DE LA MADELEINE, LTÉE."

Extrait du règlement No 2.

Portant le nombre des directeurs de la Compagnie à sept au lieu de cinq antérieurement.

Cap de la Madeleine, le 2 janvier 1930.

Le secrétaire,
E. FOURNIER.

1277

"RENARDIERE CAP DE LA MADELEINE, LTÉE."

Extract from by-law No. 2.

Increasing the number of directors of the company to seven instead of five previously.

Cap de la Mademeine, Janlary 2nd, 1930.

E. FOURNIER,
Secretary.

1278

"AVIS DE DEMANDE DU DÉPOT DES PLANS ET DEVIS".

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, que La Corporation Electrique de Témiscouata, 72 Côte de la Montagne, Québec, se propose de demander l'autorisation de construire et de maintenir un barrage en béton sur le cours d'eau qui borde les Lots No 405 du deuxième rang de la paroisse de Trois-Pistoles, et No 8 du rang un, de la paroisse de Saint-Eloi.

Avis est donné qu'une requête à cet effet, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ce barrage, et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministère des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au Bureau de la division d'enregistrement du comté de Témiscouata, à la Rivière-du-Loup.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle.

Québec, le 11 décembre 1929.

LA CORPORATION ELECTRIQUE DE TÉMISCOUATA.
Par C. CAMILLE LESSARD,
Président.
Requérante.

8, Geo. V, C. 68,
Formule "A".

1299—10-4

"NOTICE OF APPLICATION FOR DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS".

Notice is given to the public, pursuant to Article 7 of the Water-Course Act, that "La Corporation Electrique de Témiscouata", 72, Mountain Hill, Quebec, intends to apply for authorization to construct and maintain a concrete dam on the water-course which bounds the lots No. 405 of the second range of the Parish of Trois Pistoles and No. 8 of range one, of the Parish of Saint Eloi.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the site chosen for the construction thereof, and the lands affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of said plans and specifications has been deposited at the Registry office of the Registry Division of the County of Temiscouata, at Riviere du Loup.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the notice in the Quebec Official Gazette.

Quebec, December 11, 1929.

LA CORPORATION ELECTRIQUE DE TEMISCOUATA.
Per C. CAMILLE LESSARD,
President.
Petitioner.

8, George V, C. 68,
Form "A".

1300—10-4

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DU CONSEIL

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Edouard Biron, l'un des secrétaires de La Chambre des Notaires de la province de Québec, et le secrétaire du Conseil de la dite Chambre, que, par jugement rendu par le dit

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY OF THE COUNCIL

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, one of the Secretaries of the Board of Notaries of the Province of Quebec, and Secretary of the Council of said Board, that by a decree of the said Council, rendered at its

Conseil, à sa séance tenue en la Cité des Trois-Rivières, le vingt et un décembre dernier (1929), Joseph-Hildège Desroches, notaire, de Grand'-Mère, district des Trois-Rivières, a été suspendu pour deux années, pour s'être rendu coupable d'une offense prévue par les dispositions de l'alinéa septième de l'article 283 du Code du Notariat.

Cette suspension prendra effet le huitième jour du mois de mars prochain (1930) et se terminera le huitième jour du mois de mars mil neuf cent trente-deux (1932) ces deux jours inclus, après paiement, toutefois, par le d t Joseph-I. ildège Desroches, de tous les frais et déboursés encourus, tant par l'enquête que par le jugement et l'exécution du jugement.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt et unième jour du mois de février mil neuf cent trente.

Le secrétaire,
1141—9-2 EDOUARD BIRON.

Avis est par les présentes donné en vertu de l'art. 7 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, que "The Shawinigan Water and Power Company", de la Cité de Montréal, a l'intention de faire application pour obtenir l'autorisation de construire un développement hydro-électrique sur la Haute Rivière Saint-Maurice, au Rapide Blanc, ou dans les environs, approximativement 7 milles en amont de l'embouchure de la Rivière Trenche, dans les cantons de Tourouvre et Adams, comté de Champlain.

Avis est aussi donné qu'une requête à cet effet a été envoyée au Ministre des Terres et Forêts, accompagnée de plans et devis de cet ouvrage démontrant l'emplacement choisi pour la construction d'icelui et le terrain qui sera affecté par le refoulement de l'eau, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau des régistrateurs du Bureau d'Enregistrement de La Tuque, à La Tuque.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le jour même ou le lendemain de la date de la dernière publication de cet avis dans la Gazette Officielle de Québec.

"THE SHAWINIGAN WATER AND POWER COMPANY"
Le secrétaire,
949—7-5 JAS. WILSON.

meeting, held at the City of Three-Rivers the twenty first day of December last, (1929), Joseph Hildège Desroches, Notary, of Grand'Mère, District of Three-Rivers, has been suspended for two years, as having been found guilty of offence covered by the dispositions of alinea seventh of the article 283 of the Notarial Code.

Such suspension will take effect on the eighth day of the month of March next (1930) and will cease on the eighth day of the month o March, nineteen hundred and thirty two (1932), both days included, but subject also to the payment, by said Joseph Hildège Desroches, of all legal costs incurred by the enquiry, the judgment and the execution of said judgment.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, the twenty first day of the month of February, nineteen hundred and thirty.

EDOUARD BIRON,
1142—9-2 Secretary of the Council.

Public notice is hereby given in accordance with, Section 7 of the Water-Courses' Act, that "The Shawinigan Water and Power Company", of the City of Montreal, intends to apply for authorization to have constructed a hydro-electric development on the Upper St. Maurice River at or near Rapide Blanc, approximately 7 miles above the mouth of the Trenche River, in the Townships of Tourouvre and Adams, County of Champlain.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof and the land which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of La Tuque, at La Tuque.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

"THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY"
JAS. WILSON,
950—7-5 Secretary.

Bureaux-chef

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Colonial Advertising, Incorporated", une compagnie incorporée par Lettres Patentes de la Province de Québec, le quinzième jour de février dix-neuf cent trente, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal.

A compter et après la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant le bureau principal de la Compagnie.

Daté à Montréal, ce vingt-sixième jour de février dix-neuf cent trente.

Le secrétaire,
1275 ALINE LAJOIE.

"LA COMPAGNIE DE SPECIALITES EN EMAIL DE MONTREAL, LTEE—MONTREAL ENAMEL SPECIALTIES, LTD".

Avis est donné que "La Compagnie de Spécialités en Email de Montréal, Ltée", constituée par lettres patentes de la Province de Québec, en date du 14 janvier 1930, et ayant le siège prin-

Chief Offices

Notice is hereby given that "Colonial Advertising, Incorporated", a company incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, on the fifteenth day of February, nineteen hundred and thirty, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 1434 Saint Catherine Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this twenty sixth day of February, nineteen hundred and thirty.

ALINE LAJOIE,
1276 Secretary.

"LA COMPAGNIE DE SPECIALITES EN EMAIL DE MONTREAL, LTEE—MONTREAL ENAMEL SPECIALTIES, LTD".

Notice is hereby given that "La Compagnie de Specialités en Email de Montréal, Ltée", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the 14th of January, 1930, and

cipal de ses affaires en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au No 4395 de la rue Drolet.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingtième jour de février 1930.

LA COMPAGNIE DE SPECIALITES EN EMAIL DE MONTREAL, LTEE.
Le secrétaire-trésorier,
1301 GERALD PAQUETTE.

having its head-office in the City of Montreal, Province of Quebec, has established its Office at No. 4395, Drolet Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Dated at Montreal, this twentieth day of February, 1930.

LA COMPAGNIE DE SPECIALITES EN EMAIL DE MONTREAL, LTEE".
GERALD PAQUETTE,
1302 Secretary-Treasurer.

Chartes:—Abandon de

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Canada Trade and Commerce, Limited", corporation légalement constituée, de Montréal, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 20ième jour d'octobre 1928, s'adressera immédiatement au Secrétaire provincial de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte, en vertu de la section 25 de la Loi des Compagnies,S.R.Q., chapitre 223.

Montréal, le 3 mars 1930.
Les procureurs de la requérante,
1293 MANN & MACKINNON.

"PORTNEUF POWER COMPANY."

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Portneuf Power Company", s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la section 25 de la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, le 2 mars 1930.
Le secrétaire,
1295 JAMES WILSON.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-Gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Corporation des Services Publics, Limitée—Public Services Corporation, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour de juillet 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour de mars 1930, la compagnie "La Corporation des Services Publics, Limitée—Public Services Corporation, Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1315 ALEXANDRE DESMEULES.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that "Canada Trade and Commerce, Limited", a body corporate of Montreal, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec bearing date the 20th day of October, 1928, will forthwith make application to the Provincial Secretary of Quebec for the surrender and cancellation of its Charter, under the authority of section 25 of the Companies Act, R.S.Q., Chapter 223.

Montreal, 3rd March, 1930.
MANN & MACKINNON,
1294 Attorneys for applicant.

"PORTNEUF POWER COMPANY."

Notice is hereby given that "Portneuf Power Company" will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter for cancellation, under the provisions of Section 25 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, March 3, 1930.
JAMES WILSON,
1296 Secretary.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Corporation des Services Publics, Limitée—Public Services Corporation, Limited", icorporated by Letters Patent dated the twentieth day of July, 1928,

Notice is also given that from and after the first day of March, 1930, the company "La Corporation des Services Publics, Limitée—Public Services Corporation, Limited" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1316 Acting Assistant Provincial Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

La Compagnie "The Huronian Belt Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

Company authorized to do business

"The Huronian Belt Company, Limited", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Québec, à "Canadian Bank of Commerce Building", 70 rue Saint-Paul.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Paul Taschereau, C. R., de Québec.

Québec, 14 février 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1269 ALEXANDRE DESMEULES.

Its principal place of business, in the Province, is at Quebec, at the Canadian Bank of Commerce Building, 70, Saint Paul Street.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Paul Taschereau, K. C., of Quebec.

Quebec, February 14th, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1270 Acting Assistant Provicial Secretary.

ERRATUM

RE: "UNITED CEMETERY COMPANY OF CHATEAUGUAY".

A la page 188 de la Gazette Officielle de Québec, du 18 janvier 1930, No 3, septième paragraphe, lisez: La majorité des membres de la dite corporation au lieu de: Les membres de la dite corporation. 1313

ERRATUM

RE: "UNITED CEMETERY COMPANY OF CHATEAUGUAY".

On page 188 of the Quebec Official Gazette of the 18th. of January, 1930, No. 3, seventh paragraph, read: The majority of the Members of the said corporation instead of : The members of the said Corporation. 1314

Ratification de titres

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. Louis-Joseph Boileau, notaire, de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, district de Montréal, requérant.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal, un acte passé devant Maitre J.-Emile Boileau, notaire, le 30 septembre 1929, acte enregistré par sommaire au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, le 21 octobre 1929, sous le numéro 227137, acte par lequel:

Dame Régina Saint-Denis, de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, épouse de Wilfrid Meloche, comptable, de la cité de Verdun, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, ont vendu au dit L.-J. Boileau, le requérant ci-dessus mentionné, les immeubles suivants, savoir:

Un emplacement situé dans la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, au coin des rues Saint-Jean-Baptiste et Saint-Thomas, et composé:

1. Du lot de terre portant le numéro cent cinquante-huit au plan et sur le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Ile—avec les bâtisses;

2. D'un autre lot de terre faisant partie du lot numéro cent cinquante-neuf au plan et sur le livre de renvoi officiels susdits, mesurant environ seize pieds de largeur sur quarante pieds de profondeur, et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, tenant en front à la rue Saint-Thomas, en arrière à Pierre Lamarche ou représentants, d'un côté à Aimé Crevier, et de l'autre côté au terrain ci-dessus décrit—avec les bâtisses, la désignation y mentionnée ayant été corrigée suivant acte devant J.-A.-Emile Boileau, notaire, le 25 novembre 1929, le dit acte enregistré le 28 novembre 1929, sous le numéro 231022.

Lesquels immeubles ont été possédés pendant au delà des trois dernières années par la dite Dame Régina Saint-Denis & Vir et votre requé-

Confirmation of titles

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. Louis Joseph Boileau, Notary, of the Town of Sainte Anne de Bellevue, District of Montreal, Applicant.

Notice is hereby given that there has been deposited in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal, a deed of sale executed before J.-A. Emile Boileau, Notary, on the 30th. of September, 1929, which deed was registered in the registry office of the Registration division of Montreal by memorial, on the 21st. of October, 1929, under the number 227137, deed by which:

Dame Regina Saint Denis, of the Town of Sainte Anne de Bellevue, wife of Wilfrid Meloche, accountant, of the City of Verdun, and the said Wilfrid Meloche in his personal name and to authorize his said wife, have sold to the said Louis Joseph Boileau, the hereinabove mentioned applicant, the following immovables, to wit:

An emplacement situated in the Town of Sainte Anne de Bellevue, at the corner of Saint Jean Baptiste and Saint Thomas Streets and composed of:

1. A piece of land bearing the number one hundred and fifty-eight on the official plan and on the books of reference of the parish of Sainte Anne du Bout de l'Ile—with the buildings, and;

2. Another piece of land being a part of the lot bearing the number one hundred and fifty-nine on the said official plan and book of reference, measuring about sixteen feet in width by forty feet in depth, more or less, English measure, without any warranty as to precise measurements, bounded in front by Saint Thomas Street, in rear by Mr. Pierre Lamarche or representatives, on one side by Aime Crevier and on the other side by the above mentioned lot—with the buildings, the designation above mentioned having been corrected by an act passed before J. A. Emile Boileau, Notary, on November, 25th., 1929, and registered on November 28th., 1929, under number 231022.

Which immovables have been owned for over the last three years by the said Dame Regina Saint Denis & VIR, and your applicant himself;

rant lui-même; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel il a été acquis par le dit L.-J. Boileau, autres que ceux ci-dessous désignés:

1. Rente annuelle de $1.00 suivant donation par Catherine Ryan, veuve de Jules Tremblay à Edmond Jules Tremblay, son fils, 19 janvier 1903, L.-J. Boileau, notaire; la dite rente ayant été transportée à Henri Schetagne suivant quittance passée à Montréal, le 13 juillet 1905, A.-Z. Gratton, notaire.

2. Obligation consentie le 12 juin 1920, par Mademoiselle Régina Saint-Denis, à Régis Lamarche, L.-J. Boileau, notaire, pour une somme de $1,500.00 et $200.00 pour les accessoires.

Sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour, le 14ème jour d'avril 1930, une demande de ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du Code de Procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signaler leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit Protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi, elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 14 février 1930.

C.-E. SAUVE,
D. P. C. S.

1037—8-2

and any persons claiming to have any privileges or hypothecs on the said immovables taking rank before the registration of the said deed by which it has been acquired by the said L. J. Boileau, others than those hereunder designed:

1. Annuity of $1.00 according to an act of donation by Catherine Ryan, widow of Jules Tremblay, to her son, Jules Edmond Tremblay, January 19th., 1903, Notary L. J. Boileau; the said annuity having been transferred to Henri Schetagne according to an act of discharge passed at Montreal, the 13th. of July, 1905, Notary A. Z. Gratton;

2. Obligation passed on the 12th. of June, 1920, by Miss Regina Saint Denis to Regis Lamarche, Notary L. J. Boileau, for the amount of $1,500.00 and $200.00 for the accessories.

Are notified that application for confirmation for title will be made to the said Court, on the 14th. of April, 1930; and unless their claim is of such a nature that the registrar is bound, by the terms of the Code of Civil Procedure, to mention same in his certificate to be fyled in such a case, they are hereby notified to declare their opposition in writing and to file same at the office of the said prothonotary within the six days from the said date, in default whereof they shall be forever foreclosed of the right to file same.

Montreal, February 13th., 1930.

C. E. SAUVE,
D. P. S. C.

1038—8-2

Vente—Loi de faillite

Province de Québec, District de Montréal, No 17, Cour Supérieure (en faillite). Dans l'affaire de Laurentian Charcoal & Lumber, Ltd, Nominingue, comté de Labelle, Québec, cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

Les lots 1*a*, 1*b*, 2*a*, 2*b*, 3*a*, 3*b*, 4*a*, 4*b* et 5 du quatrième rang du canton Loranger, dans le comté de Labelle, et les îles 94–95 et 96 sur le Lac-des-Iles, canton Loranger, dans le comté de Labelle—avec les bâtisses dessus érigées et moins les parties de lots déjà vendues,

Seront vendus à l'enchère, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite, rendu le 25ième jour de février 1930, suivant les dispositions de la Loi des faillites, articles 45 et suivants, pour que la dite vente ait l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Nominingue, district de Terrebonne, le DOUZIEME jour d'AVRIL 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Condition de paiement: Argent comptant.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Les syndics,
CHARETTE & LABELLE.

Montréal, le 3 mars 1930.

Bureau: Ch. 41, Edifice "La Sauvegarde",
152 est, rue Notre-Dame,
Montréal, Tél. Harb. 4373. 1303—10-2

Sale—Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, No. 17, Superior Court, (In Bankruptcy). In the matter of: Laurentian Charcoal & Lumber, Ltd., Nominingue, County of Labelle, Quebec, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that the immovables designated as follows:

Lots 1*a*, 1*b*, 2*a*, 2*b*, 3*a*, 3*b*, 4*a*, 4*b*, and 5 in the fourth range of the township of Loranger, in the County of Labelle, and islands 94–95 and 96 on Lac des Iles, Township of Loranger, County of Labelle—with the buildings thereon erected and minus the parts of lots already sold.

Will be sold at auction, in virtue of a judgment of the Superior Court, bankruptcy division, rendered the 25th. day of February, 1930, according to the provisions of the Bankruptcy Act, articles 45 and following, that the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale, at the parochial church door of Nominingue, District of Terrebonne, on the TWELFTH day of APRIL, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: Cash.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

CHARETTE & LABELLE,
Trustees.

Montreal, March 3, 1930.

Office: Room 41, "La Sauvegarde" Building,
152 East, Notre Dame Street,
Montreal, Tel. Harb. 4373. 1304—10-2

Ventes par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 17ième jour de février, 1930, dans une cause portant le No B-55692 des dossiers de la Cour Supérieure, dans laquelle Dame Marie-Ida-Marguerite-Jehanne Carignan, de la cité de Westmount, district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de James Megan, ingénieur, du même lieu, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, est demanderesse; et William McEniry, Ellen Maria McEniry, fille majeure et usant de ses droits, Charles Edward McEniry, tous trois de Cornwall, Province d'Ontario; Michael McEniry, de Niagara Falls, province d'Ontario, Margaret McEniry, de O'Neil, état du Nébraska, un des Etats-Unis de l'Amérique, épouse séparée de biens de Michael Francis G. Harrington, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, Winnifride McEniry, de O'Neil, État du Nébraska, un des États-Unis de l'Amérique, épouse séparée de biens de James Patrick Gallagher, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, Mary Margaret Croke-McEniry, de la ville de Montréal-Ouest, district de Montréal, veuve de Hugh *alias* Francis McEniry, en son vivant de la cité et du district de Montréal, Margaret Loretto McEniry, fille majeure et usant de ses droits, Mary Lilian McEniry, fille majeure et usant de ses droits, Mary-Ann McEniry, fille majeure et usant de ses droits, ces trois dernières de la cité de Montréal, district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir:

Un lot de terre portant le No 757 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue Saint-Joseph, dans la cité de Lachine—avec bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 200 et 202 de ladite rue Saint-Joseph.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIEME jour d'AVRIL, 1930, à DIX HEURES ET DEMIE, A. M., cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, chambre 31, ou dans toute autre chambre que l'Honorable Juge désignera; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans la cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au noins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 26 février 1930.

Les procureurs de la demanderesse,

1281—10-2 PELLETIER & SYLVESTRE.

Province de Québec, District de Richelieu, Cour Supérieure, No 8184.

Avis public est, par les présentes, donné par et en vertu du jugement de la Cour Supérieure, dans le district de Richelieu, siégeant à Sorel, le 22 février 1930, dans une cause dans laquelle

Sales by licitation

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered the 17th day of February, 1930, in a cause bearing No. B-55692 of the records of the Superior Court, wherein Dame Marie Ida Marguerite Jehanne Carignan, of the city of Westmount, district of Montreal, wife contractually separate as to property of James Megan, engineer, of the same place, and the latter a party herein to authorize his said wife, is plaintiff; and William McEniry, Ellen Maria McEniry, spinster in the full exercise of her rights, Charles Edward McEniry, all three of Cornwall, Province of Ontario; Michael McEniry, of Niagara Falls, Province of Ontario, Margaret McEniry, of O'Neil, State of Nebraska, one of the United States of America, wife separate as to property of Michael Francis G. Harrington, of the same place, and the letter to authorize his said wife for the purposes hereof, Winnifride McEniry, of O'Neil, State of Nebraska, one of the United States of America, wife separate as to property of James Patrick Gallagher, of the same place, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, Mary Margaret Croke-McEniry, of the town of Montreal-West, district of Montreal, widow of Hugh, *alias* Francis McEniry, in his lifetime of the City and district of Montreal, Margaret Loretto McEniry, spinster in the full exercise of her rights, Mary Lilian McEniry, spinster in the full exercise of her rights, Mary Ann McEniry, spinster in the full exercise of her rights, the three latter of the city of Montreal, are defendants, ordering the licitation of an immoveable designated as follows, to wit:

A lot of land bearing No. 757 on the plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on Saint Joseph Street, in the city of Lachine—with the buildings thereon erected and bearing civic numbers 200 and 202 of the said Saint Joseph Street.

The immoveable property hereabove designated will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTEENTH day of APRIL, 1930, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the court room of the Court House in Montreal, room 31, or in such other room that may be designated by the Honourable Justice, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby ilimited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, February 26th, 1930.

PELLETIER & SYLVESTRE,

1282—10-2 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Richelieu, Superior Court, No. 8184.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, in the District of Richelieu, sitting at Sorel, the 22nd. of February, 1930, in a cause wherein Dame

Dame Théotise Ethier, veuve de feu Jean-Baptiste Beaudreau, en son vivant, cultivateur, de Southbridge, dans l'état du Massachussetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, est la demanderesse; et Dame Philomène Ethier, veuve de feu Antoine Saint-Martin, en son vivant, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Victoire, district de Richelieu, est la défenderesse, et Les Héritiers de Paul Ethier, en son vivant, cultivateur, de la paroisse de Saint-Ours, de Marie Ethier, épouse de feu Alexis Lemoine, en son vivant, cultivateur, de Sainte-Victoire, de Dame Victoire Ethier, épouse de feu Charles Cournoyer, en son vivant, cultivateur, du même lieu, et de Dame Délima Ethier, épouse de feu Joseph Dufault, en son vivant de Southbridge, dans l'état du Massachussetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et de Dame Catherine Letendre, épouse de feu François Ethier, en son vivant, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Victoire, sont les mis-en-cause, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

Le lot de terre portant le numéro trois cent soixante-huit (No 368) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Victoire—avec bâtisses y érigées, à distraire du dit lot la partie d'icelui appartenant à Philippe Marchand.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, (1930), Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, à Sorel, à DIX heures de l'avant midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elle seront forcloses du droit de le faire.

Sorel, 26 février 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
1283—10-2 P.-N. PONTBRIANT.

Province de Québec. district de Montréal, Cour Supérieure, No 31685.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 10 février 1930, dans une cause dans laquelle Dame Mary Watson Cameron, épouse séparée de biens de Edward Sweeting, des cité et district de Montréal, secrétaire; et ledit Edward Sweeting pour autoriser sa dite épouse de comparaître et plaider, sont demandeurs; et Alexandre Wilkieson Cameron, des cité et district de Montréal, gérant; Peter Cameron, des cité et district de Montréal, surintendant; Angus Cameron, des cité et district de Montréal, machiniste, Neil Cameron, des cité et district de Montréal, briquetier, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles suivants: Extension,

Un emplacement situé dans Park Avenue maintenant connu comme Outremont Nord, ayant front sur la rue Durocher, anciennement rue Verville, et plus particulièrement composé des lots numéros 917, 918, 919, 920 sur le plan officiel du lot No 638 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Laurent.

Theotise Ethier, widow of the late Jean Baptiste Beaudreau, in his lifetime, farmer, of Southbridge, in the State of Massachussetts, one of the United States of America, is Plaintiff; and Dame Philomene Ethier, widow of the late Antoine Saint Martin, in his lifetime, farmer, of the Parish of Sainte Victoire, District of Richelieu, is Defendant, and the heirs of Paul Ethier, in his lifetime, farmer, of the Parish of Saint Ours, of Marie Ethier, wife of the late Alexis Lemoine, in his lifetime, farmer, of Sainte Victoire, of Dame Victoire Ethier, wife of the late Charles Cournoyer, in his lifetime, farmer, of the same place, and Dame Delima Ethier, wife of the late Joseph Dufault, in his lifetime of Southbridge, in the State of Massachussetts, one of the United States of America, and Dame Catherine Letendre, wife of the late François Ethier, in his lifetime, farmer, of the Parish of Sainte Victoire, are the *mis en cause*, ordering the licitation of the following immoveable, to wit:

The lot of land bearing number three hundred and sixty eight (No. 368) on the official cadastre of the Parish of Sainte Victoire—with the buildings thereon erected, to be deducted from the said lot the part thereof belonging to Philippe Marchand.

The immovable hereinabove designated shall be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder, on the TWELFTH of APRIL next, (1930), sitting the Court, in the Court Room of the Court House, at Sorel, at TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Sorel, February 26th., 1930.

P. N. PONTBRIAND,
1284—10-2 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 31685.

Notice is hereby given that under and by virtue of judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, on the 10th of February, 1930, in a cause in which Dame Mary Watson Cameron, wife separate as to property of Edward Sweeting, of the City and District of Montreal, secretary; and the said Edward Sweeting, to authorize his said wife to appear and plead in this behalf, are plaintiffs; and Alexander Wilkieson Cameron, of the City and District of Montreal, manager; Peter Cameron, of the city and district of Montreal, superintendent; Angus Cameron, of the city and district of Montreal, machinist; Neil Cameron, of the city and district of Montreal, bricklayer, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows: Extension,

A certain emplacement situate in Park Avenue, now known as Outremont North, fronting on Durocher Street, formerly known as Verville Street, and more particularly composed of lots numbers nine hundred and seventeen, nine hundred and eighteen, nine hundred and nineteen and nine hundred and twenty on the official subdivision of lot number 638, on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent.

Un autre emplacement situé dans Outremont Nord et ayant front sur la rue Durocher, anciennement connue comme rue Verville, et plus particulièrement connu comme lot No 288 de la subdivision du lot No 638 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Laurent — avec les bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 3267 et 3269 rue Verville (Durocher).

Un autre emplacement ayant front sur la rue Durocher anciennement rue Verville, dans Outremont Nord, en la cité de Montréal, connu comme lots 591 et 592 de la subdivision du lot No 638, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant ledit emplacement cinquante-deux pieds en largeur par quatre-vingt-douze piéds en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, SAMEDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL 1930, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, en la salle d'audience No 31 ou en toute autre salle que le président du tribunal pourra là et alors fixer, au Palais de Justice des cité et district de Montréal, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; toute opposition à fin d'annuler, à fin de charges ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 3 mars 1930.

Les procureurs de la requérante,

1323—10–2 CALDER, PENVERN & DUCKETT.

Another emplacement situate in Outremont North and fronting on Durocher Street, formerly known as Verville Street, more particularly known as lot number 288 of subdivision of lot number 638 on the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent—together with the buildings thereon erected bearing civic numbers 3267 and 3269 Verville (Durocher) Street.

Another emplacement fronting on Durocher Street, formerly Verville Street, in Outremont North, in the City of Montreal, known as lots numbers 591 and 592 of subdivision of lot No. 638 on the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, measuring said emplacement fifty two feet in width by ninety two feet in depth, English measure, more or less.

The properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on SATURDAY, the TWELFTH day of ARPIL, 1930, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon, sitting Court, in the Court Room No. 31 or in any other room there and then fixed by the judge presiding the Court, in the Court House, in the City and District of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 3rd March, 1930.

CALDER, PENVERN & DUCKETT,

1324—10–2 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure, No 2400.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, le 9 décembre 1929, dans une cause dans laquelle Anselme Léger, médecin, de la cité et du district de Montréal, est demandeur, et Delle Gabrielle Belair, fille majeure, de la cité et du district de Montréal, et Théobald Brunelle, garagiste, de Saint-Eustache, district de Terrebonne, sont défendeurs, et Paul Belair, photographe, et Fred. Belair, tous deux de la cité et du district de Montréal, sont mis-en-cause, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir:

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Eustache, sous le numéro deux, subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante-six de la paroisse de Saint-Eustache (2–56)—avec bâtisses dessus érigées.

Le dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS 1930, à ONZE heures, à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge où à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 2400.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint Jerome, in the District of Terrebonne, the 9th. of December, 1929, in a cause in which Anselme Leger, Physician, of the City and District of Montreal, is Plaintiff; and Delle Gabrielle Belair, spinster, of the City and District of Montreal, and Theobald Brunelle, garage owner, of Saint-Eustache, District of Terrebonne, are Defendants; and Paul Belair, photographer, and Fred Belair, both of the City and District of Montreal, are *mis en cause*, ordering the licitation of an immovable designated as follows, to wit:

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Eustache, under number two, official subdivision of primitive lot number fifty six of the parish of Saint Eustache (2–56)—with the buildings thereon erected.

The said immovable shall be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY NINTH day of MARCH 1930, at ELEVEN o'clock, at the Catholic church door of the parish of Saint Eustache, in the County of Two Mountains, District of Terrebonne, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at

fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Que par jugement de cette cour en date du 17 février 1930, ordre a été donné au protonotaire de cette cour de procéder à la vente dudit immeuble, à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne.

Montréal, le 13 février 1930.

Le procureur du demandeur,

1041—8-2 GUSTAVE ADAM.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, numéro 50660.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 17 février 1930, dans une cause où "Industrial Loan & Investment Corporation", corps politique et incorporé, dûment incorporé suivant la loi et ayant sa principale place d'affaires dans la Cité et le District de Montréal, est demanderesse; et Bernard Mendels, gentilhomme, des cité et district de Montréal, Dame Minnie Mendels, épouse séparée de biens de M. J. Singer, avocat, de la ville de Toronto, dans la province d'Ontario, et ledit M. J. Singer, pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, David Mendels, gentilhomme, de la ville de Toronto, dans la province d'Ontario, et Hyman M. Mendels, gentilhomme, de la cité de Brooklyn, Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, tant personnellement qu'en leur qualité de légataires universels à la Succession d'Isaac Mendels, et tant personnellement qu'en leur qualité d'héritiers en droit à la Succession *Ab intestat* de feu Harry Mendels, en son vivant gentilhomme, de la ville de Toronto, Province d'Ontario, sont défendeurs, et "Royal Trust Company", corps politique et incorporé, dûment incorporé suivant la loi et ayant sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, en sa qualité de seule exécutrice survivante en vertu du testament de Isaac Mendels, en date du 29 octobre 1909, devant J.-F. Reddy, notaire public, mise-en-cause, et Télesphore Brassard, en sa qualité de régistraire de la Division d'enregistrement de Montréal, deuxième mis-en-cause, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant:

Un certain lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, dans la cité et le district de Montréal, et connu et désigné comme étant le numéro cinquante-sept (57) aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 53, Craig Est, et 905 et 907 de la rue Saint-Dominique.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le TROISIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, en la salle d'audience No 31 ou en toute autre salle que le président du tribunal pourra là et alors fixer, au Palais de Justice des cité et district de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protono-

least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

That by judgment of the said Court dated the 17th of February, 1930, order was given the Prothonotary of the said Court to proceed with the sale of the said immovable at the Catholic church door of the parish of Saint Eustache, in the county of Two Mountains, district of Terrebonne.

Montreal, February 13th., 1930.

GUSTAVE ADAM,

1042—8-2 Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No 50660.

Notice are given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 17th of February, 1930, in a cause in which "Industrial Loan & Investment Corporation", a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, is plaintiff; and Bernard Mendels, gentleman, of the city and district of Montreal, Dame Minnie Mendels, wife separate as to property of M. J. Singer, barrister, of the city of Toronto, in the Province of Ontario, and the aforesaid M. J. Singer, to authorize and assist his wife to these presents, David Mendels, gentleman, of the city of Toronto, in the Province of Ontario, and Hyman M. Mendels, gentleman, of the city of Brooklyn, in the State of New-York, one of the United States of America, as well personally as in their quality of universel residuary legatees of the Estate of Isaac Mendels, and also as well personally as in their quality of Heirs at Law of the *Ab intestat* Succession of the Late Harry Mendels, in his lifetime gentleman, of the city of Toronto, in the Province of Ontario, are defendants; and "The Royal Trust Company", a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, in its quality as sole surviving executor under the Last Will and Testament of Isaac Mendels, passed on the 29th of October, 1909, before J. F. Reddy, N.P., and colleague, first *mis-en-cause*, and Telesphore Brassard, in his quality as registrar of the Registration Division of Montreal, second *mis-en-cause*, ordering the licitation of certain immoveables described as follows:

That certain lot of land situate in the St. Louis Ward, of the city and district of Montreal, and known and designated as lot No. fifty seven (57) upon the official plan and book of reference of the St. Louis Ward—with the buildings thereon erected and bearing civic numbers 53 Craig St. East, and 905 and 907 St. Dominique Street.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on THURSDAY, the THIRD day of APRIL 1930, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon, sitting Court, in the Court Room No. 31, or in any other room there and then fixed by the judge presiding the Court, in the Court House, in the City and District of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the pro-

taire de ladite Cour; toute opposition à fin d'annuler, à fin de charges ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 24 février 1930.

Le procureur de la demanderesse,
L.-K. FREEDMAN.

1147—9-2

thonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

Montreal, February 24th, 1930.

L. K. FREEDMAN,
Attorney for plaintiff.

1148—9-2

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUEBEC

VILLE LAVAL DES RAPIDES

COMTE DE LAVAL

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues par encan public dans la chambre du Conseil, à l'Hôtel de Ville de la Ville Laval des Rapides, LUNDI le VINGT-QUATRIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes mentionnées et les frais, à savoir: Taxes générales spéciales, égouts, taxe de l'eau, intérêts, frais, etc., à moins qu'ils ne soient payés avant la vente.

Sale for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC

TOWN OF LAVAL DES RAPIDES

COUNTY OF LAVAL

Public notice is hereby given that the properties hereunder described will be sold by Public Auction in the Council Room of the City-Hall of the Town of Laval des Rapides, MONDAY, the TWENTY FOURTH day of MARCH, one thousand nine hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon, in default of the payment of taxes as mentioned and the costs, viz: General taxes, special taxes, sewers, water tax, interest, costs, etc., unless paid before the sale.

No de cédule — Schedule No.	Quartier — Ward	Cadastre No. Subd. — Paroisse Saint-Martin Parish	Rue et Nos de rue — Street and St. Nos.	Propriétaires cotisés — Lots — Assessed Proprietors	Montants réclamés — Amounts claimed
3	241-31, 32		Blvd Girard	Lots Ernest Jasmin	$28.90
4		241-38 à-to 41	" "	Lots Ernest Jasmin	54.92
5		241-54 à-to 56	" "	Lots Madame Yvonne Myre	21.97
6		241-57	" "	Lot Lauréat Greffard	10.16
7		241-73	" "	Lot Rodolphe Larocque	6.07
8		241-111, 112	" "	Lots Robert DeVaux	45.99
9		241-118 à-to 125	" "	Lots Robert DeVaux	26.55
10		241-156, 157	" "	Lots Rodolphe Larocque	14.72
11		241-191 à-to 201	" "	Lots Ernest Jasmin	151.06
12		241-202 à-to 204	Blvd des Prairies, Bât-Building	Lots Ernest Jasmin	264.97
14	Centre	256-21	Ave du Parc	Lot J.-B. Décarie	26.83
17		256-345, 346	Pacifique	Lots Ernest Latour	17.91
19		256-459 à-to 463	"	Lots Edouard Jutras dit Lecavalier	43.26
20		256-470	"	Lot Succ.-Est. David Vanier	17.56

Donné sous mon seing et le sceau de la Ville Laval des Rapides, à Ville Laval des Rapides, ce 26ième jour du mois de février mil neuf cent trente.

Le greffier,
J.-A. PAQUETTE.

1189—9-2

Given under my signature and the seal of the Town of Laval des Rapides, this twenty sixth day of February, one thousand nine hundred and thirty.

J. A. PAQUETTE,
City-Clerk.

1190—9-2

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

No 86. J.-ELZEAR JACOB, commerçant, de Saint-Narcisse, P. Q., demandeur; vs JOS.-F. BROUILLETTE, ci-devant du même lieu et maintenant de La Reine, P. Q., défendeur, à savoir:

Comme appartenant audit défendeur, la moitié (½) est du lot de terre portant le No huit (8) et le lot de terre portant le No neuf (9) du rang No un (1) du cadastre officiel pour le canton Desmeloizes—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La Reine, MARDI, le HUITIEME jour d'AVRIL en l'année mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 3 mars 1930.
[Première publication, 8 mars 1930]
1325—10-2

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 1748. WILFRID TRUDEL, prospecteur, d'Amos, demandeur; vs L'ETOILE D'OR, LIMITEE, de Québec, P.Q., défenderesse, à savoir:

Comme appartenant au dit demandeur, le lot de terre portant le No dix-sept (17) du bloc No vingt-deux (22) du cadastre officiel de la ville d'Amos—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Amos, MARDI, le DIX-HUITIEME jour du mois de MARS en l'année mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 10 février, 1930. 933—7-2
[Première publication, 15 février, 1930]

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

No. 86. J. ELZEAR JACOB, trader, of Saint Narcisse, P. Q., plaintiff; vs JOS F. BROUILLETTE, heretofore of the same place and now of La Reine, P.Q., defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the East half (½) of the lot of land bearing number eight (8) and the lot of land bearing number nine (9) of range number one (1) on the official cadastre for the township of Desmeloizes—with buildings circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Reine, on TUESDAY, the EIGHTH day of APRIL, in the year nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, March 3, 1930.
[First publication, March 8, 1930]
1326—10-2

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 1748. WILFRID TRUDEL, prospector, of Amos, plaintiff; vs L'ETOILE D'OR, LIMITEE, of Quebec, P. Q., defendant, to wit:

As belonging to the said plaintiff, the lot of land bearing number seventeen (17) of block number twenty two (22) on the official cadastre for the town of Amos—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Amos, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of MARCH in the year nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, February 10, 1930. 934—7-2
[First publication, February 15th, 1930]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 11-566. DAME MARIE-ALINE DOYON, demanderesse; contre DOMINIQUE GILBERT, défendeur.

1. Un terrain ou emplacement à Saint-François, Beauce, étant le numéro (8) huit du cadastre de Saint-François-de-Beauce—avec bâtisses, circonstances et dépendances, appartenant audit Absolon Gilbert par la vente que lui a consentie Louis-Odée Poulin, devant P.-A. Angers, N.P., le 15 décembre 1926, enregistrée à Beauce, sous le numéro 101367;

2. Une terre contenant environ trois arpents de front sur la profondeur du rang Saint-Jean, étant le lot numéro mille trente-six-"A" du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce; tenant au sud-est à la succession John

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 11-566. DAME MARIE ALINE DOYON, Plaintiff; against DOMINIQUE GILBERT, Defendant.

1. A lot of land or emplacement at Saint François de Beauce, being number eight (8) on the official cadastre of Saint François de Beauce—with the buildings, circumstances and dependencies, belonging to the said Absolon Gilbert by the sale made to him by Louis Odée Poulin, before P. A. Angers, N.P., the 15th of December, 1926, registered at Beauce, under number 101367;

2. A farm measuring about three arpents in front by the depth of range Saint Jean, being lot number one thousand and thirty six "A" on the official cadastre of the parish of Saint-Joseph de Beauce; bounded on the southeast by the estate

Breaky, et au nord-ouest à Luc Gilbert, fils de Lambert Gilbert, représentant ce dernier;

3. Un certain terrain ou emplacement en le village de Saint-Joseph-de-Beauce—avec les bâtisses dessus construites, et maintenant connu comme étant le numéro six cent seize-A (616-A) du cadastre de Saint-Joseph-de-Beauce, borné au nord-est à la rue du dépôt, telle qu'elle est située actuellement, le tout suivant le procès-verbal de bornage dressé par l'arpenteur Garneau, dans le cours du mois de juin mil neuf cent vingt-quatre.

Pour être vendus, l'item (No 1) numéro un à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain 1930, à UNE heure de l'après-midi.

L'item numéro deux (2) à la porte de l'église de Saint-Joseph, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et l'item numéro trois (3) au bureau du shérif, au palais de justice aussi à Saint-Joseph, Beauce, le NEUVIEME jour d'Avril prochain, à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 28 février 1930.
[Première publication, 8 mars 1930]
1285—10-2

of John Breakey and on the northwest by Luc Gilbert, son of Lambert Gilbert representing the latter;

3. A certain lot of land or emplacement in the village of Saint Joseph de Beauce—with the buildings thereon erected, and now known as being number six huundred and sixteen-A (616-A) on the cadastre of Saint Joseph de Beauce, bounded on the northeast by the street of the station, such as it is now situated, the whole according to the boundary minutes drawn by the surveyor Garneau, in the course of the month of June, one thousand nine hundred and twenty four.

To be sold item (No. 1) number one at the door of the church of the parish of Saint François, the EIGHTH day of APRIL next, 1930, at ONE o'clock in the afternoon.

Item number two (2) at the door of the church of Saint Joseph, the NINTH day of APRIL next; at TEN o'clock in the forenoon and Item number three (3) at the office of the sheriff, at the Court House, also at Saint Joseph, Beauce, the NINTH day of APRIL next, at HALF PAST TEN in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office. Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, February 28, 1930.
[First publication, March 8, 1930]
1286—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 11.507. FRANÇOIS VACHON, demandeur ; contre THOMAS GRENIER, défendeur.

Les lots numéros quatre cent trente-sept et quatre cent trente-huit (437 et 438) du cadastre du canton de Guayhurst—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Samuel, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain, 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, le 8 février 1930.
[Première publication, le 15 février 1930]
891—7-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 11.507. FRANÇOIS VACHON, Plaintiff; against THOMAS GRENIER, Defendant.

The lots numbers four hundred and thirty seven and four hundred and thirty eight (437 and 438) on the official cadastre for the township of Guayhurst—with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the Parish of Saint Samuel on the EIGHTEENTH of MARCH next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, February 8, 1930.
[First publication, February 15th., 1930]
892—7-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, No 326. VALMORE SANTERRE, demandeur ; vs THE RICHFORD NATIONAL BANK ET AL, defendeurs, et JULES COTÉ, curateur au délaissement.

Comme appartenant aux défendeurs:

1. Cette partie du lot numéro soixante et trois (63), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Dunham, dans le district de Bedford, à être détachée de la partie est du dit lot, bornée et décrite comme suit: à l'ouest par le chemin public conduisant de Scotsmore à Dunbro; au nord par le chemin conduisant de Scotsmore à West Brome; à l'est par un autre chemin public sur la ligne de division du dit canton, et par la ligne de division ouest du lot numéro 64 du même canton, et au sud par la ligne sud du dit lot numéro 63, et la ligne nord du dit lot numéro 64, contenant, la dite

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, No. 326. VALMORE SANTERRE, Plaintiff; vs THE RICHFORD NATIONAL BANK ET AL, Defendants; and JULES COTE, Curator to the surrender.

As belonging to Defendants:

1. That part of lot number sixty three (63) on the official plan and book of reference for the township of Dunham, in the District of Bedford, to be detached from the East part of said lot, bounded and described as follows: on the West by the public Road leading from Scotsmore to Dunbro; on the North by the Road leading from Scotsmore to West Brome; on the East by another public Road on the division line of the said township, and by the division line West of lot number 64 of same township, and on the South by the line South of said lot number 63,

partie du lot numéro soixante-trois, trente-deux acres de terre, plus ou moins, telle qu'acquise en vertu d'un acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement pour le comté de Missisquoi, sous le numéro 40944—avec circonstances et dépendances.

2. Le lot numéro cent trente et un (131) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Dunham, dans le dit district de Bedford—avec les bâtisses dessus érigées et les dépendances y attenant; le dit numéro contenant environ 17 acres de terre en superficie, plus ou moins.

3. Le lot numéro soixante et deux (62), des plan et livres de renvoi officiels du cadastre officiel du dit canton de Dunham,—avec les bâtisses dessus construites et les dépendances y attenant; excepté cependant du dit lot numéro 62 une acre de terre à être détachée du côté est du chemin passant sur le dit lot et mesurée comme suit: huit perches le long du dit chemin sur vingt perches de profondeur—avec la maison en bois dessus érigées, le tout ayant appartenu à Dame Mary Jane Bridge, veuve de feu Loren Ingalls; le dit lot de terre No 62 contenant environ cent cinquante acres en superficie, plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, au Palais de Justice, en le village de Sweetsburg, dit district, le ONZIEME jour d'AVRIL, 1930, à DIX heures du matin.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif,
Sweetsburg, Que., le 4 mars 1930.

[Première publication, le 8 mars 1930]
1327—10-2

and the line North of said lot number 64, said part of lot number sixty three containing thirty two acres of land, more or less, such as acquired in virtue of a deed of sale registered in the Registry Office for the County of Missisquoi, under number 40944—with circumstances and dependencies.

2. Lot number one hundred and thirty one (131) on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Dunham, in the said district of Bedford—with the buildings thereon erected and the dependencies attached thereto; the said number containing about 17 acres of land in area, more or less.

3. Lot number sixty two (62) on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Dunham—with the buildings thereon erected and the dependencies attached thereto, excepting however from the said lot number 62 one acre of land to be detached from the East side of the Road running over the said lot and measured as follows: eight perches along the said Road by twenty perches in depth—with the wooden house thereon erected, the whole having belonged to Dame Mary Jane Bridge, widow of the late Loren Ingalls; said lot of land No. 62 containing about one hundred and fifty acres in area, more or less.

To be sold at my office, in the Court House, in the Village of Sweetsburg, said District, on the ELEVENTH day of APRIL, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sweetsburg, Quebec, March 4th., 1930.

[First publication, March 8th., 1930]
1328—10-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS ET DE BONIS.

Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, No 4596.

DOMINIQUE LEVESQUE, avocat, de New-Carlisle, comté de Bonaventure, district de Gaspé, demandeur; vs EMILE GAUVREAU, de Saint-Charles-de-Caplan, et JOHN ALLARD, de New Carlisle, comté de Bonaventure, district de Gaspé, défendeurs, à savoir:

1. Un certain terrain situé dans le premier rang de Saint-Charles-de-Caplan, dans le canton de Hamilton, contenant une acre et quart de front sur un quart d'acre de profondeur, borné en front par la Baie-des-Chaleurs, à l'est par Napoléon Arsenault, à l'ouest par Dame George Canavagh, en arrière par le chemin du Roi, formant partie du lot No 17 primitif et mieux connu comme partie du lot numéro quatre-vingt-quatorze, (94) du cadastre officiel du canton de Hamilton—circonstances et dépendances.

2. Un autre terrain ou lopin de terre situé dans le premier rang du canton de Hamilton, à Saint-Charles-de-Caplan, formant partie du lot numéro dix-neuf primitif (19), et mieux connu comme étant partie du lot numéro quatre-vingt-dix-huit, (98), du cadastre officiel; borné en front par le chemin du Roi, en arrière par la ligne du chemin de fer, à l'ouest par Oxibée Poirier, et à l'est par un chemin de douze pieds réservé appartenant à la dite propriété—avec ensemble toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et eépendances.

GASPE

FIERI FACIAS DE TERRIS ET DE BONIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Province of Quebec, District of Gaspé, County of Bonaventure, No. 4596.

DOMINIQUE LEVESQUE, lawyer, of New Carlisle, County of Bonaventure, district of Gaspé, Plaintiff; vs EMILE GAUVREAU, of Saint Charles de Caplan, and JOHN ALLARD, of New Carlisle, county of Bonaventure, district of Gaspé, Defendants, to wit:

1. A certain lot of land situate in the first range of Saint Charles de Caplan in the tonwship of Hamilton, measuring one acre and a quarter in front by one quarter of an acre in depth; bounded in front by the Baie des Chaleurs, on the East by Napoléon Arsenault, on the West by Dame George Cavanagh, in the rear by the King's Highway, forming part of original lot No. 17, and better known as forming part of lot number ninety four (94) on the official cadastre of the township of Hamilton—circumstances and dependencies.

2. Another lot of land or parcel of land situate in the first range of the township of Hamilton, at Saint Charles de Caplan, forming part of original lot number nineteen (19), and better known as being part of lot number ninety eight (98), on the official cadastre; bounded in front by the King's Highway, in the rear by the line of the railroad, on the West by Oxibée Poirier, and on the East by a reserved road of tweelve feet belonging to the said property—together with all the buildings theron erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles-de-Caplan, JEUDI, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL 1930, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, E. W. SHEPPARD.
Gaspé, le 28 février 1930.
[Première publication, 8 mars 1930]
1287—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Gaspé.

Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, No 2378. } JOHN DANIEL ROSS, marchand, de Hopetown, comté de Bonaventure, district de Gaspé, demandeur; ANDREW-JAMES TRAVERS, de Chandler, comté et district de Gaspé, défendeur, à savoir:

Un lopin ou parcelle de terre située dans le deuxième rang du canton de Hope, mesurant trois-quarts d'acre en front sur le côté est, sur la profondeur de trente-trois acres et tiers, le tout, plus ou moins, étant connu comme étant partie du lot primitif No 11 et maintenant mieux connue et décrite comme étant le lot cadastral numéro quatre cent soixante et neuf (No 469) du cadastre officiel du canton de Hope, bornée en front par le premier rang, en arrière par le troisième rang, à l'est par Edmond Travers, et à l'ouest par Sidney Ross—avec ensemble la maison, la grange et autres améliorations dessus érigées, circonstances et dépendances. (Moins le chemin réservé).

Pour être vendue à la porte de l'église "Union Church", à Hopetown, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS, 1930, à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, E.-W. SHEPPARD.
Le 7 février 1930.
[Première publication, février 15, 1930]
893—7-2

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Charles de Caplan, on THURSDAY, the TWENTY FOURTH day of APRIL, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

E. W. SHEPPARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Gaspé, February 28th, 1930.
[First publication, March 8, 1930]
1288—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate Court.—District of Gaspe.

Province of Quebec, District of Gaspe, County of Bonaventure, No. 2378. } JOHN DANIEL ROSS, Merchant, of Hopetown, County of Bonaventure District of Gaspe, Plaintiff; vs ANDREW JAMES TRAVERS, of Chandler, County and District of Gaspe, Defendant, to wit:

A Piece or Portion of land situated in the second Range of the Township of Hope, admeasuring three quarters of an acre in front on the East side, by the depth of thirty three acres and one third, the whole more or less, being known as part of the primitive lot No. 11 and now better known and described as the cadastral number four hundred and sixty nine (No. 469) of the official cadastre of the Township of Hope, bounded in front by the first range, in the rear by the third range, on the East by Edmond Travers, and on the West by Sidney Ross—Together with house, barn and other improvements thereon erected, circumstances and dependencies. (Less Road Reserved).

To be sold at the door of the "Union Church", in Hopetown, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of MARCH, 1930, at TEN THIRTY in the forenoon.

E. .W. SHEPPARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
February 7th., 1930.
[First publication, February 15th., 1930]
894—7-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 228. } LA CITE DE MONTREAL, demanderesse; vs DELLE EDWILDA LARIVIERE, défenderesse.

Un lot de terre étant la partie de la subdivision numéro trois cent un du lot originaire numéro quatre cent quatre, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, en la Cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de soixante-et-seize pieds sur une ligne et soixante-et-quatorze pieds et quarante-six centièmes sur l'autre ligne, plus ou moins; borné en front par la partie expropriée pour l'élargissement de la rue Hochelaga, en arrière par une ruelle, sur le côté ouest par la partie de la subdivision trois cent du lot originaire numéro quatre cent quatre, sur le côté est par la partie de la subdivision trois cent deux du lot originaire quatre cent quatre de la dite paroisse de la Longue-Pointe.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 février, 1930. 895—7-2
[Première publication, 15 février, 1930].

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 228. } THE CITY OF MONTREAL, plaintiff; vs MISS EDWILDA LARIVIERE, defendant.

A lot of land being part of subdivision number three hundred and one of the primitive lot number four hundred and four on the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe, in the city of Montreal, measuring twenty five feet in width by a depth of seventy six feet on one line and seventy four feet and forty six hundredths on the other line, more or less, bounded in front by that part expropriated for the widening of Hochelaga street, at the rear by a lane, on the west side by part of subdivision three hundred of the primitive lot number four hundred and four, on the east side by part of subdivision three hundred and two of the primitive lot four hundred and four of the said parish of Longue-Pointe.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 10, 1930. 896—7-2
[First publication, February 15th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA CITÉ DE MONT-
No 226. } RÉAL, demanderesse;
vs RICHARD PLAMONDON, defendeur.

Deux lots de terre ayant front sur la rue Duquesne, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les subdivisions numéro mille six et mille sept du lot originaire numéro vingt-neuf, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 février 1930. 897—7-2
[Première publication, 15 février 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-
No 222. } REAL, demanderesse;
vs CONRAD SAVARIA, défendeur.

Les lots de terre ayant front sur la rue Dickson, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les subdivisions numéros mille six cent seize et mille six cent dix-sept du lot originaire numéro vingt-et-un, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 février, 1930. 899—7-2
[Première publication, 15 février, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EMMA LANGE, de Ma-
No 58556. } gog, district de Saint-François, veuve de George-H. Patenaude, en son vivant des mêmes lieux, demanderesse; vs AUG. POIRIER, défendeur.

Un certain lot de terre, ayant front sur la rue Casgrain, dans le quartier Laurier, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro seize cent soixante de la subdivision du lot numéro dix (No 10-1660) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur et soixante-seize pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec droit de passage en commun dans la ruelle à l'arrière du dit lot; et avec toutes les bâtisses dessus construites, portant le numéro civique 778 le nouveau No est 6778 de la dite rue Casgrain.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $400.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Ed. Fabre-Surveyer, en date du 14ième jour de janvier, 1930.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 10 février, 1930. 901—7-2
[Première publication, 15 février, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No 226. } TREAL, plaintiff; vs
RICHARD PLAMONDON, defendant.

Two lots of land fronting on Duquesne Street, in the city of Montreal, known and designated under subdivision number one thousand and six and one thousand and seven of the primitive lot number twenty nine, on the official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, February 10th, 1930. 898—7-2
[First publication, February 15th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 222. } TREAL, plaintiff; vs
CONRAD SAVARIA, defendant.

Those lots of land fronting on Dickson street, in the city of Montreal, known and designated under subdivision numbers sixteen hundred and sixteen and sixteen hundred and seventeen of the primitive lot number twenty one, on the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 10, 1930. 900—7-2
[First publication, February 15th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EMMA LANGE, of Magog,
No. 58556. } district of Saint Francis, widow of George H. Patenaude, in his lifetime of the same place, plaintiff; vs AUG. POIRIER, defendant.

A certain lot of land fronting on Casgrain street, in Laurier ward, in the city of Montreal, known and designated under number sixteen hundred and sixty of the subdivision of lot number ten (No. 10-1660) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in width by seventy six feet in depth more or less, English measure—with common right of way in the lane at the rear of the said lot, and with all the buildings thereon erected, bearing civic number 778, new number 6778, of said Casgrain street.

Such as the whole actually exists, with the servitudes active and passive, apparent or occult attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $400.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Ed. Fabre-Surveyer, dated the 14th day of January, 1930.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 10, 1930. 902—7-2
[First publication, February 15th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:
No 178.

LA CITE DE MONTREAL, demanderesse; vs FREDERICK LODGE, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur le Boulevard Bilodeau, en la cité de Montréal, connu et désigné sous la subdivision mille quatre cent quatorze du lot originaire numéro quatre cent sept, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 11 février, 1930. 911—7-2

[Première publication, 15 février, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:
No. 178.

THE CITY OF MONTREAL, plaintiff; vs FREDERICK LODGE, defendant.

A lot of land fronting on Boulevard Bilodeau, in the city of Montreal, known and designated under subdivision fourteen hundred and fourteen of the primitive lot number four hundred and seven, on the official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 11, 1930. 912—7-2

[First publication, February 15th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:
No E-46478.

JOSEPH CRESS, constructeur, des cité et district de Montréal, demandeur; vs MOSES NATHANSON, SYDNEY NATHANSON et DAME ANNIE NATHANSON, épouse séparée de biens de Hyman S. Hart et le dit HYMAN-S. HART partie aux présentes pour autoriser son épouse, tous des cité et district de Montréal; HENRY NATHANSON et DAME REBECCA NATHANSON, épouse séparée de biens de Joseph Mendelsohn et le dit JOSEPH MENDELSOHN, partie aux présentes pour autoriser son épouse, tous de la cité de Westmount, district de Montréal, les dits MOSES NATHANSON, SYDNEY NATHANSON, DAME ANNIE NATHANSON, HENRY NATHANSON et DAME REBECCA NATHANSON, en leur qualité de Légataires universels et d'exécuteurs testamentaires de SAMUEL-L. NATHANSON, en son vivant, marchand, des cité et district de Montréal, et DAME BESSIE MENDELSOHN, de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, veuve du dit Samuel-L. Nathanson, en sa qualité de légataire résiduaire du dit Samuel-L. Nathanson, défendeurs.

Ces deux certains lots de terre situés sur la rue Mance, en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, comme étant les lots numéro un et numéro deux (1 et 2) de la subdivision du lot numéro cinquante-trois (53), de la subdivision du lot numéro dix (10), de la subdivision du lot originaire numéro douze (12)—avec les bâtisses dessus érigées, connus comme étant les numéros 5224, 5226, 5228, 5230, 5232 et 5234 de la dite rue Mance, de la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 11 février 1930.

[Première publication, le 15 février 1930]
913—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:
No. E-46478.

JOSEPH CRESS, builder, of the City and District of Montreal, Plaintiff; vs MOSES NATHANSON, SYDNEY NATHANSON and DAME ANNIE NATHANSON, wife separate as to property of Hyman S. Hart and the said HYMAN S. HART a party herein to authorize his wife, all of the City and District of Montreal, HENRY NATHANSON and DAME REBECCA NATHANSON, wife separate as to property of Joseph Mendelsohn, and the said JOSEPH MENDELSOHN, a party herein to authorize his wife, all of the city of Westmount, district of Montreal; the said MOSES NATHANSON; SYDNEY NATHANSON, DAME ANNIE NATHANSON, HENRY NATHANSON and DAME REBECCA NATHANSON, in their quality of universal legatees and testamentary executors of SAMUEL L. NATHANSON, in his lifetime, merchant, of the City and District of Montreal, and DAME BESSIE MENDELSOHN, of the City of Westmount, in the District of Montreal, widow of the said Samuel L. Nathanson, in her quality of residuary legatee of the said Samuel L. Nathanson, Defendants.

These two certain lots of land situate on Mance Street, in the City of Montreal, in the District of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte Saint Louis, as being lots number one and number two (1 and 2) of the subdivision of lot number fifty three (53), of the subdivision of lot number ten (10), of the subdivision of primitive lot number twelve (12)—with the buildings thereon erected, known as being numbers 5224, 5226, 5228, 5230, 5232 and 5234 of the said Mance Street, in the City of Montreal.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the NINETEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff,

Sheriff's Office,
Montreal, February 11th., 1930.

[First publication, February 15th., 1930]
914—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:
No B-55903.

ALBERT JEANNOTTE, demandeur; vs JEAN-B. ARCHAMBAULT, défendeur.

Un terrain situé dans la ville de Belœil, faisant partie des lots connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Belœil sous les numéros quarante-six et quarante-sept

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:
No. B-55903.

ALBERT JEANNOTTE, plaintiff; vs JEAN B, ARCHAMBAULT, defendant.

A lot of land situate in the town of Belœil, forming part of those lots known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Belœil under numbers forty six and forty

(ptie 46 & 47), contenant environ soixante-quatre pieds de front sur la profondeur qu'il y a à partir de la Rivière Richelieu à rejoindre cent cinquante pieds au nord-ouest du trottoir de la rue Richelieu, et prenant de là environ cent vingt-neuf pieds de largeur au sud-est, sur une profondeur de quatre-vingts pieds, soit une profondeur totale pour le dit terrain, de deux cent trente et un pieds dans la ligne nord-ouest et deux cent vingt pieds dans la ligne nord-est, le tout sans garantie de mesure précise, le moins ou le plus étant à la perte ou à l'avantage de l'acquéreur, borné comme suit: en front au sud-est, partie par la Rivière Richelieu, et ensuite par la partie du dit lot numéro officiel quarante-sept appartenant à Monsieur Omer Tessier, du côté nord-est par la partie des dits lots numéros officiels quarante-six et quarante-sept appartenant à M. F. Brodeur, la ligne de division étant la clôture actuellement faite sur le dit lot numéro officiel quarante-sept, le saule dans la ligne près de la rue Richelieu appartenant à M. F. Brodeur, en profondeur par partie du dit numéro quarante-sept appartenant à M. François Lussier, et du côté sud-ouest, d'abord par la partie des lots numéros officiels quarante-six et quarante-sept, propriété du dit Omer Tessier, et ensuite par les lots numéros officiels quarante-cinq et quarante-quatre, propriétés de MM. Pilette et Gaulin—avec bâtisses dessus construites.

Tel que le tout se trouve actuellement et avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Belœil, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 11 février 1930. 915—7-2
[Première publication, 15 février 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } L'UNION SAINT - JO-
No A-54076. } SEPH DE SAINT-HENRI, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs J.-ANACLET CHALIFOUX, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Denonville. dans le quartier Saint-Paul, en la dite cité de Montréal, connu et désigné sous les lots numéros quatre cent quarante-sept et quatre cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille neuf cent trente (3930-447 & 448) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de la contenance, chacun des dits lots, de vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins —avec deux maisons en bois lambrissées en brique, à deux étages, et autres bâtisses y érigées, ainsi que le droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle située en arrière des dits immeubles aux charges ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $650.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 11 février, 1930.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 11 février, 1930. 917—7-2
[Première publication, février 15, 1930]

seven (Pt. 46 & 47), measuring about sixty four feet in front on the depth which may exist from the Richelieu river up to one hundred and fifty feet northwest of the sidewalk of Richelieu street, and thence about one hundred and twenty nine feet in width on the southeast by a depth of eighty feet, namely; a total depth, for the said lot of land, of two hundred and thirty one feet in the northwest line, and two hundred and twenty feet in the northeast line, the whole without guarantee of exact measurement, the less or the more being to the loss or advantage of the purchaser; bounded as follows: in front, on the southeast, partly by the Richelieu river, and then by part of said lot official number forty seven, belonging to Mr. Omer Tessier, on the northeast side by that part of said lots official numbers forty six and forty seven belonging to M. F. Brodeur, the division line being the fence actually built on said lot official number forty seven, the willow in the line near Richelieu street belonging to M. F. Brodeur, on the depth by part of said number forty seven belonging to M. François Lussier, and on the southwest side, firstly by that part of lots official numbers forty six and forty seven, property of the said Omer Tessier, and then by lots official numbers forty five and forty four, property of Messrs. Pilette and Gaulin—with buildings thereon erected.

Such as the whole actually exists and with all circumstances and dependencies, servitudes active and passive, apparent or occult, attached to the said immovable.

To be sold at the parochial church door of Belœil, on the TWENTIETH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 11, 1930. 916—7-2
[First publication, February 15th, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } L'UNION SAINT-JOSEPH
No. A-54076. } DE SAINT - HENRI, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs J. ANACLET CHALIFOUX, defendant.

An emplacement fronting on Denonville street in Saint Paul ward, in the city of Montreal, known and designated under numbers four hundred and forty seven and four hundred and forty eight of the official subdivision of primitive lot number three thousand nine hundred and thirty (3930-447 & 448) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring, each of the said lots, twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less—with two houses of wood faced with brick, of two stories, and other buildings thereon erected also right of way in common with all others having a right thereto in the lane situate in the rear of the said immovables subject to the ordinary charges for maintenance.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $650.00, shall be exacted from each and every bidder, according to judgment of the Hon. Judge Surveyer, dated February 11th, 1930.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 11, 1930. 918—7-2
[First publication, February 15th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EDOUARD PAGE, de-
No D-57914. } mandeur; vs LES HERITIERS DE FEU LAWRENCE LYNCH, en son vivant, de la ville de Verdun, district de Montréal, défendeurs.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Manning, en la cité de Verdun, mesurant quarante pieds de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec une maison portant les Nos 427 à 433 de la dite Avenue Manning, dont les murs latéraux sont mitoyens, et autres bâtisses y érigées—avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle conduisant au dit emplacement, lequel emplacement est composé:

1. De la partie Ouest du lot numéro cinquante de la subdivision du lot numéro quatre mille six cent quatre-vingt (4680–Ptie 0.50) des plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt pieds de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds et six pouces de profondeur, et bornée en front par l'Avenue Manning, en arrière par une ruelle, à l'ouest par la partie ci-après décrite du lot No 4680–51 et à l'est par le résidu du dit lot No 4680–50;

2. De la partie Est du lot numéro cinquante et un de la subdivision du lot numéro quatre mille six cent quatre-vingt (4680–Ptie E–51) des plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant vingt pieds de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds et six pouces de profondeur, et bornée en front par l'Avenue Manning, en arrière par une ruelle, à l'Ouest par le résidu du dit lot No 4680–51 et à l'Est par la partie sus-décrite du lot No 4680–50. Le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 11 février 1930.

[Première publication, le 15 février 1930]
919—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EDOUARD PAGE,
No. D–57914. } Plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE LAWRENCE LYNCH, in his lifetime of the Town of Verdun, District of Montreal, Defendant.

An emplacement fronting on Manning Avenue, in the City of Verdun, measuring forty feet in width by ninety eight feet and six inches in depth, English measure and more or less—with a house bearing Nos. 427 to 433 of said Manning Avenue, the lateral walls of which are "*mitoyens*"—and other buildings thereon erected, with right of way in common with any others entitled thereto in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed of:

1. The West part of lot number fifty of the subdivision of lot number four thousand six hundred and eighty (4680–W. Pt. 50) on the official plan and book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal, measuring twenty feet in width by ninety eight feet and six inches in depth, and bounded in front by Manning Avenue, at the rear by a lane, on the West by that part of lot No. 4680–51 hereinafter described and on the East by the residue of said lot No. 4680–50;

2. The East part of lot number fifty one of the subdivision of lot number four thousand six hundred and eighty (4680–E. Pt. 51) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty feet in width by ninety eight feet and six inches in depth, and bounded in front by Manning Avenue, at the rear by a lane, on the West by the residue of said lot No. 4680–51 and on the East by the above described part of lot No. 4680–50. The whole forming one and the same exploitation.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 11th., 1930.

[First publication, February 15th., 1930]
920—7-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ARTHUR PAGEAU,
No D-51324. } demandeur; vs J.-E.-A. MILLAIRE, défendeur.

Les dix-cent soixante-deuxièmes indivis de l'immeuble connu et désigné comme étant le lot No trois cent trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire No cent soixante-dix-neuf (179-338) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec une maison construite portant le No 421 de la rue Addington, dans la cité de Montréal.

Les dix-cent soixante-deuxièmes indivis de l'immeuble connu et désigné comme étant le lot No cinq cent quarante-huit (548) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, cité de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Laurent—avec bâtisse y érigée.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 11 février, 1930. 921—7-2

[Première publication, 15 février, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ARTHUR PAGEAU, plain-
No. D-51324. } tiff; vs J. E. A. MILLAIRE, defendant.

The undivided ten-one hundred sixty seconds of that immovable known and designated as being lot number three hundred and thirty eight of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and seventy nine (179-338) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with a house thereon erected bearing No. 421 of Addington street, in the city of Montreal.

The undivided ten-one hundred sixty seconds of that immovable known and designated as being lot number five hundred and forty eight (548) on the official plan and book of reference for Saint Louis ward, city of Montreal, fronting on Saint Lawrence street—with building thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 11, 1930. 922—7-2

[First publication, February 15th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EUGENE ROBILLARD
No 52871. } demandeur; vs J.-ARTHUR LESSARD, défendeur.

Un immeuble connu et désigné comme étant les subdivisions deux, trois et quatre du lot originaire No 3325 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et la subdivision No un du lot originaire No 3324, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites sur les dits lots et portant les Nos civiques 0707 et 0709 de la rue Rozel, dans la cité de Montréal, le tout avec les servitudes actives et passives affectant les dits immeubles.

Pour être vendus en bloc à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $850.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Coderre, daté le 23 janvier, 1930.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 11 février, 1930. 923—7-2
[Première publication, 15 février, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ARTHUR ST-DENIS,
No 49946. } cultivateur, de la paroisse Saint-Télesphore, comté de Soulanges, district de Montréal, demandeur; vs JEAN NOEL BROUILLARD, MEDARD BROUILLARD, tous deux des cité et district de Montréal, et ALBINI BROUILLARD, de Sainte-Justine de Newton, comté de Vaudreuil, district de Montréal, défendeurs.

Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Justine de Newton, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Justine de Newton, comme étant partie des lots numéros deux cent trente-sept, deux cent trente-huit et deux cent trente-neuf (P. 237-238-239), borné au nord par le chemin du troisième rang, au sud par celui du quatrième rang, à l'ouest par l'autre partie dudit numéro 237 et à l'est par le résidu du lot 239 et contenant huit cent quatre-vingt-cinq pieds de largeur sur le chemin du troisième rang et huit cent quatre-vingt-quinze pieds de largeur sur le chemin du quatrième rang, formant une superficie d'environ cent vingt-deux arpents et trois quarts, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Justine de Newton, le VINGT ET UNIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 11 février, 1930. 925—7-2
[Première publication, 15 février, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } RENE TROTTIER, em-
No D-57518. } ployé de chemin de fer des cité de Verdun, district de Montréal, demandeur; vs OVILLE-J. GONYA, de Rumford, dans l'état du Maine, l'un des Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Certains emplacements situés sur le Boulevard du Parc George, en la ville de Montréal Nord, et désignés comme étant les numéros six cent

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EUGENE ROBILLARD,
No 52871. } plaintiff; vs J. ARTHUR LESSARD, defendant.

An immovable known and designated as being subdivisions two, three and four of primitive lot No. 3325 on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, and subdivision number one of primitive lot No. 3324, on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with the buildings erected on the said lots and bearing the civic numbers 0707 and 0709 of Rozel street, in the city of Montreal, the whole with the active and passive servitudes affecting the said immovables.

To be sold in block at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $850.00 shall be exacted from each and every bidder, according to judgment of the Hon. Judge Coderre, dated January 23, 1930.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 11, 1930. 924—7-2
[First publication, February 15th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ARTHUR ST-DENIS, far-
No. 49946. } mer, of the parish Saint Télesphore, county of Soulanges, district of Montreal, plaintiff; vs JEAN NOEL BROUILLARD, MEDARD BROUILLARD, both of the city and district of Montreal, and ALBINI BROUILLARD, of Sainte Justine de Newton, county of Vaudreuil, district of Montreal, defendants.

A lot of land situate in the parish of Sainte Justine de Newton, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Justine de Newton, as being part of lots numbers two hundred and thirty seven, two hundred and thirty eight and two hundred and thirty nine (P. 237, 238, 239), bounded on the north by the road of the third range, on the south by that of the fourth range, on the west by the other part of the said number 237 and on the east by the residue of lot 239, and measuring eight hundred and eighty five feet in width on the road of the third range and eight hundred and ninety five feet in width on the road of the fourth range, forming an area of about one hundred and twenty two arpents and three quarters, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Justine de Newton, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 11, 1930. 926—7-2
[First publication, February 15th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } RENE TROTTIER, rail-
No. D-57518. } way employee, of the city of Verdun, district of Montreal, plaintiff; vs OVILLE J. GONYA, of Rumford, in the State of Maine, one of the United States of America, defendant.

Certain emplacements situate on Boulevard du Parc George, in the town of Montreal North, and designated as being numbers six hundred and

cinquante-neuf, six cent soixante, six cent soixante et un, six cent soixante-deux, six cent soixante-trois, six cent soixante-quatre, six cent soixante-cinq, six cent soixante-six, six cent soixante-sept, six cent soixante-huit, six cent soixante-neuf, six cent soixante-dix, six cent soixante et onze, six cent soixante-douze, six cent soixante-treize, six cent soixante-quatorze, six cent soixante-quinze, de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-dix, (90-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet; (les dits lots devant être tous vendus en bloc).

Certains lots de terre sis et situés sur l'avenue Belleville, en la ville de Montréal-Nord, connus et désignés comme étant les lots cinq cent vingt-cinq, cinq cent vingt-six, cinq cent vingt-sept, cinq cent vingt-huit, cinq cent vingt-neuf, cinq cent trente, cinq cent trente et un, cinq cent trente-deux, cinq cent trente-trois, cinq cent trente-quatre, cinq cent trente-cinq, cinq cent trente-six, cinq cent trente-sept, cinq cent trente-huit, cinq cent trente-neuf et cinq cent quarante de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-treize (93-525-526-527-528-529-530-531-532 533-534-535-536-537-538-539-540) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; (les dits lots devant être tous vendus en bloc.

Certains lots de terre sis et situés sur la rue Reims, en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros quarante et un, quarante-deux, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf et soixante de la resubdivision de la subdivision officielle du lot numéro cent quatorze de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quarante-trois (343-114-41-42-54-55-56-57-58-59 & 60) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; (les dits lots devant être tous vendus en bloc.

Certains lots de terre sis et situés sur la rue Reims, en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les numéros cinquante-huit, cinquante-neuf et soixante de la resubdivision officielle de la subdivision du lot numéro cent cinq de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quarante-trois (343-105-58-59-60) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent; (les dits lots devant être tous vendus en bloc).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 11 février. 1930. 927—7–2
[Première publication, 15 février, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } CONTINENTAL GUARANTY CORPORATION OF CANADA, LIMITED, demanderesse; vs ERNEST PEPIN, défendeur.
No 56331. }

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, dit district, ayant front sur la rue Chambly, connu et désigné sous le numéro cent dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-trois (23-118) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus érigées et parlant les numéros

fifty nine, six hundred and sixty, six hundred and sixty one, six hundred and sixty two, six hundred and sixty three, six hundred and sixty four, six hundred and sixty five, six hundred and sixty six, six hundred and sixty seven, six hundred and sixty eight, six hundred and sixty nine, six hundred and seventy, six hundred and seventy one, six hundred and seventy two, six hundred and seventy three, six hundred and seventy four, six hundred and seventy five on the official subdivision of lot number ninety (90-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Recollet; (the said lots to be all sold in block).

Certain lots of land being and situate on Belleville Avenue, in the town of Montreal North, known and designated as being lots five hundred and twenty five, five hundred and twenty six, five hundred and twenty seven, five hundred and twenty eight, five hundred and twenty nine, five hundred and thirty, five hundred and thirty one, five hundred and thirty two, five hundred and thirty three, five hundred and thirty four, five hundred and thirty five, five hundred and thirty six, five hundred and thirty seven, five hundred and thirty eight, five hundred and thirty nine and five hundred and forty of the official subdivision of lot number ninety three (93–525–526–527–528–529–530–531–532–533–534 535–536–537–538–539–540) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Recollet; (the said lots to be all sold in block).

Certain lots of land being and situate on Reims street, in the city of Montreal, known and designated as being lots numbers forty one, forty two, fifty four, fifty five, fifty six, fifty seven, fifty eight, fifty nine and sixty of the resubdivision of the official subdivision of lot number one hundred and fourteen of the official subdivision of lot number three hundred and forty three (343-114-41-42-54-55-56-57-58-59-60) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent (the said lots to be all sold in block).

Certain lots of land being and situate on Reims street, in the city of Montreal, known and designated as being numbers fifty eight, fifty nine and sixty of the official re-subdivision of the subdivision of lot number one hundred and five of the official subdivision of lot number three hundred and forty three (343-105-58-59-60) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent; (the said lots to be all sold in block).

To be sold at my office in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 11, 1930. 928—7–2
[First publication, February 15th, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } CONTINENTAL GUARANTY CORPORATION OF CANADA, LIMITED, plaintiff; vs ERNEST PEPIN, defendant.
No. 56331. }

A lot of land being and situate in the city of Montreal, said district, and fronting on Chambly street, known and designated under number one hundred and eighteen of the official subdivision of the primitive lot number twenty three (23-118) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga—with the build-

civiques 1882, 1884, 1886, 1888, 1890 et 1892 de ladite rue.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $750.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Coderre, daté le 4 mars 1930.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 3 mars 1930.

[Première publication, 8 mars 1930]
1305—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } SAMUEL GOLDFARB,
No C-56783. } demandeur; vs I. SALTZMAN, CHARLES DANKNER & DAME BERTHA HERMAN, épouse séparée de biens de E. Bercovitch, et le dit E. BERCOVITCH, aux fins d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défendeurs, et T. BROSSARD Es-qual., mis-en-cause.

Saisi comme appartenant à Charles Dankner et Dame E. Bercovitch:

Un certain lot de terre situé dans le quartier Laurier, dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Waverly, connu et désigné comme étant la moitié nord du lot numéro onze, (½ N. 11-836), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, contenant vingt-cinq pieds en front sur quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et étant borné comme suit: en front par la rue Waverly, en arrière par une ruelle, et d'un côté au nord par le lot numéro 11-837 des dits plan et livre de renvoi, et de l'autre côté au sud par l'autre moitié du lot numéro 11-836—avec une maison portant les numéros civiques 2616-2618 maintenant étant les nouveaux numéros 5994-5996 rue Waverly, et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 3e jour de mars 1930. 1307—10-2

[Première publication, le 8 mars 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } A. P. PIGEON, De-
No B-55203. } mandeur; vs EUGÈNE-CLEMENT LARIVIERE, Défendeur.

1. Un lot de terre sis et situé en la ville Montréal-Nord, ayant front sur le Boulevard Gouin, connu et désigné comme étant le lot numéro 756 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 8, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Un lot de terre sis et situé en la ville Montréal-Nord, ayant front sur le Boulevard Gouin, connu et désigné comme étant le lot numéro 757 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 8, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec bâtisses dessus érigées.

Les dits immeubles pour être vendus en bloc comme une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $460.00 sera exigé de tout offrant

ings thereon erected and bearing civic numbers 1882, 1884, 1886, 1888, 1890 and 1892 of the said street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $750.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Coderre, dated March 4, 1930.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 2, 1930.

[First publication, March 8, 1930]
1306—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } SAMUEL GOLDFARB,
No. C-56783. } Plaintiff; vs I. SALTZMAN, CHARLES DANKNER and DAME BERTHA HERMAN, wife separate as to property of E. Bercovitch, and the said E. BERCOVITCH, for the purpose of authorizing his said wife to these presents, defendants, and T. BROSSARD, Es-qual: *Mis-en-cause.*

Seized as belonging to Charles Dankner, and Dame E. Bercovitch.

A certain lot of land situate in the Laurier Ward in the City of Montreal, fronting on Waverly Street, known and designated as being the North half of lot number eleven, (½ N. 11-836) of the official plan and book of reference of the Village of Côte St. Louis, containing twenty five feet in front by eighty eight feet in depth, English measure, more or less, and being bounded as follows: in front by Waverly Street, in rear by a lane, and on one side to the North by the lot number 11-837 of the said plan and book of reference, and on the other side to the South by the other half of lot number 11-836—with a house bearing the civic numbers 2616-2618, now new numbers 5994-5996, Waverly Street, and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 3rd, 1930. 1308—10-2

[First publication, March 8, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } A. P. PIGEON, plaintiff;
No. B-55203. } vs EUGENE CLEMENT, LARIVIERE, defendant.

1. A lot of land being and situate in the town of Montreal-North, fronting on Boulevard Gouin, known and designated as being lot No. 756 of the official subdivision of primitive lot No. 8 on the official plan and book of reference for the Parish of Sault au Récollet—with buildings thereon erected.

2. A lot of land being and situate in the town of Montreal-North, fronting on Boulevard Gouin, known and designated as being lot No. 757 of the official subdivision of primitive lot No. 8, on the official plan and book of reference for the Parish of Sault au Rédollet—with buildings thereon erected.

The said immovables to be sold in block as one and the same exploitation.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $460.00 shall be exacted from each

ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Coderre, en date du 26 février 1930.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 3 mars 1930. 1309—10-2
[Première publication, le 8 mars 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:
No E-46358. } ARMAND THEMENS demandeur; vs ZEPHIRIN HUOT, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue de Lanaudière, à Montréal, connu comme étant la moitié sud du lot numéro deux cent dix-huit de la subdivision du lot numéro trois cent trente et un (331-218) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant 25 pieds de largeur par 93 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné en front par ladite rue de Lanaudière; en arrière par une ruelle, d'un côté par les lots 331-219 et de l'autre côté par l'autre moitié dudit lot 331-218—avec les bâtisses y érigées, portant le No civique 5343 de ladite rue De Lanaudière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE
Montréal, 3 mars 1930.
[Première publication, 8 mars 1930]
1311—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:
No 58973. } VICTOR CUSSON, en sa qualité d'exécuteur testamentaire aux biens de feu Dame Amanda Duhamel, demandeur; vs J.-A. LUSSIER, défendeur; A. LOZEAU, curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la première avenue à Rosemont, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quinze cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-douze (No 172-1597) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison dessus érigée et portant les numéros 5653 à 5663 de la première avenue à Rosemont, et autres bâtisses dessus érigées et avec droit de pas sage en commun, dans la ruelle située en arrière dudit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 4 mars 1930.
[Première publication, 8 mars 1930]
1329—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:
No 64132. } LA SOCIETE NATIONALE DE FIDUCIE, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs MICHAEL DEBROFSKY, défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue deBullion, connu et désigné sous le numéro vingt-quatre (24) aux plan et

and every bidder, according to judgment of the Hon. Judge Coderre, dated February 26, 1930.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 3rd, 1930. 1310—10-2
[First publication, March 8, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:
No. E-46358. } ARMAND THEMENS, plaintiff; vs ZEPHIRIN HUOT, defendant.

An emplacement fronting on de Lanaudière street, in Montreal, known as being the south half of lot number two hundred and eighteen of the official subdivision of lot number three hundred and thirty one (331-218) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint-Louis, measuring 25 feet in width by 93 feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by the said de Lanaudière street, in the rear by a lane, on one side by lots 331-219 and on the other side by the other half of the said lot 331-218—with the buildings thereon erected, bearing the civic No. 5343 of the said de Lanaudière street.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 3, 1930.
[First publication, March 8, 1930]
1312—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:
No. 58973. } VICTOR CUSSON, in his quality of testamentary executor to the property of the late Dame Amanda Duhamel, Plaintiff; vs J. A. LUSSIER, defendant; A. LOZEAU, Curator to the surrender.

An emplacement fronting on First Avenue, at Rosemont, in the city of Montreal, known and designated under number fifteen hundred and ninety seven of the official subdivision of lot number one hundred and seventy two (No. 172-1597) on the official plan and book of reference of the incorporated villageof Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width by seventy eight feet in depth, English measure and more or less—with a house thereon erected and bearing numbers 5653 to 5663 on First Avenue, Rosemont, and other buildings thereon erected and with the right of way in common, in a lane situate in the rear of said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the ELEVENTH day of ARIPL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 7, 1930.
[First publication, March 8, 1930]
1330—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:
No. 64132. } LA SOCIETE NATIONALE DE FIDUCIE, a body politic and corporate, having its principal place of business in the City and District of Montreal, Plaintiff; vs MICHAEL DEBROFSKY, Defendant.

A lot of land situate in the City of Montreal, fronting on deBullion Street, known and designated under number twenty four (24) on the

livre de renvoi officiels du Village Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 4 mars 1930.

[Première publication, le 8 mars 1930]
1331—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE PRUDENTIAL
No 62159. } INSURANCE COMPANY OF AMERICA, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Newark, comté de Essex, dans l'état du New Jersey, l'un des Etats-Unis d'Amérique, dûment autorisée à faire affaires, en vertu des lois du Canada, demanderesse; vs ERNEST LABERGE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Old Orchard, dans la cité de Montréal, ayant une largeur, en front, de vingt-cinq pieds et quinze-centièmes de pied, ayant une largeur, à huit pieds de la dite avenue Old Orchard, de vingt-cinq pieds et vingt-cinq-centièmes de pied, et ayant une largeur en arrière de vingt-cinq pieds et trente-centièmes de pied, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et étant composé de:

1. Un certain emplacement connu et désigné comme étant le lot de ré-subdivision numéro deux du lot de subdivision numéro cinquante-sept du lot originaire numéro cent soixante et seize A (176-A—57-2) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal;

2. Un certain emplacement connu et désigné comme étant le lot de ré-subdivision numéro quatre du lot de subdivision numéro cinquante-sept du lot originaire numéro cent-soixante et seize A (176A—57-4) des dits plan et livre de renvoi officiels;

3. Ce certain emplacement connu et désigné comme étant le lot de ré-subdivision numéro trois du lot de subdivision numéro cinquante-sept du lot originaire numéro cent soixante et seize A (176A-57-3) des dits plan et livre de renvoi officiels—avec un cottage en brique solide dessus érigé portant le numéro civique 498 avenue Old Orchard, dont le mur sud-est est mitoyen, avec l'obligation de maintenir à perpétuité un droit de passage, de vue et de lumière, en commun avec le voisin, dans un certain chemin de passage composé:

1. Du dit lot de ré-subdivision numéro trois du dit lot de subdivision numéro cinquante-sept du dit lot originaire numéro cent soixante et seize A (176A—57-3) des dits plan et livre de renvoi, mesurant trois pieds et soixante et quinze-centièmes de largeur, en front, et trois pieds et quatre-vingt-cinq-centièmes en arrière, sur une profondeur de huit pieds partant de la ligne de la dite avenue Old Orchard.

2. Et d'une autre lisière de terrain contiguë, mesurant cinq pieds de largeur, en front et aen arrière, sur une profondeur de quatre-vingts pieds partant de la ligne de la dite avenue Old Orchard; la dite lisière de terrain étant prise sur le lot adjacent connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro un de la subdivision cinquante-huit du dit lot originaire numéro cent soixante et seize A (176A—58-1) des dits plan et livre de renvoi officiels; la dite partie du lot étant bornée en front par l'avenue Old Orchard,

official plan and book of reference for the Village Saint Jean Baptiste—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, the ELEVENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 4, 1930.

[First publication, March 8th., 1930]
1332—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPA-
No. 62159. } NY OF AMERICA, a body politic and corporate having its principal place of business in the City of Newark, County of Essex, in the State of New-Jersey, one of the United States of America, duly licensed under the laws of Canada, Plaintiff; vs ERNEST LABERGE, Defendant.

An emplacement fronting on Old Orchard Avenue in the City of Montreal, having a width in front of twenty five feet and fifteen hundredths of a foot, having a width, at eight feet from the said Old Orchard Avenue, of twenty five feet and twenty five hundredths of a foot, and having a width in rear of twenty five feet and thirty hundredths of a foot, the whole English measure and more or less and composed of:

1. That certain emplacement known and designated as being re-subdivision lot number two of the subdivision lot number fifty seven of the original lot number one hundred and seventy six-A (176A-57-2) on the official plan and in the book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal;

2. That certain emplacement known and designated as being re-subdivision lot number four of the subdivision lot number fifty seven of the original lot number one hundred and seventy six-A (176A-57-4) of the said official plan and in the book of reference;

3. That certain emplacement known and designated as being re-subdivision lot number three of the subdivision lot number fifty seven of the original lot number one hundred and seventy six-A (176A-57-3) of the said official plan and in the book of reference— with a solid brick cottage thereon erected, bearing civic number 498 Old Orchard Avenue, the South-East wall whereof is *mitoyen*; with the obligation to maintain forever a right of passage, of view and of light, in common with the neighbour, in a certain passage-way composed:

1. Of the said re-subdivision lot number three of the said subdivision lot number fifty seven of the said original lot number one hundred and seventy six-A (176A-57-3) of the said official plan and book of reference, measuring three feet and seventy five hundredths in width, in front, and three feet and eighty five hundredths in rear, by a depth of eight feet starting from the line of the said Old Orchard Avenue;

2. And of another strip of land contiguous, measuring five feet in width, in front and in rear, by a depth of eighty feet starting from the line of the said Old Orchard Avenue; said strip of land being taken on the adjacent lot known and designated as being subdivision lot number one of subdivision fifty eight of the said original lot number one hundred and seventy six-A (176A-58-1), of the said official plan and book of reference; said part of lot being bounded in front by Old Orchard Avenue; on one side, by the said lot No. 176A-57-

d'un côté par le dit lot No 176A—57-3, de l'autre côté et en arrière, par le résidu du dit lot No 176—58-1 des dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $950.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Coderre, en date du 4e jour de mars 1930.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 4 mars 1930.

[Première publication, le 8 mars 1930]
1333—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ALIDA-LEON-
No 63209. } TINE VALIN, de Montréal, veuve de feu A.-Léon Couture, en son vivant industriel, du même endroit, et DONAT LECLAIRE, aussi de Montréal, tous deux faisant affaires en société à Montréal, comme fabricants de pierre artificielle sous le nom de "Couture & Leclaire, Enregistré", demandeurs; vs DAME IDA DEMERS, de Montréal, épouse séparée de biens de Sévérin Bleau, de Montréal, et la dite DAME IDA DEMERS faisant affaires seule à à Montréal, sous le nom de "S. Bleau & Cie" et ledit S. BLEAU pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Un emplacement connu et désigné sous le numéro sept cent quatorze de la subdivision officielle du lot numéro deux cent huit (208-714) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec les maisons et dépendances dessus érigées et portant le numéro civique 6649 rue Fullum.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 4 mars 1930.

[Première publication, 8 mars 1930]
1335—10-2

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $950.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Coderre, dated the 4th day of March, 1930.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 4th, 1930. 1334—10-2

[First publication, March 8, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ALIDA LEON-
No 63209. } TINE VALIN, of Montreal, widow of the late A. Léon Couture, in his lifetime manufacturer, of the same place, and DONAT LECLAIRE, also of Montreal, both doing business in partnership at Montreal, as manufacturers of artificial stone under the name of "Couture & Leclaire, Enregistré", plaintiffs; vs DAME IDA DEMERS, of Montreal, wife separate as to property of Severin Bleau, of Montreal, and the said DAME IDA DEMERS doing business alone, under the name of "S. Bleau & Cie" and the said S. BLEAU to authorize his wife for the purposes hereof, defendants,

An emplacement known and designated under seven hundred and fourteen of the official subdivision of lot number two hundred and eight (208-714) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation—with the houses and dependencies thereon erected and bearing the civic number 6649 Fullum street.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 4, 1930.

[First publication, March 8, 1930]
1336—10-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } DEMOISELLE AURE-
No 12911. } LIE LECHASSEUR, fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Québec; contre ALBERT BEAUCHEMIN, de la cité de Lévis, à savoir:

1. Partie sud du lot No 1230 (douze cent trente du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur le chemin de Saint-Henri, contenant 35 pieds de front, plus ou moins, et 65 pieds de largeur, plus ou moins, sur la pfofondeur, sans garantie de mesure précise; bornée au sud par Albert Beauchemin, au nord par A.-N. Lemieux, à l'ouest par le chemin de Saint-Henri et à l'est par un chemin privé, appartenant à Théophile Carrier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Les lots Nos 488-A et 489-A (quatre cent quatre-vingt-huit-A et quatre cent quatre-vingt-neuf-A) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Lévis, étant un em-

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } DEMOISELLE AURE-
No. 12911. } LIE LECHASSEUR, spinster and in the use of her rights, of the city of Quebec; against ALBERT BEAUCHEMIN, of the city of Levis, to wit:

1. South part of lot No. 1230 (twelve hundred and thirty) on the official cadastre for Notre Dame ward, in the city of Levis, being an emplacement situate on Saint Henri road, containing 35 feet in front, more or less, and 65 feet in width, more or less, by the depth, without guarantee of exact measure; bounded on the South by Albert Beauchemin, on the North by A. N. Lemieux, on the West by the Saint Henri road, and on the East by a private road belonging to Théophile Carrier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lots Nos. 488-A and 489-A (four hundred and eighty eight-A and four hundred and eighty nine-A) on the official cadastre for Saint Laurent ward, in the city of Levis, being an emplacement

placement situé sur la rue Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus, le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Christ-Roi, comté de Lévis, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin, et les lots en deuxième lieu décrits, à la porte de l'église paroissiale de Saint-David, comté de Lévis, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 6 mars, 1930. 1345—10-2
[Première publication, 8 mars, 1930]
[Deuxième publication, 22 mars, 1930]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } ELEONORE ROY et ALI-
No 14699. } CE ROY, toutes deux filles majeures, de la cité de Québec; contre MARIE-LOUISE RICHARD, de la cité de Québec, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Joseph-Louis-Eugène-Léon *alias* Léo Talbot, et ledit JOSEPH-LOUIS-EUGENE-LEON *alias* LEO TALBOT, du même lieu, mis en cause, tant personnellement que pour autoriser et assister son épouse la susdite Marie-Louise Richard, à savoir:

Les subdivisions No 8 (huit), 9 (neuf) et 10 (dix) du lot No 8 (huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un lopin de terre de forme irrégulière situé sur la rue Sherbrooke (Côte Sauvageau) contenant en superficie 14104 pieds, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi que les servitudes tant actives que passives, et sujet à un droit de vue en faveur du lot voisin portant le No 8-8-1 du dit cadastre, tel que créé et constitué par un acte de vente enregistré à Québec sous le numéro 212994, en la cité de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 20 février, 1930. 1115—8-2
[Première publication, 22 février, 1930]
[Deuxième publication, 8 mars, 1930]

situate on Saint Laurent street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, the lot firstly described, at the parochial church door of Christ Roi, county of Lévis, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, and the lots secondly described, at the parochial church door of Saint David, county of Levis, on the ELEVENTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 6th, 1930. 1346—10-2
[First publication, March 8th, 1930]
[Second publication, March 22nd, 1930]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } ELEONORE ROY and ALI-
No. 14699. } CE ROY, both spinsters, of the city of Quebec; against MARIE LOUISE RICHARD, of the city of Quebec, wife separate as to property by marriage contract of Joseph Louis Eugène Léon *alias* Léo Talbot, and the said JOSEPH LOUIS EUGENE LEON *alias* LEO TALBOT, of the same place, *mis en cause*, both personally and to authorize and assist his wife the aforesaid Marie-Louise Richard, to wit:

Subdivisions No. 8 (eight), 9 (nine) and 10 (ten) of lot No. 8 (eight) on the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm ward of the city of Quebec, being a parcel of land of irregular outline situate on Sherbrooke street (Côte Sauvageau), containing 14104 feet in area, English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies and also the servitudes both active and passive, and subject to a right of view in favor of the adjoining lot bearing No. 8-8-1 of the said cadastre, such as created and constituted by a deed of sale registered at Quebec under the No. 212994 in the city of Quebec.

To be sold at my office, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 20, 1930. 1116—8-2
[First publication, February 22nd, 1930]
[Second publication, March 8th, 1930]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, } DAME DORILDA
No 2378. } DESCHENE, veuve de Herménégilde Fortin, Price; vs JOSUE JOSEPH, savoir:

Partie du lot lettre D au cadastre officiel du rang A du canton Cabot, de 45 pieds de front sur 180 de profondeur, bornée au nord à la rue, au sud à Odilon Ouellet, à l'est à Alph. Huot, à l'ouest à Jos. St-Laurent—avec bâtisses sus construites, à charge de la rente foncière.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Rémi de Métis, Price, le HUITIEME jour d'AVRIL 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 4 mars, 1930. 1337—10-2
[Première publication, 8 mars, 1930]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, } DAME DORILDA
No. 2378. } DESCHENE, widow of Herménégilde Fortin, Price; vs JOSUE JOSEPH, to wit:

Part of lot letter D on the official cadastre for range A of the township Cabot, of 45 feet in front by 180 feet in depth, bounded on the north by the street, on the south by Odilon Ouellet, on the east by Alph Huot, on the west by Jos. St-Laurent—with buildings thereon erected, subject to a ground rent.

To be sold at the church door of Saint Rémi de Métis, Price, on the EIGHTH day of APRIL 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, March 4, 1930. 1338—10-2
[First publication, March 8th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 2370. } MATHIAS LAMOUREUX, Rimouski; vs SIMON LABRIE, savoir:

1. Parties des Nos quatre cent vingt-huit et quatre cent vingt-cinq au cadastre officiel de la ville de Rimouski, de 60 pieds de front sur 80 de profondeur, mesure anglaise, bornées au nord au vendeur, à l'est à Oscar Tremblay, au sud à l'avenue de l'Evêché et à l'ouest à Louis Ouellet ou représentants.

2. Parties des Nos quatre cent vingt-deux et quatre cent vingt-cinq au cadastre officiel de la ville de Rimouski, de 60½ de front sur 90 de profondeur, mesure anglaise, bornées à l'ouest en front à la rue Rouleau, au nord et à l'est à la ville ou représentants, au sud partie au vendeur et partie à Louis Ouellet ou représentants.

3. Parties des Nos quatre cent vingt-deux et quatre cent vingt-cinq au cadastre officiel de la ville de Rimouski, étant un terrain de 12 pieds nord-sud sur 15½ est-ouest, mesure anglaise, borné au nord à la Société d'Agriculture, à l'est à Oscar Tremblay, au sud et à l'ouest au vendeur.

Le tout avec bâtisses sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au Bureau du Shérif, en la ville de Rimouski, le DIXIEME jour d'AVRIL 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHS. D'ANJOU.

Bureau du shérif,
Rimouski, 4 mars, 1930. 1339—10-2

[Première publication, 8 mars, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, No. 2370. } MATHIAS LAMOUREUX, Rimouski; vs SIMON LABRIE, to wit:

1. Parts of numbers four hundred and twenty eight and four hundred and twenty five, on the official cadastre for the town of Rimouski, of 60 feet in front by 80 feet in depth, English measure, bounded on the North by the vendor, on the East by Oscar Tremblay, on the South by Avenue de l'Evêché and on the West by Louis Ouellet or representatives.

2. Parts of numbers four hundred and twenty two and four hundred and twenty five, on the official cadastre for the town of Rimouski, of 60½ in front by 90 in depth, English measure, bounded on the West in front by Rouleau street, on the North and East by the town or representatives, on the South partly by the vendor and partly by Louis Ouellet or representatives.

3. Parts of numbers four hundred and twenty two and four hundred and twenty five, on the official cadastre of the town of Rimouski, being a lot of land of 12 feet North-South by 15½ East West, English measure, bounded on the North by the "Société d'Agriculture", on the East by Oscar Tremblay, on the South and West by the vendor.

The whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be at the office of the sheriff, in the town of Rimouski, the TENTH day of APRIL, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, March 4th, 1930. 1340—10-2

[First publication, March 8th, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 2295. } PRODUITS GENERAUX, L T E E., Mont-Joli; vs L.-P. LOUBOS, savoir:

1. Une bâtisse en bois de 16 pieds par 18, érigée sur un terrain sous bail, avec les droits au bail, de 90 pieds de front sur 50 de profondeur, plus ou moins, borné au sud au chemin, à l'est, au sud et à l'ouest à Pierre Bélanger, étant partie du lot No 469 du rang B de la Seigneurie du Lac Matapédia, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, loyer $15.00 par année.

2. Une bâtisse en bois de 10 par 12 pieds, érigée sur un terrain sous bail verbal, avec les droits au bail, mesurant 12 pieds de front sur 15 de profondeur, borné au nord, à l'est et au sud à Honoré Landry, à l'ouest au chemin, étant partie du lot No 619 au cadastre officiel du rang B de la Seigneurie du Lac Matapédia, paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, au village de Saindon.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sayabec, le NEUVIEME jour d'AVRIL 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHS. D'ANJOU.

Bureau du shérif,
Rimouski, 4 mars 1930. 1341—10-2

[Première publication, 8 mars, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, No 2295. } PRODUITS GENERAUX, L T E E., Mont Joli; vs L. P. LOUBOS, to wit:

1. A wooden building of 16 feet by 18, erected on a lot of land under lease—with the rights of lease, of 90 feet in front by 50 feet in depth, more or less, bounded on the South by the road, on the East, on the South and on the West by Pierre Bélanger, being part of lot No. 469 of range B of the Seigneurie du Lac Matapédia, on the official cadastre for the parish of Sainte Marie de Sayabec, rental $15.00 per annum.

2. A wooden building of 10 by 12 feet, erected on a lot of land under verbal lease—with the rights of lease, measuring 12 feet in front by 15 feet in depth, bounded on the North, on the East and on the South by Honoré Landry, on the West by the road, being part of lot No. 619 on the official cadastre for range B of the Seigneurie du Lac Matapédia, parish of Sainte Marie de Sayabec, in the village of Saindon.

To be sold at the church door of Sayabec, on the NINTH day of APRIL, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, March 4, 1930. 1342—10-2

[First publication, March 8th, 1930]

FIERI FACIAS
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 3965. J.-E. CLOUTIER, courtier de la ville de Chicoutimi, demandeur; vs JEAN *alias* JOHNNY BEAUMONT, HENRI BEAUMONT et JOSEPH BEAUMONT, tous trois de Saint-Bruno, comté du Lac Saint-Jean, défendeurs, à savoir:

Comme appartenant à Joseph Beaumont et à Henri Beaumont:

a. Une ferme d'une superficie totale d'environ cent cinquante acres, et comprenant, suivant le cadastre officiel du canton Signai:

1. Un terrain de figure irrégulière d'environ quatre acres en superficie, mesurant six cent soixante et quinze pieds de largeur au chemin public, formé du lot numéro dix-sept-C (17-C), d'une partie du lot dix-sept-B (Ptie 17-B) et d'une petite partie du lot numéro dix-sept-A (Ptie 17-A) du sixième rang au cadastre officiel du Canton Signai, et compris dans les bornes suivantes; vers le Nord au chemin public, vers l'Est et le Sud-est par le terrain de Charles Tremblay, fils Polycarpe, suivant le milieu d'une petite coulée bordant ce terrain de ces deux côtés, et vers l'Ouest, par le lot numéro dix-huit du même rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot numéro dix-huit (18) du sixième rang du même canton du cadastre officiel du dit Canton Signai; sauf à distraire de la moitié ouest de ce lot, la partie se trouvant au nord de la Rivière Bédard, laquelle forme une pointe de terre d'environ trois arpents en superficie.

3. La partie Est du lot numéro dix-sept-A (Ptie E. No 17-A) du septième rang au même Canton Signai, contenant environ quarante-trois acres en superficie, et comprenant en largeur le juste tiers Est des lots numéros dix-sept-A et dix-sept-B et dix-huit-A. (1-3 E. 17-A, 17-B & 18-A) du dit cadastre pouvant former, ce tiers Est, environ deux arpents plus ou moins de largeur, et compris dans les bornes suivantes; en front vers le Nord, au huitième rang, en arrière vers le Sud, au sixième rang, joignant à l'Ouest à la partie Ouest dudit lot numéro dix-sept-A, propriété d'Ernest Boivin, ou représentants, et joignant à l'Est au lot numéro seize du même rang, propriété de Cléophe Girard ou représentants—avec dépendances. Sauf à distraire, la partie (une acre et dix centièmes) qui en a été vendue par Jean Beaumont, à la Compagnie du chemin de fer Alma-Jonquière, par acte devant J.-A. Gingras, N. P., le 30 juin 1915, et enregistré le 20 juillet 1915, sous le numéro 15,983.

b. La juste demie Nord du lot numéro trente-cinq du cadastre officiel du huitième rang du Canton Labarre—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendus en deux item A et B, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno, MARDI, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain, (1930) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 12 février, 1930. 959—7-2
[Première publication, le 15 février, 1930]

FIERI FACIAS
Superior Court.

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 3965. J. E. CLOUTIER, broker of the town of Chicoutimi, plaintiff; vs JEAN *alias* JOHNNY BEAUMONT, HENRI BEAUMONT and JOSEPH BEAUMONT, all three of Saint Bruno, county of Lake Saint John, defendants, to wit:

As belonging to Joseph Beaumont and to Henri Beaumont:

a. A farm of a total area of about one hundred and fifty acres, and comprising, according to the official cadastre for the township of Signai:

1. A lot of land of irregular outline of about four acres in area, measuring six hundred and seventy five feet in width on the public road, formed of lot number seventeen-C (17-C), part of lot seventeen-B (Pt. 17-B) and a small part of lot number seventeen-A (Pt. 17-A) in the sixth range, on the official cadastre for the township of Signai and comprised within the following boundaries: on the North by the public road, on the East and Southeast by the land of Charles Tremblay, son of Polycarpe, following the centre of a small hollow bordering this lot of land on both such sides, and on the West by lot number eighteen of the same range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot number eighteen (18) in the sixth range of the same township; on the official cadastre for the said township of Signai; save to be withdrawn the West part of such lot, the part lying North of the river Bedard, forming a pointed stretch of land of about three arpents in area.

3. The East part of lot number seventeen-A (E. Pt. 17-A) in the seventh range of the same township of Signai, containing about forty three acres in area and comprising, in width, the exact East third of lots numbers seventeen-A, seventeen-B and eighteen-A (1-3 E. 17-A, 17-B & 18-A) on the said cadastre, such third East forming about two arpents, more or less, in width, and comprised within the following boundaries: in front, towards the North, by the eighth range; at the rear, towards the South, by the sixth range; adjoining on the West the West part of said lot number seventeen-A, property of Ernest Boivin or representatives, and adjoining, on the East, lot number sixteen of the same range, property of Cléophe Girard or representatives—with dependencies. Save to be withdrawn that part (one acre and ten hundredths) sold by Jean Beaumont to the railway company Alma-Jonquière, by deed before J. A. Gingras, N. P., on the 30th of June, 1915, registered on the 20th of July, 1915, under number 15983.

b. The exact North half of lot number thirty five on the official cadastre for the eigth range of the township of Labarre—with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold in two items A and B at the parochial church door of Saint Bruno, on TUESDAY the EIGHTEENTH day of MARCH next, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, February 12, 1930. 960—7-2
[First publication, February 15th, 1930]

FIERI FACIAS
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 4005. } J.-E. CLOUTIER, courtier, de la ville de Chicoutimi, demandeur; vs GONZAGUE GIRARD, de Saint-Bruno, district de Roberval, défendeur, à savoir:

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro treize (13) au cadastre officiel pour le quatrième rang du Canton Signai—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Le tout sujet aux servitudes pour conduites d'aqueduc et droits de passage pouvant affecter ce lot, résultant d'un acte de conventions entre Nil Morin et Alphonse Aubin, fait sous seing privé, le deux mai mil neuf cent dix-sept, et enregistré par bordereau à Hébertville le 4 mai 1917, sous le No 17,670, ce bordereau reçu en minute par P.-A. Hudon, N. P., le même jour.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno, MARDI, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain (1930), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 12 février, 1930. 961—7–2
[Première publication, le 15 février, 1930]

FIERI FACIAS
Superior Court.

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 4005. } J. E. CLOUTIER, broker, of the town of Chicoutimi, plaintiff; vs GONZAGUE GIRARD, of Saint Bruno, district of Roberval, defendant, to wit:

The lot of land known and designated under number thirteen (13) on the official cadastre for the fourth range of the Township Signai—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

The whole subject to the servitudes for aqueduct conduits and rights of way which might affect the said lot, resulting from a deed of agreement between Nil Morin and Alphonse Aubin, made under private seal the second of May, nineteen hundred and seventeen, and registered by memorial at Hébertville the 4th of May, 1917, under No. 17670, the said memorial received in minute by P. A. Hudon, N. P., the same day.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bruno, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of MARCH next, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, February 12, 1930. 962—7–2
[First publication, February 15th, 1930]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS ET DE BONIS
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 2525. } PETER-M. JORDAN, de Shawbridge, Demandeur; vs MUNICIPAL SERVICE CORPORATION, LIMITED, de Montréal, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant, savoir:

Un système d'aqueduc établi dans la municipalité de la paroisse de Val-Morin, dans le district de Terrebonne, comprenant des sources d'eau vive étang, barrages, canalisation souterraine, bornes-fontaines, accessoires dans et sous les rues, chemins et places publiques de la dite Municipalité de Val-Morin, avec et y compris un droit de servitude de passage et de prise d'eau sur le lot numéro dix-huit-B (18B) du rang dix du canton Morin, cadastre de la paroisse de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, tel qu'enrgistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, sous le numéro 88358, avec et y compris la franchise accordée à la défenderesse par et en vertu d'un règlement de la dite Municipalité de la paroisse de Val-Morin, le tout comme un tout complet.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de la paroisse de Val-Morin, district de Terrebonne, le HUITIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 20 février 1930. 1289—10–2
[Première publication, le 8 mars 1930]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS ET DE BONIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 2525. } PETER M. JORDAN, of Shawbridge, plaintiff; vs MUNICIPAL SERVICE CORPORATION, LIMITED, of Montreal, defendant.

As belonging to the said defendant the following immoveable, to wit:

A waterworks system established in the municipality of the parish of Val-Morin, in the district of Terrebonne, including running water springs, pond, barrages, underground drains, hydrants, accessories in and under the streets, roads and public places of the said municipality of Val-Morin, with and including a right of servitude of way and water intake on lot number eighteen B (18B), of range ten of the township of Morin, cadastre of the parish of Ste. Adèle, county of Terrebonne, such as registered at the Registry office of the county of Terrebonne, under number 88358, with and including the franchise granted to the defendant by and in virtue of a by-law of the said muncipality of the parish of val-Morin, the whole as a single item.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of the parish of Val-Morin, district of Terrebonne, the EIGHTH day of APRIL, one thousand nine hundred and thirty, at ONE o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff's office, Sheriff.
St. Jerome, February 20th, 1930. 1290—10–2
[First publication, March 8, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: / No 626 (1929) / THE HOWE LUMBER COMPANY, LIMITED, demanderesse; vs AUGUSTIN HUBERT, défendeur, & FORTUNAT FOURNIER ET AL, mis-en-cause.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé du côté sud-est de la rue Saint-Olivier, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné sous le numéro cent soixante et deux (162) de la subdivision officielle du lot numéro vingt-six (26-162) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant quarante-neuf pieds et deux dixièmes au front sur la rue Saint-Olivier, et quarante-huit pieds et cinq dixièmes à la profondeur qui est de quatre-vingt-treize pieds et cinq dixièmes en moyenne, formant en superficie quatre mille cinq cent soixante et deux pieds, mesure anglaise; borné en front vers le nord-ouest par la rue Saint-Olivier (26-145 du dit cadastre), en profondeur vers le sud-est par le lot No 26-160, du côté nord-est par le lot No 26-161, et du côté sud-ouest par le lot No 26-163 du dit cadastre—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, 1930, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 7 février, 1930. 905—7-2

[Première publication, 15 février, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, to wit: / No. 626 (1929). / THE HOWE LUMBER COMPANY, LIMITED, plaintiff; vs AUGUSTIN HUBERT, defendant, & FORTUNAT FOURNIER ET AL, *mis-en-cause.*

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate on the southeast side of Saint Olivier street, in the city of Trois-Rivières, known and designated under number one hundred and sixty two (162) of the official subdivision of lot number twenty six (26-162) on the official cadastre for the city of Trois-Rivières, measuring forty nine feet and two tenths in front on Saint Olivier street, and forty eight feet and five tenths at the depth, which averages ninety three feet and five tenths, forming an area of four thousand five hundred and sixty two feet, English measure; bounded in front towards the northwest by Saint Olivier street (26-145 of the said cadastre), in depth towards the southeast by lot No. 26-160, on the northeast side by lot No. 26-161, and on the southwest by lot No 26-163 of the said cadastre—with buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office for the district of Trois-Rivières, in the Court House, in the city of Trois-Rivières, on the NINETEENTH day of MARCH next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Trois-Rivières, February 7, 1930. 906—7-2

[First publication, February, 15th, 1930]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 24 février 1930.

M. Olivier Morin, de L'Assomption: greffier de la Cour de circuit et greffier de la Cour de magistrat du comté de L'Assomption.

Québec, le 25 février 1930.

MM. Philisa Chabot, émetteur de licences d'automobiles, et Henri Coutu, marchand, de Lachute-Mills: juges de paix pour le district de Terrebonne.

M. Ernest Tremblay, de Saint-Irénée, marchand: juge de paix pour le district de Saguenay.

M. Charles-N. Dumais, de Roberval, agent d'assurances: juge de paix avec juridiction sur le district de Roberval, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 145, article 358.

M. J.-A. Villeneuve, de la cité de Montréal, demeurant au No 237-239, rue Talon: juge de paix pour le district de Montréal.

M. Lambert Cédillot, de Saint-Edouard-de-Napierville: juge de paix pour le district d'Iberville.

M. Emile Millette, de Vendée, comté de Papineau: juge de paix pour le district de Hull.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, February 24, 1930.

Mr. Olivier Morin, of L'Assomption: to be Clerk of the Circuit Court and Clerk of the Magistrate's Court for the county of L'Assomption.

Quebec, February 25, 1930.

Messrs. Philisa Chabot, issuer of automobile licenses, and Henri Coutu, merchant, of Lachute-Mills: to be Justices of the Peace for the district of Terrebonne.

Mr. Ernest Tremblay, of Saint Irénée, merchant: to be a Justice of the Peace for the district of Saguenay.

Mr. Charles N. Dumais, of Roberval, insurance agent: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Roberval, for the purposes of administering the oath only, pursuant to the provinsions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145, article 358.

Mr. J. A. Villeneuve, of the city of Montreal, residing at No. 237-239, Talon street: to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Mr. Lambert Cédillot, of Saint Edouard de Napierville: to be a Justice of the Peace for the district of Iberville.

Mr. Emile Millette, of Vendée, county of Papineau: to be a Justice of the Peace for the district of Hull.

Québec, le 4 mars 1930.

MM. Télesphore Dallaire, bourgeois, Arthur Larocque, Philisa Chabot, émetteur de licences d'automobiles, et George-Y. Deacon, marchand, tous de la ville de Lachute: commissaires pour tenir la Cour de commissaires de Lachute, comté d'Argenteuil, dans le district de Terrebonne. 1317

Québec, le 24 février, 1930.

M. Jean-Jacques Bourget, de Cap d'Espoir, Gaspé: juge de paix pour le district de Gaspé. 1343

Quebec, March 4, 1930.

Télesphore Dallaire, gentleman, Arthur Larocque, Philisa Chabot, issuer of automobile licenses, and George Y. Deacon, merchant, all of the town of Lachute: to be Commissioners to hold the Commissioners' Court of Lachute, county of Argenteuil, in the district of Terrebonne. 1318

Quebec, February 24th, 1930.

Mr. Jean Jacques Bourget, of Cap d'Espoir, Gaspé: to be a Justice of the Peace for the district of Gaspé. 1344

Index de la Gazette officielle de Québec, No 10

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Beliveau vs Lizotte 918
" Bentman vs Solomovitch 917
" Charland vs Perreault 917
" Crevier vs Gohier 919
" Gariépy vs Gagliardi 918
" Itzic vs Etcovitch 918
" Kolker vs Rother 919
" Kussner vs Dashefsky 919
" Levitsky vs Naturman 918
" Marcovitch vs Etcovitch 917
" Taillon vs Gagné 919
" Troyansky vs Robinovitch 917
" Weinstein vs Goldstein 918

ANNONCEURS:—Avis aux 871

ASSEMBLÉE:—

Millionnaires Club, Inc. 919
The Canada and Gulf Terminal Railway Co. 919

AVIS DIVERS:—

Canadian Corporations, Ltd 920
Desroches, J.-H., notaire suspendu 920
La Corp. Electrique de Témiscouata 920
Renardière Cap-de-la-Madeleine 920
Shawinigan Water & Power Co. 921

BUREAU-CHEF :—

Colonial Advertising, Inc 921

La Cie de Spécialités en Email de Montréal, Ltée 921

CHARTE—ABANDON DE:—

Canada Trade and Commerce, Ltd 922
La Corp. des Services Publics, Ltée 922
Portneuf Power Company 922

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:—

The Huronian Belt Co., Ltd 922

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

E. B. Eddy Co., Ltd 917
Masonic Memorial Temple Corp. 917
Quebec Labrador Railway Co 916
Ville de Beauceville-est 916

Index of the Quebec Official Gazette, No. 10

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Beliveau vs Lizotte 918
" Bentman vs Solomovitch 917
" Charland vs Perreault 917
" Crevier vs Gohier 919
" Gariépy vs Gagliardi 918
" Itzic vs Etcovitch 918
" Kolker vs Rother 919
" Kussner vs Dashefsky 919
" Levitsky vs Naturman 918
" Marcovitch vs Etcovitch 917
" Taillon vs Gagné 919
" Troyansky vs Robinovitch 917
" Weinstein vs Goldstein 918

ADVERTISERS:—Notice to 871

MEETING:—

Millionnaires Club, Inc. 919
The Canada and Gulf Terminal Railway Co. 919

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Canadian Corporations, Ltd 920
Desroches, J.-H., notary suspended 920
La Corp. Electrique de Témiscouata 920
Renardière Cap-de-la-Madeleine 920
Shawinigan Water & Power Co. 921

CHIEF-OFFICE :—

Colonial Advertising, Inc 921

Montreal Enamel Specialties, Ltd. 921

CHARTER—SURRENDER OF:—

Canada Trade and Commerce, Ltd 922
Public Services Corporation, Ltd 922
Portneuf Power Company 922

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

The Huronian Belt Co., Ltd 922

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

E. B. Eddy Co., Ltd 917
Masonic Memorial Temple Corp. 917
Quebec Labrador Railway Co 916
Town of Beauceville east 916

ERRATUM:—

United Cemetery Co. of Chateauguay... 923

LETTRES PATENTES :—

A Blondin, Limitée..... 872
Acme Exterminating, Fumigating & Manufacturing, Ltd..... 874
Chez L'Habitant, Ltée..... 876
Club Sportif de Joliette, Inc..... 877
Colonial Advertising, Inc..... 878
Duke of Wellington Lodge No. 68, Royal Antediluvian Order of Buffaloes (Independent Banner), Inc..... 879
Grand Hôtel, Ltée..... 880
Hotte Gasolene and Oil Corp.—Corp. de gazoline et huile Hotte..... 881
La Bande de la Cité de Montréal, Inc.... 885
La Compagnie de Chauffage Dragon, Ltée..... 885
Lafaille & Frère, Ltée..... 886
Laurier Garage, Ltd..... 887
Oxford Headwear, Limited..... 888
Property Holdings, Limited..... 890
Realty & Construction, Inc..... 893
Seale & Son, Ltd..... 896
Siegrist Superior Cast Aluminum of Canada, Ltd..... 898
Standard Auto-Body & Painting Co., Ltd..... 900
Sterling Sales Company..... 901
Strachmore Greenhouses, Ltd..... 902
Téléphone de Cap-des-Rosiers, Ltée.... 903
The Attwood Co., Ltd..... 907
The Ozalid Print Shop, Ltd..... 909
The Paramount Restaurant, Ltd..... 910
The Public Investment and Loan Corporation..... 911
The Quebec Pioneer Gas and Oil Syndicate, Ltd..... 912
The Royal Trust Company..... 913
Vandry, Incorporé..... 914
William Blanchette, Ltée..... 914

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

La Ferme de Fourrures de Québec, Ltée—Quebec Fur Farm, Ltd..... 916
Laval Products, Limited..... 915
Shapray, Inc..... 916

NOMINATIONS:—

Diverses..... 948

RATIFICATION DE TITRE:—

Boileau, Louis-Joseph..... 923

VENTE—LOI DE FAILLITE:—

Laurentian Charcoal & Lumber, Ltd.... 924

VENTE PAR LICITATION:—

Gameron *et vir* vs Cameron *et al*..... 926
Carignan *et vir* vs McEniry *et al*..... 925
Ethier vs Ethier..... 925
Industrial Loan & Investment Corp. vs Mendels *et al*..... 928
Léger vs Belair *et al*..... 927

VENTE POUR TAXES:—

Ville Laval-des-Rapides..... 929

ERRATUM:—

United Cemetery Co. of Chateauguay... 923

LETTERS PATENT:—

A Blondin, Limitée..... 872
Acme Exterminating, Fumigating & Manufacturing, Ltd..... 874
Chez L'Habitant, Ltée..... 876
Club Sportif de Joliette, Inc..... 877
Colonial Advertising, Inc..... 878
Duke of Wellington Lodge No. 68, Royal Antediluvian Order of Buffaloes (Independent Banner), Inc..... 879
Grand Hôtel, Ltée..... 880
Hotte Gasolene and Oil Corp.—Corp. de gazoline et huile Hotte..... 881
La Bande de la Cité de Montréal, Inc.... 885
La Compagnie de Chauffage Dragon, Ltée..... 885
Lafaille & Frère, Ltée..... 886
Laurier Garage, Ltd..... 887
Oxford Headwear, Limited..... 888
Property Holdings, Limited..... 890
Realty & Construction, Inc..... 893
Seale & Son, Ltd..... 896
Siegrist Superior Cast Aluminum of Canada, Ltd..... 898
Standard Auto-Body & Painting Co., Ltd..... 900
Sterling Sales Company..... 901
Strachmore Greenhouses, Ltd..... 902
Téléphone de Cap-des-Rosiers, Ltée.... 903
The Attwood Co., Ltd..... 907
The Ozalid Print Shop, Ltd..... 909
The Paramount Restaurant, Ltd..... 910
The Public Investment and Loan Corporation..... 911
The Quebec Pioneer Gas and Oil Syndicate, Ltd..... 912
The Royal Trust Company..... 913
Vandry, Incorporé..... 914
William Blanchette, Ltée..... 914

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

La Ferme de Fourrures de Québec, Ltée—Quebec Fur Farm, Ltd..... 916
Laval Products, Limited..... 915
Shapray, Inc..... 916

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous..... 948

CONFIRMATION OF TITLE:—

Boileau, Louis-Joseph..... 923

SALE—BANKRUPTCY ACT:—

Laurentian Charcoal & Lumber, Ltd.... 924

SALE BY LICITATION:—

Gameron *et vir* vs Cameron *et al*..... 926
Carignan *et vir* vs McEniry *et al*..... 925
Ethier vs Ethier..... 925
Industrial Loan & Investment Corp. vs Mendels *et al*..... 928
Léger vs Belair *et al*..... 927

SALE FOR TAXES:—

Town of Laval des Rapides..... 929

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ABITIBI:—

Jacob vs Brouillette 930
Trudel vs L'Étoile d'Or, Ltée 930

BEAUCE:—

Doyon vs Gilbert 930
Vachon vs Grenier 931

BEDFORD:—

Santerre vs The Richford National Bank *et al* 931

GASPÉ:—

Lévesque vs Gauvreau *et al* 932
Ross vs Travers 933

MONTRÉAL:—

Cité de Montréal vs Larivière 933
Cité de Montréal vs Lodge 935
Cité de Montréal vs Plamondon 934
Cité de Montréal vs Savaria 934
Continental Guaranty Corp. of Canada, Ltd vs Pépin 939
Cress vs Nathanson *et al* 935
Cusson vs Lussier 941
Goldfarb vs Saltzman *et al* 940
Jeannotte vs Archambault 935
Lange vs Poirier 934
La Société Nationale de Fiducie vs Debrofsky 941
L'Union Saint-Joseph de Saint-Henri vs Chalifoux 936
Pagé vs héritiers L. Lynch 937
Pageau vs Millaire 937
Pigeon vs Clément 940
Robillard vs Lessard 938
St-Denis vs Brouillard *et al* 938
Thémens vs Huot 941
The Prudential Ins. Co. of America vs Laberge 942
Trottier vs Gonya 938
Valin *et al* vs Demers *et vir* 943

QUÉBEC :—

Lechasseur vs Beauchemin 943
Roy *et al* vs Richard *et vir* 944

RIMOUSKI:—

Deschene vs Joseph 944
Lamoureux vs Labrie 945
Produits Généraux, Ltée vs Loubos 945

ROBERVAL:—

Cloutier vs Beaumont *et al* 946
Cloutier vs Girard 947

TERREBONNE:—

Jordan vs Municipal Service Corp., Ltd. 947

TROIS-RIVIÈRES :—

The Howe Lumber Co., Ltd. vs Hubert .. 948

SHERIFFS' SALES :—

ABITIBI:—

Jacob vs Brouillette 930
Trudel vs L'Étoile d'Or, Ltée 930

BEAUCE:—

Doyon vs Gilbert 930
Vachon vs Grenier 931

BEDFORD:—

Santerre vs The Richford National Bank *et al* 931

GASPE:—

Lévesque vs Gauvreau *et al* 932
Ross vs Travers 933

MONTREAL:—

City of Montreal vs Larivière 933
City of Montreal vs Lodge 935
City of Montreal vs Plamondon 934
City of Montreal vs Savaria 934
Continental Guaranty Corp. of Canada, vs Pépin 939
Cress vs Nathanson *et al* 935
Cusson vs Lussier 941
Goldfarb vs Saltzman *et al* 940
Jeannotte vs Archambault 935
Lange vs Poirier 934
La Société Nationale de Fiducie vs Debrofsky 941
L'Union Saint-Joseph de Saint-Henri vs Chalifoux 936
Pagé vs heirs L. Lynch 937
Pageau vs Millaire 937
Pigeon vs Clément 940
Robillard vs Lessard 938
St-Denis vs Brouillard *et al* 938
Thémens vs Huot 941
The Prudential Ins. Co. of America vs Laberge 942
Trottier vs Gonya 938
Valin *et al* vs Demers *et vir* 943

QUEBEC :—

Lechasseur vs Beauchemin 943
Roy *et al* vs Richard *et vir* 944

RIMOUSKI:—

Deschene vs Joseph 944
Lamoureux vs Labrie 945
Produits Généraux, Ltée vs Loubos 945

ROBERVAL:—

Cloutier vs Beaumont *et al* 946
Cloutier vs Girard 947

TERREBONNE:—

Jordan vs Municipal Service Corp., Ltd. 947

TROIS RIVIERES :—

The Howe Lumber Co., Ltd. vs Hubert .. 948

QUÉBEC:—Imprimé par l'IMPRIMEUR DU ROI:—Rédempti Paradis.

QUEBEC:—Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.